UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Les déterminants des investissements directs étrangers au Burundi (1996-2022)

Ntakiyiruta, Belyne; Sous la direction de : Pr. Arcade Ndoricimpa

2024
UB, FSEA
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1777

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

MASTER EN ANALYSE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT



LES DETERMINANTS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AU BURUNDI (1996-2022)

Par :

Belyne NTAKIYIRUTA

Mémoire

présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du

Diplôme de Master en Analyse Economique et Développement

Option : Analyse Economique

Sous la direction de:

Pr. Arcade NDORICIMPA

Bujumbura, Septembre 2024

MEMBRES DU JURY

Président : Pr. Gilbert NIYONGABO

Directeur : Pr. Arcade NDORICIMPA

Secrétaire : Dr. Suwadu BUGOMA

DEDICACES

A Dieu Tout Puissant ;

A mon cher regretté père ;

A ma chère mère ;

A mes frères et sœurs ;

A mes oncles et tantes ;

A mes cousins et cousines ;

A mes amis et connaissances ;

A tous ceux qui me sont chers ;

Je dédie ce mémoire.

Belyne NTAKIYIRUTA

REMERCIEMENTS

Au cours de la réalisation de notre travail, il serait utile d'exprimer nos sincères gratitudes à tous ceux qui nous sont chers lors de l'accomplissement de ce travail. Le premier pas de reconnaissance s'adresse au gouvernement de la République du Burundi pour le soutien financier qu'il nous a accordé depuis le début de ce cursus académique. Ce prêt nous a été d'une grande importance dans la réalisation de ce travail. Qu'il reçoive nos sincères remerciements.

En effet, ma profonde gratitude s'adresse principalement à mon directeur Pr. Arcade NDORICIMPA ; malgré ses multiples préoccupations, il est toujours reconnaissant de moi avec des conseils si pertinents et courageux. Notre réussite dépend du temps, de son accueil chaleureux et de son inspiration qu'il a manifestée envers moi lors de la rédaction de ce mémoire. Que ce travail soit pour lui le fruit de ses efforts.

Ensuite, je tiens à exprimer mes sincères remerciements à tous les professeurs de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université du Burundi pour leur sympathie, ses conseils plus valeureux et leur contribution lors de la recherche et surtout dans ce cursus. Je voudrais également adresser mes charitables remerciements à ma mère et mes frères et sœurs pour l'amour et le soutien qu'ils ont manifesté envers moi depuis l'école primaire jusqu'aujourd'hui. Qu'ils reçoivent ce travail comme le témoignage de ses efforts.

Ainsi, je ne cesse pas de remercier mes oncles et tantes, mes cousins et cousines, mes amis et connaissances qui ont tous contribué surtout avec leur soutien matériel, moral et encouragement. Enfin, j'exprime un mot de reconnaissance à mes chers camarades de la quatrième promotion de master qui a agrémenté notre séjour académique.

Tous ceux qui ont contribué directement et indirectement à l'accomplissement de ce travail, qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde reconnaissance.

Belyne NTAKIYIRUTA

RESUME

Cette étude examine les déterminants des Investissements Directs Etrangers au Burundi sur une période allant de 1996-2022. Comme méthodologie, cette étude teste les relations de cointégration entre les variables et estime un modèle à correction d'erreur, en utilisant le modèle ARDL (*Autoregressive Distributed Lag Model)* de Pesaran et al. (2001). L'objectif est d'identifier les effets de court terme et de long terme des déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers au Burundi.

Les résultats montrent que les variables telles que la taille du marché mesurée par le taux de croissance du produit intérieur brut par habitant, le capital humain, la formation brute du capital fixe ont des effets positifs et significatifs sur les IDE entrants au Burundi à court terme et à long terme tandis que les conflits sociopolitiques au Burundi exercent des effets négatifs et significatifs sur les IDE entrants au Burundi à court terme et à long terme.

Les résultats des estimations économétriques montrent aussi que les variables telles que la stabilité politique et les infrastructures ont des effets positifs et significatifs sur les IDE entrants au Burundi à court terme seulement; tandis que le contrôle de la corruption a un effet positif et significatif à long terme seulement.

Pour attirer les investissements directs étrangers au Burundi, le gouvernement burundais devrait assurer la stabilité politique durable, promouvoir le contrôle de la corruption, développer le capital humain et les infrastructures, tout en garantissant un climat d'affaires favorable auprès des investisseurs étrangers.

Mots clés: Investissement Direct Etranger (IDE), déterminants des IDE, Burundi, Approche ARDL

ABSTRACT

This study examines the determinants of Foreign Direct Investment in Burundi over a period from 1996 to 2022. As a methodology, this study tests the cointegration relationships between variables and estimates an error-corrected model, using the Autoregressive Distributed Lag Model (ARDL) of Pesaran et al. (2001). The objective is to identify the short-term and long-term effects of the determinants of the attractiveness of foreign direct investment in Burundi.

The results show that variables such as market size as measured by the growth rate of gross domestic product per capita, human capital, gross fixed capital formation have positive and significant effects on inward FDI in Burundi in the short and long term while socio-political conflicts in Burundi exert negative and significant effects on inward FDI in Burundi in the short term and in the long term.

The results of the econometric estimates also show that variables such as political stability and infrastructure have positive and significant effects on inward FDI in Burundi in the short term only; while the control of corruption has a positive and significant effect in the long term only.

To attract foreign direct investment to Burundi, the Burundian government should ensure lasting political stability, promote corruption control, develop human capital and infrastructure, while ensuring a favorable business climate for foreign investors.

Keywords: Foreign Direct Investment (FDI), determinant of FDI, Burundi, ARDL Approach

TABLE DES MATIERES

MEMBRES DU JURY ..... **i**
DEDICACES ..... **ii**
REMERCIEMENTS ..... **iii**
RESUME ..... **iv**
ABSTRACT ..... **v**
TABLE DES MATIERES ..... **vi**
LISTE DES GRAPHIQUES ..... **ix**
LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX ..... **x**
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **xi**
AVANT-PROPOS ..... **xiii**
0. INTRODUCTION GENERALE **1**
0.1. Contexte et intérêt du sujet 1
0.2. La problématique 5
0.3. Objectifs 8
0.4. Hypothèses de recherche 8
0.5. Méthodologie de la recherche 8
0.6. Délimitation du travail et articulation du sujet 9
CHAPITRE I : REVUE DE LA LITTERATURE SUR LES DETERMINANTS DE L'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS **10**
Section I. Revue de la littérature théorique sur les IDE 10
I.1. Les fondements théoriques et conceptuels sur les IDE 10
I.1.1. Définitions et théories des IDE 10
I.1.2. Les différents types des IDE 11
I.1.3. Les critères des investissements directs étrangers 13
I.2. Les fondements théorique sur les déterminants de l'attractivité des IDE 13
I.2.1. Les théories explicatives des IDE 13
I.2.1.1. La théorie traditionnelle du commerce international 14
I.2.1.2. La théorie de l'internalisation 14
I.2.1.3. La théorie des marchés imparfaits 15
I.2.1.4. La théorie des avantages comparatifs 15
I.2.1.5. La théorie de la recherche et développement 16
I.2.1.6. La théorie des coûts de transactions et de la multinationalisation 16
I.2.2. Approche éclectique « O.L.I » 16
I.2.3. Les théories traditionnelles de localisations des IDE 19

I.2.3.1. Les approches macroéconomiques 19
I.2.3.2. Les approches relevant de la théorie de la firme 19
I.2.3.3. La théorie du choix de la localisation des FMN 20
I.2.3.4. Les différents critères du choix de la localisation des firmes à l'étranger 22
I.2.3.5. Les stratégies des Investissements Directs Etrangers 23
I.3. Le choix du territoire dans l'attractivité des IDE 26
I.3.1. Les facteurs déterminant le choix d'investir à l'étranger 27
I.3.1.1. Les facteurs économiques pouvant influencer l'investissement Direct étranger 27
I.3.1.2. Les facteurs institutionnels pouvant influencer l'investissement direct étranger 31
I.4. Revue de la littérature empirique sur les déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers 33
I.4.1. Facteurs économiques déterminant l'attractivité des IDE 33
I.4.2. Facteurs institutionnels déterminant l'attractivité des IDE 35
CHAPITRE II : PRESENTATION DE QUELQUES FAITS STYLISES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AU BURUNDI ET SES DETERMINANTS POTENTIELS 39
Section 1 : Analyse en profondeur de l'évolution des IDE au Burundi 39
II.1.1. Structure économique, impact et contraintes liés à l'attractivité des IDE au Burundi 40
II.1.1.1. Contexte économique des IDE au Burundi 40
II.1.1.2. Les contraintes liées à l'investissement direct étranger 40
II.1.1.3. Répartition sectorielle des activités principales bénéficiaires des IDE au Burundi 43
II.1.2. Etat des lieux des facteurs potentiels 45
II.1.2.1. Evolution du PIB par habitant au Burundi 45
II.1.2.2. Evolution du capital humain au Burundi 48
II.1.2.3. Evolution de la Stabilité politique au Burundi 49
II.1.2.4. Evolution de la formation brute du capital fixe (mesure l'investissement domestique) au Burundi depuis (1996-2022) 50
Section 2. Analyse comparative de l'évolution des investissements directs étrangers et ses déterminants dans les pays de l'EAC 52
II.2.1. Analyse comparée de l'évolution des investissements directs étrangers en moyenne dans les pays de l'EAC 53
II.2.2. Analyse comparative de la stabilité politique dans les pays de l'EAC 53
II.2.3. Analyse comparative du PIB par habitant (en % annuel) dans les pays de l'EAC 55
Conclusion du second chapitre 57

CHAPITRE III : ANALYSE EMPIRIQUE SUR LES DETERMINANTS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AU BURUNDI POUR LA PERIODE DE 1996-2022 58
Section 1. Méthodologie de la recherche 58
III.1.1. Description des variables de l'étude 58
III.1.2. Présentation des données 59
III.1.3. Présentation du Modèle ARDL 60
III.1.4. L'approche du test aux bornes ou test de cointégration de Pesaran et al. (2001) . 62
III.1.5. Spécification du modèle 64
Section 2. Présentation des résultats économétriques 64
III.2.1. Test de racine Unitaire (Stationnarité des variables) : 64
III.2.2. Estimation et validation statistique du modèle ARDL 66
III.2.3. Test de relation de cointégration entre les variables (Bound Test) 67
III.2.4. Estimation de relation de long terme 67
III.2.5. Estimation du modèle à correction d'erreur et dynamique de court terme 69
Section 3. Diagnostic du modèle 71
III.3.1. Test d'autocorrélation de LYJUNG-BOX 71
III.3.2. Tests de diagnostic des résidus 71
III.3.3. Test de stabilité du coefficient du modèle 72
Section 4. Discussions et interprétations des résultats 73
III.4.1. Discussion des résultats de court terme 73
III.4.2. Discussion des résultats de l'estimation de long terme 76
Conclusion du troisième chapitre 78
CONCLUSION GENERALE, RECOMMANDATIONS ET LIMITES DE LA RECHERCHE 79
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 82
ANNEXES 86

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Flux des IDE au Burundi depuis 1980-2022 44
Graphique 2 : Evolution du PIB par habitant (U$ courant) depuis 1996-2022..... 45
Graphique 3: Evolution du taux de croissance du PIB par habitant (en % annuel) au Burundi 47
Graphique 4 : Evolution du Capital humain au Burundi depuis 1996-2019..... 48
Graphique 5 : Evolution de la Stabilité politique au Burundi depuis 1996-2022 49
Graphique 6 : Evolution de la formation brute du capital fixe (en % du PIB) au Burundi..... 50
Graphique 7 : Evolution des infrastructures (mesurée par l'abonnement de la téléphonie mobile (pour 100 habitants) au Burundi 51
Graphique 8: Evolution des IDE (en % du PIB) par pays de l'EAC depuis 1996-2022..... 52
Graphique 9 : Comparaison des IDE en moyenne dans les pays de l'EAC..... 53
Graphique 10 : Evolution de la stabilité politique par pays dans l'EAC 53
Graphique 11 : Moyenne de la stabilité politique par pays de l'EAC..... 54
Graphique 12 : Evolution du PIB par habitant (en % annuel) des pays de l'EAC..... 55
Graphique 13 : Evolution en moyenne du PIB par habitant des pays de l'EAC..... 56

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure

Figure 1 : Les déterminants de l'attractivité des IDE 32

Tableaux

Tableau 1 : L'approche éclectique OLI 18
Tableau 2 : Tableau récapitulatif des différents avantages à la localisation des FMN 23
Tableau 3 : Distribution par branches d'activités des entreprises d'investissements directs 43
Tableau 4 : Résultats du test de stationnarité des variables en niveau au seuil de 5% 65
Tableau 5 : Résultats du test de stationnarité en première différence au seuil de 5% 65
Tableau 6 : Résultats de l'estimation du modèle ARDL (1,0,0,0,0,0,0,1,0) 66
Tableau 7 : Résultats du Bound Test 67
Tableau 8 : Les coefficients de long terme 68
Tableau 9 : Modèle de court terme à correction d'erreur 69
Tableau 10 : Corrélogramme des résidus 71
Tableau 11 : Résultats des tests de diagnostic des résidus 72
Tableau 12 : CUSUM TEST 72
Tableau 13 : CUSUM OF SQUARES 73

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

%	: Pourcentage
ADB	: Agence de Développement du Burundi
ADF	: Augmented Dickey Fuller
AIC	: Critère d'Information d'Akaike
AR	: AutoRégressif
ARDL	: AutoRegressive of Distributed Lag
ASS	: Afrique Subsaharienne
BAD	: Banque Africaine pour le Développement
BM	: Banque Mondiale
BRB	: Banque de la République du Burundi
CAE	: Communauté de l'Afrique de l'Est
CAPH	: Capital Humain
CEA	: Commission Economique pour l'Afrique
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFCIB	: Chambre Fédérale du Commerce et l'Industrie du Burundi
CNUCED	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CT	: Court terme
EAC	: East Africa Community
EEC	: Etude Economique Conseil
EIDEB	: Enquête des Investissements Directs Etrangers au Burundi
FBCF	: Formation Brute du Capital Fixe
FBU	: Franc Burundais
FMI	: Fond Monétaire International
FMN	: Firme Multinationale
HQ	: Hannan et Quinn

IDE : Investissement Direct Etranger

IDI : Investissement Direct International

IDM : Indicateur du Développement dans le monde

INFRA : Infrastructures

LT : Long terme

MENA : Middle East and North Africa

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OLI : Ownership, Localisation and Internalisation

OUVCO : Ouverture Commerciale

PAS : Politique d'Ajustement Structurel

PED : Pays en Développement

PESTEL : Politique Economique Socioculturelle Ecologique Légal

PIB : Produit Intérieur Brut

PIBHAB : Produit Intérieur Brut par Habitant

PMA : Pays Moins Avancés

PP : Phillips et Perron

RDC : République Démocratique du Congo

SIC : Critère d'Information de Schwarz

SPARC : Strategic Purchasing Africa Ressource Center

TIC : Technologies de l'Information et de Télécommunication

USD : United States Dollar

VAR : Vecteur Autorégressif

VECM : Vector Error Correction Model

WDI : Word Developpment Indicators

WGI : Worldwide Governance Indicators

ZA : Zivot et Andrews

AVANT-PROPOS

La présente étude a été réalisée dans le cadre de l'obtention d'un Diplôme de fin des études de Master en Analyse Economique et Développement, spécialité Analyse Economique. Elle porte sur les déterminants des investissements directs étrangers au Burundi sur une période allant de 1996 à 2022.

Le Burundi est un pays caractérisé par un faible niveau d'attractivité des investissements directs étrangers. Les principales contraintes liées aux investisseurs étrangers montrent que le Burundi est un pays doté de faible niveau de développement des infrastructures, d'une forte instabilité macroéconomique, de faible niveau de la qualité des institutions et un environnement des affaires qui n'est pas du tout favorable aux investisseurs étrangers.

Cette étude cherche à analyser les facteurs déterminants des investissements directs étrangers au Burundi en identifiant spécifiquement les facteurs économiques et institutionnels sur l'attraction des IDE au Burundi. Des solutions sont donc suggérées afin que le Burundi soit un pays attractif auprès des investisseurs étrangers.

0. INTRODUCTION GENERALE

0.1. Contexte et intérêt du sujet

La question des écarts de richesses entre les pays est assez importante. En effet, certains pays tels que l'Afrique du Sud, l'Inde et le Brésil se caractérisent par des niveaux d'inégalités de revenus extrêmement élevés, tandis que d'autres pays présentent des niveaux de développement relativement faibles par rapport aux autres pays développés ((Melissa, 2016).

Cette situation pousse plusieurs économistes comme (Cohen D., (1998) ; Henri G., (2000) ; Milanovic B., (2009) ; Aurélien B. (2010) ; Charles A., Darné O., Hoarau JF., (2016) ; Michael F., Odile R., Céline T., (2016) ; (Melissa, 2016) à se poser sur des politiques économiques et institutionnelles qui peuvent relancer ces économies afin de réduire ces écarts. Parmi celles-ci résident la politique d'ouverture commerciale qui est étroitement liée à la politique d'attraction des investissements directs étrangers qui sont aujourd'hui considérés comme moteur de développement.

Cependant, au cours des années 80 et 90, les investissements directs étrangers ont été considérés comme étant de facteurs de dominance des firmes multinationales dans les pays en voie de développement ; mais par conséquent, ils sont considérés aujourd'hui comme étant un moyen de développement économique et social dans les pays d'accueil (Sara, 2020).

En effet, dans une économie mondialisée, la question d'attractivité des investissements directs étrangers est d'une grande priorité. Les flux des investissements directs étrangers connaissent une nette évolution grâce à la mondialisation (Koukpo, 2005). De ce fait, cette économie connaît une croissance rapide provenant du degré d'ouverture commerciale élevé et des capitaux grâce à la mondialisation (Ismail & Abdellatif, 2022).

Ainsi, les IDE participent à l'ajustement de la structure industrielle mondiale et constituent l'un des facteurs les plus importants des transactions internationales. L'IDE est un outil d'accroissement des encours des capitaux domestique, qui permet d'éviter l'accroissement de l'endettement extérieur ; mais également permet d'accroître l'investissement domestique dans un pays d'accueil (OCDE, 2002).

Sur les plans théoriques et empiriques, il est admis que les IDE sont considérés comme l'un des facteurs permettant le développement économique du pays, notamment via leur contribution à la création de richesse ; ils favorisent par ailleurs le transfert de technologies, contribuent à la formation et l'amélioration du capital humain et concourent au développement des entreprises dans un environnement concurrentiel, notamment à travers l'augmentation de

la productivité des facteurs de production. Ils influencent également la croissance de l'investissement privé dans le pays d'accueil (Borensztein, Gregorio et Lee, 1998 ; Bosworth et Collins, 1999).

L'investissement direct étranger (IDE) est bénéfique pour les pays d'origine et d'accueil et fait partie intégrante d'un système économique international ouvert et efficace. Il constitue l'un des principaux catalyseurs du développement économique d'un pays (OCDE, 2002).

Pour les PVD, les IDE sont de plus en plus considérés comme une source externe du capital. Le renforcement de l'attractivité des investissements directs étrangers est devenu un objectif explicite de politique économique de plusieurs pays (Makosso & Mfere , 2023) puisqu'ils génèrent des externalités positives qui affectent toutes les variables économiques, à savoir le capital humain, l'investissement domestique, les exportations, le commerce extérieur, le transfert de technologie, l'infrastructure, l'efficacité du gouvernement, la réduction du chômage etc., qui à leur tour affectent la croissance économique (Ismail & Abdellatif, 2022).

Cependant, même si les IDE jouent un rôle important dans la croissance économique, les flux d'investissements directs étrangers ont montré un recul équivalant de 13% en 2018 pour s'établir à 1300milliars de dollars en 2019. En 2021, les flux mondiaux d'investissements directs étrangers ont retrouvé leurs niveaux antérieurs à la pandémie, leur volume s'étant élevé à 1600 milliards de dollars.

Les fusions-acquisitions internationales de financement des projets ont montré une croissance particulièrement forte grâce à des conditions de financement favorable aux investissements d'infrastructures prévu dans les plans de relance. Néanmoins, la reprise des investissements de création de capacités dans le secteur industriel reste fragile, en particulier dans les pays en développement (CNUCED, 2022). Soit, le flux des IDE a enregistré un montant de 1500 Milliards de Dollars en 2016 et 1000 milliards de dollars en 2019 (CNUCED, 2020).

Les flux d'IDE à destination des pays développés sont tombés à leur niveau le plus bas depuis 2004, enregistrant un repli de 27 %. Les entrées en Europe ont chuté de la moitié pour s'établir à moins de 200 milliards de dollars en raison de sorties supérieures aux entrées dans quelques grands pays d'accueil, d'où des fonds ont été rapatriés et d'une baisse sensible au Royaume-Uni. Les entrées aux États-Unis ont chuté quant à elles de 9 % pour se chiffrer à 252 milliards de dollars (CNUCED, 2019).

Les investisseurs européens restent, de loin, les plus grands détenteurs des stocks d'IDE en Afrique, menés par le Royaume-Uni (60milliards de dollars), la France et les Pays-Bas (54milliards de dollars).

Comme l'IDE mondial a reculé en 2018, les flux des investissements directs étrangers envers l'Afrique n'ont pas le cas. Par contre, après avoir diminué en 2016 et en 2017, ils ont augmenté en 2018 pour s'établir à 46 milliards de dollars (soit 11 %). La hausse des prix et de la demande de certains produits de base a entraîné des investissements soutenus dans le secteur des ressources naturelles. En 2022, les flux d'investissements directs étrangers vers l'Afrique ont connu un recul de 45 milliards de dollars par rapport au record de 80 milliards de dollars atteint en 2021 (CNUCED, 2023).Ces flux vers l'Afrique représente 3,5% des IDE investis dans le monde comme l'indique l'agence onusienne dans le rapport de l'investissement dans le monde 2023(CNUCED, 2023).

En 2022, le nombre d'annonce de nouveaux projets a augmenté de 39% pour atteindre 766. Parmi eux, six des 15 principaux mégaprojets d'investissements de type greenfield se trouvaient en Afrique.

En Afrique du Nord, l'Egypte a vu les IDE plus que doubler pour atteindre 11milliards de dollars, en raison de l'augmentation des ventes transfrontalières des fusions-acquisitions alors que au Maroc, les flux des IDE ont légèrement diminué de 6% pour atteindre 2,1milliards de dollars (CNUCED, 2023).

En Afrique de l'Ouest, le Nigeria a entrainé des flux d'IDE négatifs soit (-187millions de dollars) à la suite de cessions d'actions. Les projets de création annoncés ont toutefois augmenté de 24% pour atteindre 2milliards de dollars. Les flux vers le Sénégal sont restés stables à 2,6milliards de dollars. Ceux du Ghana ont chuté de 39% pour atteindre 1,5milliard de dollars (CNUCED, 2023).

Au Burundi, les investissements directs étrangers ont connu une courbe descendante depuis des années. Le climat des affaires, peu favorable, est à l'origine de cette situation qui étouffe l'économie nationale. Le renforcement de la gouvernance est l'une des conditions indispensables pour relever l'entrée des IDE au Burundi (Habarugira, 2023).

Au cours de l'année 2021-2022, l'ADB a validé 50 projets d'investisseurs. Parmi ceux-ci, seuls 6 projets, soit 12% étaient issus des investissements directs étrangers. En réalité, ils ont connu une chute libre depuis les années 2010.

Selon une étude du bureau sous régional de la commission Economique pour l'Afrique de l'Est, les IDE sont passés de 47millions USD en 2014 à 7millions USD en 2015. Ils ont continué à chuter jusqu'à 1million de USD en 2019 avant d'atteindre une légère hausse jusqu'à 10millions de USD en 2021 et 13millions de USD en 2022 (CNUCED, 2023).

Quant aux autres pays de l'Afrique de l'Est, au moment où les IDE sont au niveau bas au Burundi, les pays de l'Afrique de l'Est affichent de bons scores (CNUCED, 2022). La RDC vient en premier lieu en passant de 1,6milliards USD en 2020 pour atteindre 1,8 milliards USD en 2021 ; ce pays est le premier producteur mondial de cobalt et le premier mineur de cuivre en Afrique alors que les IDE sont soutenus par les entrées dans le secteur minier. Une demande croissante du cobalt entraine une augmentation de prix de celui-ci pour son utilisation dans les smartphones et les batteries des voitures électriques. En second lieu vient l'Ouganda qui affiche aussi de bonnes statistiques, soit une augmentation de 30,6%, passant de 874millions USD en 2020 à 1,1 milliards USD en 2021. Celle-ci provient dans le développement de la réglementation des services financiers (en particuliers dans les assurances et le marché des capitaux) et dans la privatisation du secteur bancaire pour attirer les IDE. Ce pays est riche en ressources naturelles, et par conséquent les IDE vont principalement aux secteurs du café et des mines (CNUCED, 2022).

Quant à la Tanzanie, les entrées d'IDE ont atteint 922millions USD en 2021 et ont montré une augmentation par rapport à l'année précédente qui a connu 685millions USD. La Tanzanie est l'une des destinations préférées des investissements étrangers en Afrique et se trouve parmi les pays les plus grands bénéficiaires d'IDE en Afrique. Pour le Kenya, les flux d'IDE ont chuté de 448millions USD en 2021 contre 717 millions USD l'année précédente et sont à leur niveau le plus bas dans les cinq dernières années (CNUCED, 2022).

Face à toutes statistiques qui ont montré ci-haut, le choix de l'investissement est guidé par diverses logiques. La décision d'investissement des firmes est cohérente avec sa politique globale dans un but d'efficacité. L'investissement est pensé selon les effets en chaîne, ainsi le processus de décision porte sur la chaîne d'investissement (Gavelle, 2020).

La notion d'attractivité des territoires apparaît au cœur des caractéristiques de la mondialisation. Plusieurs Etats sont «aujourd'hui au cœur de la disjonction territoires-nations. Ils cherchent à réguler et développer des territoires nationaux notamment par une attractivité des firmes ». (Hugon , 1997).

Les IDE sont un conducteur de l'intégration économique globale ((Pandya, 2016).Ils figurent dans l'une des différentes dimensions interdépendantes de la mondialisation (Michalet, 2004). Celui-ci propose une nouvelle approche de la mondialisation qu'il décrit comme un phénomène complexe et multidimensionnel prenant en compte les échanges de biens et services, les IDE et les capitaux financiers. Ils permettent de donner une dimension multinationale aux activités des firmes, suscitent la mobilité des fonctions productives de ces firmes ; ce qui crée un phénomène de délocalisation (Michalet, 2004, 19).

Etant donné que toute étude scientifique doit avoir un intérêt, celle-ci va permettre de dégager au moins trois intérêts qui sont entre autre l'intérêt pour l'auteur d'une part qui lui permet de connaitre et mettre l'accent sur les déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers notamment au Burundi ; et être capable et fière d'examiner la recherche ; il y a aussi l'intérêt scientifique d'autre part : celui-ci est bénéfique car après avoir réalisé ce travail , ce document va contribuer à la théorie existante sur les études des déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers et devient une source documentaire pour les autres chercheurs réalisant les études semblables à ce document. Et enfin l'intérêt pratique qui nous amène au traitement des données et les analyser pour trouver les résultats qui pourraient inciter les gouvernants et les décideurs de l'Etat à la prise de décision en matière de renforcement de l'attractivité des investissements directs étrangers notamment au Burundi.

Pour cela, nous allons analyser un sujet intitulé : « **Les déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers au Burundi. »**

0.2. La problématique

Les régions du monde sont inégalement intégrées à la mondialisation (Gavelle, 2020). L'appréhension des écarts de richesse entre les pays reste un point de réflexion pour plusieurs économistes (Solow, 1956). En effet, Certains pays affichent de faibles niveaux de performance économique alors que d'autres disposent de rythmes de progressions très élevés. Cette situation pousse les économistes à s'interroger sur les politiques visant à réduire ces écarts et la dynamique d'attraction des IDE adoptée dans ce cadre (Husan et Wang, 2006 ; Sumata et Dzaka, 2013).

C'est pourquoi plusieurs pays adoptent la politique d'attraction des IDE qui est considérée comme l'un des principaux moteurs du développement car ils autorisent l'apport des capitaux, la réduction aux emprunts, la création d'emploi, le transfert de technologie ainsi que l'acquisition directe du savoir-faire managérial et organisationnel ; ce qui leur permet de contribuer à améliorer la productivité et le développement économique (Zumbu & Sumata, 2020). Cependant, dans les pays en développement ou des pays moins avancés, la contribution effective des IDE à la croissance économique et à la création d'emploi est très dérisoire. Ces pays présentent dans leur majorité une grande attractivité pour les IDE, mais leur profitabilité est au plus bas (Hamimida, 2017). Le tissu économique de la majorité des pays africains est très peu développé ; les grandes entreprises locales sont rares et l'IDE se concentre dans les secteurs d'énergie et de l'agroalimentaire (Africa's Pulse, 2014). Les économies africaines se basent pour la plupart sur les ressources naturelles alors que le secteur manufacturier est très peu développé. Dans ce cas, la productivité agricole reste très faible ; ce qui entraine l'exode rural vers les villes et l'urbanisation est très mal géré ; cela représente un problème majeur du fait de l'incapacité de l'infrastructure urbaine. En effet, l'Afrique attire de plus en plus d'IDE des pays émergents car depuis la crise financière de 2008, les IDE en provenance des pays développés vers l'Afrique ont diminué de 20% (CNUCED, 2015). Les effets positifs des IDE en Afrique sont par contre limités suite au problème de l'extrême pauvreté, du chômage et des inégalités qui ont augmenté au cours de la dernière décennie (Conseil Economique des Nations Unies pour l'Afrique, 2013).

Par conséquent, les IDE mondiaux ont diminué de 12% en 2022, pour atteindre 1300 milliards de dollars. La diminution des volumes des flux financiers et de transactions dans les pays développés est l'une des causes de cette baisse (CNUCED, 2023). Les flux entrants dans de nombreux petits pays en développement ont stagné et l'IDE vers les pays les moins avancés (PMA) a diminué (CNUCED, 2023). Quant aux pays de l'Afrique, les IDE vers l'Afrique ont chuté à 45milliars de dollars en 2022 pour atteindre 80milliars de dollars en 2021. Pourtant, les IDE vers l'Afrique de l'Est ont augmenté de 35% pour s'établir à 8.2 milliards de dollars.

Néanmoins, même si les IDE vers l'Afrique de l'Est ont augmenté, ceux du Burundi ont fortement chuté passant de 47millions USD en 2014 à 7 millions USD en 2015 (Andrew , 2015). Cette baisse est due à la crise sociopolitique qui a frappé le Burundi ; ce qui provoque l'arrêt des financements extérieurs par les bailleurs de fonds traditionnels. Ce gel a entrainé une réduction significative des réserves internationales qui ont atteint de plus bas niveau à la fin de 2016.

Ainsi, cette situation a empêché la Banque de la République du Burundi(BRB) d'intervenir efficacement sur le marché de changes car celui-ci a également réagi à la crise de 2015 qui a généralement frappé presque tous les secteurs de l'économie. Pourtant, le marché de changes parallèle a également bénéficié de cette crise car le dollar s'échangeait à 2300Fbu en juillet 2016 alors que le cours officiel était de 1558,1Fbu même aujourd'hui le taux de change se fluctue de temps en temps où le dollar s'échangeait à 4000 BIF et plus alors que le cours officiel était de 2890 BIF et le taux d'inflation a augmenté de 26,6% en 2024 contre 8,4% en 2021; cette dépréciation du Fbu par rapport aux devises réduit la confiance des investisseurs car il est difficile d'investir dans une monnaie instable.

Mêmement, la pandémie du COVID-19 a eu des effets négatifs que ce soit au niveau mondial jusqu'au Burundi. Contrairement à la crise financière de 2008, la crise du COVID-19 a provoqué un arrêt soudain de l'économie réelle, une désorganisation des chaînes de production mondiales, un ralentissement brutal de l'activité économique et un effondrement des principaux marchés financiers des pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie et même d'Afrique. Néanmoins, le PIB mondial s'est contracté de 3% (FMI, 2020) contre 5,2%(BM, 2019) suite aux mesures prises pour la lutte contre la propagation de cette pandémie. En Afrique subsaharienne, la croissance économique a diminué de 2.4% en 2019 pour atteindre -2.1% à -5.1 % en 2020.

Par conséquent, selon la commission Economique pour l'Afrique, le Covid-19 a entraîné une diminution des flux d'investissements directs étrangers (IDE), une fuite des capitaux, un resserrement des marchés financiers intérieurs et un ralentissement des investissements. Cette pandémie affecte presque tous les secteurs macroéconomiques du Burundi.

Par ailleurs, le Burundi présente un climat d'affaire qui n'est pas favorable pour les investisseurs directs étrangers comme les crises répétitives voire la crise socio-politique de 2015 et l'enclavement du pays qui paraissaient comme les principales contraintes à l'investissement ; le taux de change instable, l'insuffisance des infrastructures de bases dans les domaines de l'énergie et de transports, faibles accès aux ressources financières,…etc. Tous cela entrainent une entrave au développement du pays. Les bons discours sur le climat des affaires ne suffisent pas, il faut qu'il y ait des actions (Kuriyo, 2021).

L'image du pays auprès des investisseurs est primordiale afin de promouvoir les investissements. En effet, la satisfaction des investisseurs présents attire d'autres investisseurs potentiels.

Ceux-ci se concentrent sur la qualité de la réglementation, le régime d'insolvabilité et de résolution des conflits, l'importance des infrastructures publiques, l'ouverture aux échanges commerciaux et au développement financier (FMI, 2018).

Ainsi, une question centrale se pose : **Quels sont les déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers au Burundi ?** Face à cette question, il en découle des questions spécifiques suivantes :

- Quels sont les facteurs économiques qui influencent l'entrée des IDE au Burundi ?
- Quels sont les facteurs institutionnels qui attirent les IDE entrants au Burundi ?

0.3. Objectifs

L'objectif global de cette étude est d'analyser les déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers au Burundi.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Examiner les facteurs économiques déterminant des IDE entrants au Burundi à court terme et à long terme ;
- Examiner les facteurs institutionnels déterminant des IDE entrants au Burundi à court terme et à long terme.

0.4. Hypothèses de recherche

A partir des théories économiques, de la littérature sur les IDE et des diverses observations, certaines hypothèses peuvent s'identifier :

H1 : La taille du marché a une influence positive sur l'attractivité des IDE au Burundi

H2 : Le capital humain exerce un effet positif sur les IDE entrants au Burundi

H3 : La stabilité politique influence positivement l'entrée des IDE au Burundi

H4 : Le contrôle de la Corruption a une influence positive sur les IDE entrants au Burundi

0.5. Méthodologie de la recherche

Dans le but d'identifier les facteurs déterminants l'attractivité des IDE au Burundi au cours d'une période allant de 1996 à 2022(soit 27ans), nous avons développé une démarche méthodologique qui associe les techniques et les méthodes en effectuant une recherche documentaire, méthode descriptive ainsi que la méthode économétrique.

D'abord, une recherche documentaire porte sur les ouvrages généraux, les articles, les rapports, les mémoires et tout autre document relatif à notre étude. Ensuite, nous présentons une analyse descriptive qui traite la dynamique des investissements directs étrangers au Burundi.

En outre, nous procédons par une analyse économétrique en utilisant la méthode d'une série temporelle à travers le modèle ARDL. Cette analyse a pour objectif de trouver et de donner l'interprétation des résultats obtenus par un logiciel utilisé.

Ainsi, les données utilisées sont des données secondaires. Celles-ci sont tirées à la base des données du site de la Banque Mondiale WDI (World Developpemnt Indicators), celle de WGI (Worldwide Gouvernance Indicators) Le traitement des données est envisagé par biais des logiciels Excel (pour la saisie des données extraites des bases de données) et Eviews 9 (pour la réalisation des différentes estimations).

0.6. Délimitation du travail et articulation du sujet

Notre travail est intitulé les déterminants des investissements directs étrangers au Burundi pour une période allant de 1996-2022 (soit 27ans). Le choix du Burundi est motivé par la situation dont le Burundi est traversé depuis les années qui provoque même la récession économique du pays. L'objectif est de savoir si les IDE peuvent relancer le développement économique du pays. Le choix de la période est motivé par l'évolution des IDE dans le monde depuis les années 2000.

En effet, pour entamer notre travail, cette étude s'articule en trois chapitres à savoir :

Le premier chapitre qui présente la revue de la littérature théorique et empirique sur les déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers ; le second chapitre montre une présentation de quelques faits stylisés des investissements directs étrangers au Burundi et ses déterminants potentiels ; et le troisième chapitre concerne l'analyse empirique sur les déterminants des investissements directs étrangers au Burundi et enfin la conclusion générale de cette étude.

CHAPITRE I : REVUE DE LA LITTERATURE SUR LES DETERMINANTS DE L'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

Section I. Revue de la littérature théorique sur les IDE

I.1. Les fondements théoriques et conceptuels sur les IDE

I.1.1. Définitions et théories des IDE

Dans ce chapitre, nous commençons pour montrer dans un premier temps quelques notions relatives aux IDE ; puis nous dégageons les principales théories des IDE.

L'investissement direct étranger est un processus où les entreprises résidentes dans un pays (pays mère ou source) acquièrent la propriété d'actifs dans un autre pays (pays d'accueil ou hôte) dans le but de contrôler la production, la distribution ou toute autre activité dans ce pays.

L'OCDE, (1983) définit l'IDE comme : « toute personne physique, toute entreprise publique ou privée, tout gouvernement, tout groupe de personnes physiques liées entre elles, tout groupe d'entreprise ayant ou non personne morale, liées entre elles est un investisseur direct étranger s'il possède lui-même une entreprise d'investissement directe c'est - à – dire une filiale, une société affiliée ou un succursale, faisant des applications dans un pays autre que le ou les pays de résidence de l'investissement ou des investisseurs directs ».

Compte tenu de ces évolutions, (OCDE, 2008) définit les IDE comme étant : « l'investissement direct étranger est un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie (investisseur direct) afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise (l'entreprise d'investissement direct) qui est résident d'une autre économie que celle de l'investisseur direct ».

Face à tout cela, l'OCDE conclut que « l'investissement direct étranger se définit comme étant un investissement réalisé par une entité résidente d'une économie dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie ». Par intérêt durable, on entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et le fait que l'investisseur peut exercer une influence marquée sur la gestion de l'entreprise bénéficiant de l'investissement direct.

Le (FMI, 1993) a défini les flux des IDE de la manière suivante : « L'investissement direct étranger est effectué dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur.

Le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise ».Ensuite, il ajoute que : «De la part d'un investisseur résidant dans un pays donné, il s'agit d'un investissement impliquant une relation de long terme et un intérêt durable dans un objet situé dans un autre pays. » (FMI, 1993).

Du point de vue statistique, selon les recommandations de la FMI et de l'OCDE, on dit qu'il y a l'investissement direct étranger lorsqu'une entité non-résidente détient au moins 10% du capital social d'une entreprise résidente.

Après avoir défini les IDE, il est nécessaire de dégager la définition de la firme multinationale (FMN) qui désigne l'investissement d'une firme dans au moins deux pays tout en possédant ou contrôlant des actifs physiques, financiers ou des filiales implantées dans ces pays d'accueil. Il existe une relation de long terme entre l'investisseur direct et la firme investie. Cette relation apparaît dans l'influence directe et significative de l'investisseur dans la gestion de l'entreprise (FMI, 1993).

I.1.2. Les différents types des IDE

On dit qu'il y a les investissements directs étrangers lorsqu'une entreprise, une société multinationale ou un particulier d'un pays investit dans les actifs d'un autre pays ou prend une participation dans ces société (Mucchielli J. L., 1999).

Selon les statistiques d'IDI (OCDE, 2008), il, existe quatre types d'investissements directs étrangers :

- **Les opérations des Fusions-Acquisitions :**

Communément appelée « Brownfield Investment », il désigne l'achat ou la vente de participations déjà existantes par des investisseurs étrangers. Cette transaction implique le transfert de propriété des titres acquis et peut également entraîner une modification du statut de l'entreprise. On dit qu'il y a la fusion lorsque les deux sociétés sont fusionnées pour former un ; tandis que dans le cadre d'une acquisition, une société est rachetée par une autre.

- **Les investissements de création :**

Il est aussi appelé « Greenfield Investment », Il s'agit de la création d'une nouvelle entreprise ou la création d'installation à l'étranger grâce à des investissements d'extension. Cet investissement est une forme d'entrée sur le marché couramment utilisée lorsqu'une entreprise a besoin d'obtenir le plus haut degré de contrôle sur les activités internationales.

Cette méthode est la plus courante en matière d'investissement direct étranger, tant pour les pays développés que pour les pays en développement.

❖ **Les investissements d'extension :**

Ces investissements font référence aux fonds investis dans une entreprise existante pour étendre ses activités, augmenter sa capacité de production, ou développer de nouveaux produits ou services. Ils visent à stimuler la croissance de l'entreprise et à renforcer sa capacité sur le marché.

❖ **Restructuration financière :**

Il s'agit d'un processus par lequel une entreprise réorganise sa structure financière, généralement pour améliorer sa situation financière, réduire sa dette, ou optimiser son capital. En d'autres termes, il s'agit d'une injection de fonds pour sauver une activité de filiale en difficulté.

Le FMI a distingué deux grandes catégories d'investissements à savoir :

i) **Les investissements directs** : ces investissements portent sur des rachats des entreprises déjà existantes ou des créations des nouvelles entreprises. Ces investissements directs font généralement preuve d'un moindre degré de volatilité que d'autres types d'investissement.

ii) **Les investissements indirects :** ce sont les investissements de portefeuille caractérisés par leur importante volatilité et consistent à des achats des parts d'entreprises ou des actifs financiers. Ce type d'investissement est de courte durée et vise à profiter des variations favorables des taux de change ou à dégager des bénéfices à court terme sur les différences du taux d'intérêt. Les investissements de portefeuille contribuent également à renforcer les marchés nationaux des capitaux en renforçant la liquidité et en améliorant leur fonctionnement. Généralement, ils contribuent de manière significative au développement du pays d'accueil en créant de richesses.

iii) Dans ce cas, des investisseurs individuels ou institutionnels investissent leur capital dans les actions et les obligations.

I.1.3. Les critères des investissements directs étrangers

Un investissement est dit direct lorsque la firme investisseuse détient plus de 10% de la firme étrangère dans laquelle, l'investissement est réalisé. Si la participation de la firme étrangère dans le capital de l'entreprise résidente est inférieure à 10%, alors cet investissement deviendra comme investissement de portefeuille dans la balance de paiement. Les firmes d'investissements directs comprennent les entités suivantes :

- **Filiale**

Une société A est considérée comme filiale d'une autre B si la société B a le droit de désigner ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration de la société A ou bien si elle possède plus de la moitié des droits de vote des actionnaires. La société B est dite société-mère ou maison-mère.

- **Société affiliée**

Une société A est une société affiliée d'une société B si cette dernière détient au moins 50% des droits de vote des actionnaires de la société A et contribue activement à sa gestion.

- **Succursale**

Une société A est considérée comme succursale d'une autre société B si la société B détient 100% de ses droits de vote. La succursale est dotée d'une certaine autonomie de gestion par rapport à la société –mère.

I.2. Les fondements théorique sur les déterminants de l'attractivité des IDE

Plusieurs théories ont tenté de développer une vaste littérature qui rend compte des facteurs déterminants qui poussent une firme à s'internaliser à l'échelle mondiale. Cette diversité des théories explicatives des IDE est la conséquence d'une variété des questions qui peuvent se poser en tant que chercheur : Pourquoi une firme choisit-elle de s'investir à l'étranger ? Où cette firme va –t-elle s'installer ? Sur quelle base la firme choisit son pays d'accueil ? Quels sont les facteurs déterminant pour stimuler l'attractivité des IDE ?

I.2.1. Les théories explicatives des IDE

Il existe plusieurs théories expliquant les IDE, parmi celles-ci, on peut citer :

- ✓ Les théories traditionnelles du commerce international ;
- ✓ La théorie de l'internalisation ;

- ✓ La théorie des marchés imparfaits ;
- ✓ La théorie de l'avantage comparatif ;
- ✓ La théorie de la recherche et développement ;
- ✓ La théorie des coûts de transaction et de la multinationalisation.

I.2.1.1. La théorie traditionnelle du commerce international

La théorie traditionnelle fournit une explication sous-jacente à l'IDE mais elle ne rend pas compte de la diversité des facteurs qui affectent les décisions relatives à l'attractivité des IDE.

Les théories traditionnelles de localisation des IDE rassemblent les théories portant sur les IDE, celles qui relèvent des approches macroéconomiques qui considèrent que les IDE sont des mouvements de capitaux motivés par les différences internationales de rentabilité de capital, et celles qui se rattachent à la théorie de la firme basée sur les imperfections de marché (Mustapha, 2012).

Elles indiquent que les IDE stimulent la productivité interne du pays d'accueil et créent des avantages comparatifs proportionnels à la modernisation du système productif et au transfert de technologie, qui permet au pays hôte d'exporter davantage et d'atteindre une croissance rapide d'Investissements directs étrangers à travers les canaux du commerce international (Fontagné & Farid , 1999).

Lorsque les échanges sont limités par des barrières tarifaires, les IDE apparaissent comme un Substitut (Mundell, 1957) ou un complément (Kojima, 1978) aux échanges commerciaux. Les nouvelles théories du commerce international comblent les lacunes de la théorie traditionnelle du commerce international, en ajoutant de nouveaux aspects de l'économie mondiale, à savoir le comportement stratégique des entreprises, l'hétérogénéité des produits et l'imperfection du marché (Fontagné & Farid, 1999).

I.2.1.2. La théorie de l'internalisation

La théorie développée par Ronald Coase et Peter Buckley soutient que les entreprises investissent à l'étranger pour internaliser certaines activités et bénéficier d'efficacités économiques.

Certains auteurs justifient que les entreprises peuvent décider d'investir directement à l'étranger pour contrôler pleinement leurs chaines d'approvisionnement et réduire les coûts de transaction, plutôt que se concentrer sur des fournisseurs étrangers (Rugman, 1981 ; Caves, 1982 et Casson 1983).

I.2.1.3. La théorie des marchés imparfaits

Cette théorie ne considère que les investissements directs étrangers dont dus à l'existence d'imperfections du marché. Par exemple, une entreprise peut investir à l'étranger pour pénétrer des nouveaux marchés, contourner les barrières à l'entrée ou bénéficier des subventions ou de réglementations préférentielles dans un pays particulier (Zouirchi & Ouia, 2024).

I.2.1.4. La théorie des avantages comparatifs

La théorie des avantages comparatifs est développée par plusieurs économistes mais d'abord est introduite par David Ricardo (1817). Ils ont souligné que celui-ci est analysé entre deux pays et deux produits. L'analyse d'Adam Smith souligne que des pays pour s'échanger doivent avoir des avantages absolus dans au moins d'un produits, sinon ils ne peuvent participer au commerce international (Smith, 1723-1790).

La théorie ricardienne explique que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il a une plus grande supériorité ou la moins grande infériorité c'est-à-dire celle pour laquelle un coût relatif est le plus bas.

Aquino(1981), montre trois éléments constitutifs et explicatifs de l'avantage comparatif : soit les dotations d'un pays en technologie ; le capital physique ou la taille du marché.

Heckscher et Ohlin ont approfondi les différences des coûts comparatifs en disant que « chaque pays est incité à produire et à exporter les biens dont l'élaboration a exigé relativement plus de facteurs abondants, et à importer les produits dont la production domestique aurait nécessité relativement plus de facteurs rares, du fait que ceux-ci sont relativement moins couteux dans les pays où ils sont plus abondants» (Mucchielli et Sollogoub, 1980). (Dunning, 1977), ajoute aux avantages spécifiques de la firme et ceux relatifs à l'internalisation un troisième avantage correspondant à la localisation. Celle-ci montre l'attractivité de certains pays en termes de qualité des facteurs de production, des coûts du travail, des subventions, des risques pays, etc.

I.2.1.5. La théorie de la recherche et développement

Cette théorie stipule que les entreprises investissent à l'étranger pour acquérir des nouvelles connaissances, compétences et technologies. En investissent dans des pays leaders surtout dans des domaines spécifiques, les entreprises peuvent accroitre leur innovation et leur compétitivité sur les marchés mondiaux.

I.2.1.6. La théorie des coûts de transactions et de la multinationalisation

Si les territoires ont besoin des firmes multinationales, les entreprises à leur tour ont besoin des territoires (Hatem, 2004). Une fois que l'entreprise a pris une décision d'investir à l'étranger, il ne lui reste plus que le choix du territoire d'implantation en fonction de l'attractivité de chaque pays. Les IDE sont généralement attirés par les caractéristiques économiques fondamentales des pays d'accueil : l'existence et la taille du marché, la stabilité politique et économique, la libéralisation des politiques commerciales, l'état des infrastructures et des institutions, etc (Globerman & Shapiro, 1999) et (Karray & Toumi, 2007).

Signalons que Kindlerberger(1969) et Hymer (1976) justifient la multinationalisation des firmes industrielles par l'existence d'avantages spécifiques qu'elles peuvent transférer à l'étranger. Ces avantages sont de plusieurs sortes résultant des imperfections des marchés : image de marque, savoir-faire, privilège d'accès à certains marchés (comme marché des capitaux, matières premières, main d'œuvre spécialisée…), réalisation d'économies d'échelle ainsi que la législation favorisant l'entrée des capitaux venant à l'étranger (Alexandre & Nguyen, 2012). Selon la théorie des coûts de transactions, la firme apparait dans la vente définitivement ou construire un arrangement contractuel pour déléguer l'usage d'un facteur de production à un agent contre un revenu (Magali, 2014).

Par conséquent, les entreprises investissent à l'étranger pour réduire les coûts de transactions associées au commerce international. En investissant directement à l'étranger, les firmes peuvent éviter les coûts de transports, les barrières tarifaires et non tarifaires ainsi que les risques associés aux fluctuations monétaires (Zouirchi & Ouia, 2024).

I.2.2. Approche éclectique « O.L.I »

L'investissement direct étranger semble aussi une réponse stratégique à la concurrence oligopolistique (Mucchielli, 2005) ; mais lorsqu'une firme leader prend l'initiative de s'implanter dans un nouveau marché, les firmes suiveuses s'y localisent également.

De toutes les façons, trois modalités s'imposent pour que la FMN puisse pénétrer un marché à l'étranger : l'exportation, l'IDE ou la vente de licence (Hirsch, 1976).

Dunning a proposé trois types de facteurs expliquant le choix de la localisation des FMN à savoir : les facteurs des coûts (l'inflation, la main d'œuvre, les facteurs de production) ; les facteurs liés au climat d'affaire comme (la stabilité politique, la démocratie, le degré d'endettement) et les facteurs de marché (la taille du marché et la croissance économique) (Dunning, 1973).

Cependant, il n'existe pas de cadre théorique unifié qui puisse expliquer entièrement les déterminants des IDE (Sumata & Zumbu, 2020). Par ailleurs, la théorie éclectique proposée par Dunning (1993) fournit un cadre assez riche pour étudier le phénomène des IDE. Dans ce contexte, une synthèse des facteurs explicatifs des IDE est mise en exergue à travers trois avantages dont bénéficie la firme :

Les avantages de propriété (O. comme Ownership advantages), les avantages liés à la localisation dans un pays d'accueil (L. comme Location advantages) et les avantages d'internationalisation (I. comme Internalization advantages), dont chacun de ces déterminants se rattache à un niveau d'analyse bien déterminé ((Mucchielli, 1998). Selon Dunning, la firme privilégie le mode d'Investissement Direct à l'Etranger si et seulement si elle réunit simultanément ces trois avantages.

Tableau 1 : L'approche éclectique OLI

Questions	Quelques analyses
O Pourquoi une firme décide-t-elle d'investir à l'étranger ? Selon Dunning, il répond que « c'est parce que la firme détient un avantage spécifique qui leur assure que les avantages d'une multinationalisation surpassent, à long terme, les couts exigés » (Jasmin , 2003)	La décision de s'implanter à l'étranger dégage des coûts des installations et de localisations, ce qu'on appelle selon Dunning « Handicap de l'étranger ». En disposant d'un avantage spécifique et particulier relié directement à ses caractéristiques managériales et technologiques comme la nouvelle technologie, brevet, savoir-faire, .. la firme peut dégager une marge de manœuvre très importante sur le marché extérieur lui permettant de dépasser les coûts générés à la multinationalisation et lui donne la place du Leader
L **Où la firme va-t-elle s'installer ?** Dunning répond qu'il faut s'installer là où les avantages d'un pays maximisent les avantages de la firme (Jasmin, 2003).	Pour s'installer à l'étranger, la firme va faire en premier lieu une comparaison entre les pays en termes des facteurs de marché (environnement, institution politique, la taille du marché…)
I **Comment une firme va-t-elle s'installer à l'étranger ?**	Cette question nous permet de comprendre l'avantage de l'internalisation. Celui-ci reste dans les forces d'une internalisation de l'exploitation des actifs selon certaines formes de défaillance de nouveaux marchés. Il existe plusieurs types pour pénétrer de nouveaux marchés à savoir : ➢ Des opérations des F&A ➢ Des opérations de création ➢ Des exportations de produits ➢ En donnant une licence de fabrication ou d'implantation à une autre firme.

Source : résumé de Jasmin (2003)

I.2.3. Les théories traditionnelles de localisations des IDE

I.2.3.1. Les approches macroéconomiques

i. Rentabilité du capital

L'approche classique des IDE est représentée par les travaux de (McDougall et Kemp, 2004). Ces auteurs disent que les différences internationales de rendement du capital expliqueraient les flux des investissements internationaux. Signalons que dans leur étude, ils ne font aucune distinction entre les investissements directs et les investissements de portefeuille. Ils démontrent que la rentabilité du capital dans une économie avec des dotations nationales fixes de main d'œuvre et une concurrence parfaite, est une fonction de la décision de localisation des investissements. En outre, l'accumulation du capital étranger est profitable pour le pays hôte dans son ensemble, ainsi que pour ses salariés, mais préjudiciables pour les détenteurs de capitaux.

ii. Taux de capitalisation

Le flux des revenus d'une firme établie à l'étranger est capitalisé par le marché à un taux plus élevé que le même flux de revenu à une firme domestique. Il est donc à ce niveau plus intéressant pour les firmes de délocaliser leurs investissements. Elles sont à même d'emprunter à des taux d'intérêts plus bas et bénéficient, ainsi de taux de capitalisation plus élevé. Dans un tel contexte, des IDE sont observés mêmes en l'absence d'imperfections du marché des brevets. Ils proviennent des pays à monnaie forte, se dirigent vers les pays à monnaie faible et sont plus importants dans les industries capitalistiques (Aliber, 1970).

iii. La rentabilité de l'investissement

Les IDE sont motivés par la profitabilité la plus élevée pouvant être atteinte à l'étranger. Signalons que l'approche de Kojima se concentre sur les IDE manufacturiers des pays industrialisés vers des pays moins développés.

I.2.3.2. Les approches relevant de la théorie de la firme

a) Protection des parts de marché : Vernon explique le succès des IDE américains durant les deux décades après la seconde guerre mondiale par le cycle de vie des produits. Selon cette hypothèse, les firmes sont attentives presque exclusivement à leur marché domestique.

Les menaces de ce marché engendrent les innovations. Le choix de porter l'intérêt au marché local est expliqué par le besoin important en personnel scientifique qualifié lors des premières étapes du produit par les interactions avec les concurrents potentiels (Sara & Debbarh, 2020)

Or, au fur et à mesure du développement du niveau de standardisation du produit et le développement de la concurrence, les coûts de transactions deviennent de plus en plus préoccupants ; c'est à cela que le problème de localisation se manifeste. Par conséquent, la technologie se diffuse ; ce qui provoque l'apparition de concurrents à l'étranger qui menacent la part de marché de la firme innovatrice. Dans cette optique, les localisations étrangères sont favorables car même le marché domestique peut être touché et la décision de s'implanter à l'étranger s'impose, d'où les IDE.

b) concurrence imparfaite et contrôle : la pensée moderne sur les opérations internationales des firmes a été initié par Hymer, (1983) selon qui, la compréhension des IDE se trouve dans le contrôle. Dans ce cas, les IDE du type I sont influencés par les différences internationales de taux d'intérêt et par le besoin de contrôler l'entreprise étrangère pour sécuriser l'investissement. En revanche, les IDE de types II ne sont pas motivés par les différences internationales de taux d'intérêt, au contraire, Hymer montre deux motivations principales aux IDE. D'abord, les entreprises internationales opèrent dans des industries où les entreprises de différents pays vendent sur un même marché ou vendent entre elles sous des conditions de concurrence imparfaite. Ensuite, les opérations internationales vont se dérouler dans des industries où les firmes ont des avantages par rapport à d'autres. Ces avantages incluent entre autres des facteurs de production à un meilleur prix, et avoir su savoir-faire qualifié.

c) Internalisation de marchés imparfaits : l'internalisation des marchés est un facteur dominant pour comprendre la croissance des firmes multinationales. Une firme internalise un marché d'un bien intermédiaire donné quand elle crée son propre marché interne, ce qui lui permet de planifier et contrôler les transactions établies dans ce marché et de fixer le prix. Buckley et Casson (1983), affirment que les imperfections de marché des produits intermédiaires sont une motivation afin d'internaliser ces marchés.

I.2.3.3. La théorie du choix de la localisation des FMN

Les choix de la localisation des firmes multinationales s'expliquent généralement par la recherche d'une amélioration de leur compétitivité des prix, de leur compétitivité hors prix, ainsi que par la volonté de conquérir de nouveaux marchés où la concurrence internationale est de plus en plus vive.

L'internalisation d'une entreprise à l'étranger peut prendre plusieurs formes : l'exportation, l'implantation d'une filiale de commercialisation, la possession d'une unité de production, la vente de licence à un partenaire étranger ou accord de sous-traitance avec un fabricant local. Plusieurs auteurs ont montré des critères qui peuvent justifier le choix entre ces différents modes d'internalisation : degré de maturité du produit (Hirsch & Vernon, 1966,) ; (Either & Markusen, 1996) et (Hung, 2004) ; coûts respectifs de la pénétration du marché selon les différents modes (Hirsh, 1976 ; Buckley et Casson, 1981 ; Lipsey et Weiss, 1984 ; Mucheilli, 2000), structure du marché (Smith, 1987 ; Horstmann et Markusen, 1992).

La décision d'implantation à l'étranger et la forme qu'elle prend, dépendent non seulement de la stratégie de la firme, mais également des avantages du pays d'accueil (Karray & Toumi, Investissement Direct Etranger et attractivité: Appréciation et enjeux pour la Tunisie, 2007). Ce concept a été également développé par (Dunning, 1988, 2001). En effet, l'entreprise décide de s'implanter à l'étranger en fonction de quatre principaux déterminants : la taille du marché, les coûts de facteurs de production, le nombre d'entreprises locales et étrangères déjà présentes et les différentes politiques d'attractivité menées par les autorités locales (Mucchielli, Buckley , & Cordell, 1998). Ainsi, le choix de l'implantation est fonction de la combinaison des avantages de la firme et du pays d'accueil (Ferrara et Henriot, 2004).

Par conséquent, la théorie du choix de la localisation des firmes multinationales repose sur une combinaison de facteurs économiques, stratégiques, technologiques et politiques qui influencent les décisions des entreprises en matière d'implantation à l'étranger. Il existe quelques théories importantes qui poussent les entreprises de s'implanter à l'étranger :

1. Théorie du cycle de vie du produit : Cette théorie, développée par (Vernon, 1966)), soutient que les entreprises commencent par exporter leurs produits, puis établissent des filiales de production à l'étranger pour répondre à la demande croissante. La localisation des firmes multinationales dépend donc de l'évolution du cycle de vie du produit.
2. Théorie de l'avantage comparatif : Selon cette théorie classique de David Ricardo, les entreprises se localisent là où elles peuvent produire à moindre coût en exploitant les avantages comparatifs des différents pays en termes de ressources, de main-d'œuvre, de technologie, etc.

3. Théorie de l'internalisation : cette théorie est développée par John Dunning, elle met en avant le rôle de l'entreprise dans l'exploitation des avantages spécifiques à l'entreprise, tels que la technologie, la gestion, etc. Les firmes multinationales se localisent pour exploiter ces avantages internes.
4. Théorie du cycle d'investissement : Cette théorie suggère que les entreprises multinationales suivent un cycle d'investissement où elles se localisent dans des pays étrangers pour exploiter de nouvelles opportunités, puis se retirent ou réduisent leur présence une fois que ces opportunités diminuent.

I.2.3.4. Les différents critères du choix de la localisation des firmes à l'étranger

Le choix de la localisation des firmes à l'étranger peut dépendre de plusieurs critères tels que :

a) Les Coûts de production : ce critère met en évidence les coûts de main-d'œuvre, les coûts de transport, les coûts de matières premières, etc.

b) Le marché potentiel : ce critère permet de déterminer la taille du marché, le pouvoir d'achat des consommateurs, la croissance économique du pays d'accueil, etc.

c) La réglementation de l'environnement : l'entreprise nouvelle étudie dans un pays d'accueil s'il y a les lois en matière de commerce, de propriété intellectuelle, de fiscalité, etc.

d) Les infrastructures : une entreprise pour s'implanter dans tel pays doit savoir la qualité des infrastructures (en matière de transport, de communication, d'énergie, etc) s'il peut influencer leur choix.

e) Une Main-d'œuvre qualifiée : la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et spécialisée peut être un facteur important d'attraction des IDE

f) La qualité des institutions : la qualité des institutions comme la stabilité politique et économique, les risques de change, l'inflation, la libéralisation des politiques commerciales, etc est l'une des critères qui peuvent justifier le choix de l'attractivité des IDE.

Tableau 2 : Tableau récapitulatif des différents avantages à la localisation des FMN

Avantage de propriété **(O)**	Avantage à la localisation **(L)**	Avantage à l'internalisation **(I)**
1. Propriété technologique 2. Taille,économie d'échelle 3. Différentiation 4. Dotations spécifiques 5. Accès aux marchés des facteurs et des produits 6. Multinationalisation antérieure	1. Différence des prix des inputs 2. Qualité des inputs 3. Coûts de transports et de communication 4. Distance physique 5. Distribution spatiale des inputs et des marchés	1. Baisse des coûts de change 2. Baisse de vol de droit de propriété 3. Réduction de l'incertitude 4. Maîtrise de langues, cultures 5. Possibilités d'entente 6. Internalisation des externalités

Source: J. Dunning, Multinational Entreprises and the Global Economy, Reading, Mass., Addison-Wisley(1993) et Jean Louis Mucchielli, Multinationales et mondialisation, edition du seuil (1998)

I.2.3.5. Les stratégies des Investissements Directs Etrangers

Yeaple (2003), a développé les stratégies dites globales pour justifier l'implantation des IDE à savoir :

A. La Stratégie primaire ou d'accès aux ressources naturelles de sol et de sous-sol

Cette stratégie, apparue au XVIème siècle, précède l'émergence du concept de mondialisation. Elle ne relève ni de l'économie globale ni des entreprises multinationales.

Par ailleurs, les firmes multinationales sont motivées par l'absence, le manque ou la quête de meilleure qualité et/ou de coûts minimums pour rechercher des ressources naturelles dans d'autres pays étrangers. Cette approche est simple à expliquer, puisqu'elle ne dépend ni des coûts ni des facteurs, le seul élément déterminant étant l'existence de ressources naturelles abondantes dans le pays hôte, qui doit également présenter un minimum de stabilité économique et politique.

B. La stratégie de marché ou stratégie Horizontale

La nécessité d'élargir les parts de marché de l'entreprise est de bénéficier une avance technologique et une différentiation de produits. Cependant, les stratégies des FMN s'inscrivent dans une concurrence oligopolistique sur le marché mondial (Michalet C. A., 1999). L'implantation des filiales de production à l'étranger a pour objectif de substituer la stratégie d'exportation des firmes nationales en vue de lutter contre l'incertitude, le manque d'information, l'instabilité des prix sur le marché étranger, les imperfections de marché, etc. qui font obstacles au développement des échanges internationaux. Selon Michalet, l'absence de continuité entre le marché intérieur et le marché extérieur explique l'apparition des couts de transactions spécifiques sur le marché mondial. Le choix de la localisation ou de pays d'accueil dépend des conditions offertes par le territoire pour accéder au marché. Pour cela, la taille du marché est le facteur le plus dominant dans cette stratégie.

C. La stratégie Verticale

Cette stratégie désigne la migration d'activité du territoire nationale vers l'étranger pour tirer parti des écarts internationaux des coûts des facteurs (Francoise , 2004). Cette migration montre une implantation de filiales spécialisées d'une chaine allant de production vers la distribution. L'objectif ultime de cette stratégie est de réduire au minimum le coût de la production lié à la main d'œuvre. D'où les différences de dotations des facteurs et les avantages comparatifs jouent un rôle important dans le choix de la localisation. Généralement, la plupart des firmes multinationales exportent des composants vers les filiales étrangères et réexportent vers le marché d'origines les biens produites à l'étranger.

Le modèle de Helpman, (1984) a insisté sur ce point en montrant que l'origine de l'IDE vertical c'est les différences internationales des dotations factorielles. Il a étudié dans ce modèle les investissements Nord-Sud où la distance technologique est assez importante, ce qui justifie l'existence de différence factorielle. En fait, selon cet auteur, les IDE se dirigent dans un sens unique des pays possédant de travail qualifié en abondance vers les pays qui sont relativement abondants en travail peu qualifié.

Dans le cas où les différences factorielles ne seraient pas suffisamment importantes entre les pays, les IDE de ce type ne peuvent plus exister tant que les entreprises n'ont pas intérêt d'investir à l'étranger.

Dans ce cas, les pays sont considérés comme identiques, ils sont caractérisés par l'égalisation des prix des facteurs, ce qui peut aider à atteindre l'équilibre mondial grâce à l'échange des biens.

Dans son modèle, Helpman (1984) considère aussi l'investissement comme un bien intermédiaire de la maison mère, exporté vers des unités de production qui sont délocalisées dans le pays d'accueil. De plus, il a permis d'identifier et d'analyser les circonstances dans lesquelles les firmes considèrent l'implantation des unités de production à l'étranger comme une solution rentable.

D. Les IDE à stratégie complexe

Les IDE complexes ou hybrides montrent les situations où les firmes décident simultanément de s'implanter dans un pays dans le cadre d'une stratégie d'accès au marché et dans un autre pays dans le cadre d'une stratégie de réduction des coûts (Zalle, 2011). Selon Yeaple (2003), les stratégies d'intégration complexe dominent les autres formes d'investissements lorsque les coûts de transports se situent à un niveau intermédiaire. Signalons que cette stratégie combine les deux stratégies citées ci-haut; soit la stratégie horizontale et la stratégie verticale.

Dans ce cas, les firmes, dont les pays d'origines sont les pays du Nord, peuvent investir dans un autre pays du Nord et dans un pays du Sud en même temps. Ceci constitue une certaine complémentarité entre les IDE Nord-Nord et Nord-Sud.

Par conséquent, lorsque les coûts de transport sont faibles, les IDE adoptent une stratégie verticale pour profiter de la main d'œuvre de bon marché des pays du Sud. En revanche, en présence de couts de transport élevés, les IDE prennent la forme d'une stratégie horizontale ; ce qui entraine une réduction des coûts liés au commerce international entre les pays du Nord. Toutefois, en en présence d'un niveau de coûts intermédiaires, les IDE prennent une forme hybride afin de bénéficier des avantages résultant de la complémentarité des investissements entre les pays du Nord d'une part et ceux Nord-Sud d'autre part. De ce fait, les IDE prennent simultanément une forme horizontale dans les pays du Nord et une forme verticale dans les pays du Sud (CNUCED, 1998).

D. Joint-Venture :

Appelé aussi la « coentreprise », il s'agit d'effectuer un investissement par la FMN avec un partenaire local (du pays hôte de l'investissement). Ce mode d'internationalisation est largement utilisé lorsqu'il y a des difficultés d'accès au marché local, un code d'investissement qui interdit le contrôle total d'une entité par un investisseur étranger.

I.3. Le choix du territoire dans l'attractivité des IDE

Michalet, (1999) identifie deux catégories de facteurs d'attractivité des IDE dans un pays d'accueil. D'une part, les facteurs fondamentaux qui renvoient à un certain nombre de pré-requis jugés essentiels pour un territoire comme la stabilité économique et politique, la taille du marché, les incitations fiscales, les états des infrastructures et des institutions, disponibilité en main d'œuvre qualifiée, etc. D'autre part, il existe des facteurs considérés comme « nécessaires » qui contribuent davantage au renforcement de l'attractivité d'un territoire : l'existence d'un tissu d'entreprises locales performantes, l'existence d'un environnement favorable à l'innovation, les politiques de privatisation et de libéralisation du marché, adhésion à une zone d'intégration régionale, etc.

Néanmoins, les gouvernements ne doivent pas se contenter de mettre en place ces facteurs d'attractivités essentiels, sans veiller à maintenir la dynamique de réformes. Le changement rapide du contexte économique mondial implique une évolution des exigences et objectifs des investisseurs internationaux (Karray & Toumie, 2007). Par conséquent, l'attractivité d'un territoire n'est pas figée et statique, au contraire, elle doit être conçue dans une perspective dynamique. L'attractivité peut évoluer au cours du temps à la fois du fait des changements endogènes au territoire notamment la hausse ou la baisse des coûts, la construction des infrastructures, etc ; ce qui fait augmenter les autres territoires concurrents. Ainsi, un territoire peut être jugé satisfaisant pour un type de projet quelconque et peut ne l'être pas pour un autre type, il peut se montrer attractifs pour une activité et moins pour d'autres car l'importance de chaque facteurs d'attractivité peut différer d'un investissement à un autre (Hatem, 2004). De même, un territoire peut être considéré comme attractif pour une certaine période tout en bénéficiant d'un avantage comparatif en termes de dotations factorielles soit une disponibilité de main d'œuvre qualifiée à faible coût. Cet avantage peut s'éroder au fur et à mesure que le pays devient plus compétitif.

La concurrence entre les territoires pour attirer les IDE permet certes d'améliorer les conditions économiques d'un pays lorsque les gouvernements réalisent des efforts dans l'amélioration de la productivité du travail, de la croissance économique, dans l'offre des incitations fiscales, etc. Mais, cette concurrence peut être également source de problèmes lorsque les effets des IDE en termes de création d'emploi et de diffusion technologique, par exemple, sont en deçà des attentes (Oman, 2000).

I.3.1. Les facteurs déterminant le choix d'investir à l'étranger

Les facteurs qui peuvent influencer les firmes étrangères à s'installer dans le pays d'accueil font l'objet de nombreux travaux et études qui ont classifié ces facteurs selon plusieurs ordres. Kamaly, (2003) a mis l'accent sur plus de 20 déterminants classés dans les facteurs économiques, politiques, institutionnels et aussi les facteurs d'incitations.

En effet, les travaux de (Lim, 2001 et Levasseur, 2002) ont proposé un ensemble convergent des facteurs expliquant l'attractivité des IDE dans un pays d'accueil : les coûts factoriels, l'investissement domestique, la taille du marché, la distance et les coûts de transport, les effets d'agglomération, les incitations fiscales, le climat d'affaires et le degré d'ouverture commerciale parait comme des variables particulièrement importantes. Pourtant, il est nécessaire de regrouper ces facteurs en deux catégories à savoir les facteurs d'ordre économiques et les facteurs d'ordre institutionnels reliant le cadre réglementaire et le climat d'affaires.

I.3.1.1. Les facteurs économiques pouvant influencer l'investissement Direct étranger

Les incitations fiscales sont identifiées par les économistes dans leurs théories en tant que politique économique adoptée par les autorités publiques pour obtenir des avantages économiques y compris la relance de l'investissement étranger (Tidjane & Lounis, 2019). La fiscalité constitue généralement en fait un levier important de développement du pays dans le but de financer les activités publiques.

De ce fait, les facteurs d'ordre économiques sont les plus importants pour l'implantation de l'IDE. Ces facteurs économiques se réfèrent généralement sur les caractéristiques de l'offre et de la demande et déterminent la rentabilité de l'investissement (Wang et Swain, 1995; Obwona, 1998; Menegaldo, 2000; Morrisset, 2000; Asiedu, 2002; Jenkins et Lynne, 2002; Bouoiyour, 2003).

Il s'agit notamment la taille du marché, le capital humain, les infrastructures, l'ouverture commerciale, la stabilité macroéconomique, etc.

❖ **La taille du marché (PIB/HAB)** :

C'est un déterminant traditionnel de l'IDE en particulier, l'IDE horizontal à la recherche de marché potentiel. Les grands marchés avec des revenus élevés constituent un facteur qui augmente la demande des biens et services et offre des opportunités de bénéfices et des économies d'échelle. Plusieurs études empiriques sur les PED ont montré que la taille de marché est positivement corrélée avec l'entrée des flux d'IDE (Cheng et Kwan (2000), Morisset (2000), Chakrabarti (2001), Asiedu (2005), Bouoiyour (2007), Cleeve (2008), Mohamed et Sidiropoulos, (2010), Liargovas et Skandalis (2012), Mhlanga et al. (2010)).

En se basant sur la littérature en la matière, notre étude concerne le PIB par habitant comme indicateur de la taille du marché. On s'attend à ce que ce facteur favorise l'entrée des IDE au Burundi. De plus, un pays qui connaît un marché de taille importante avec des perspectives de développement permet d'augmenter les opportunités de ventes et des bénéfices des FMN et par conséquent, il augmente l'attractivité des IDE dans le pays (Flora & Agrawal, 2014). C'est ainsi qu'un niveau important du PIB par habitant est un indice d'une forte demande domestique qui permet l'exploitation des économies d'échelle. Les grandes économies sont donc, beaucoup plus susceptibles d'attirer les investissements étrangers que les petites (Wang & Swain, 1995).

Les variables relatives à la dimension et à l'évolution du marché autrement dit la taille du marché et la croissance du marché sont mesurées par le PIB ou le PIB par Habitant en se basant sur le niveau de vie et le pouvoir d'achat de la population (Osei, 2014).

La taille du marché jouait un rôle majeur dans la conception de la stratégie d'expansion internationale pour les IDE à la recherche de marché meilleur (Streak et Dinkelman, 2000) et (Zheng, 2009).

❖ **L'ouverture commerciale** :

L'ouverture commerciale indique le degré d'exposition et de participation du pays au commerce international. L'ouverture peut favoriser les IDE dans la mesure où elle permet aux filiales étrangères une grande flexibilité quant à l'importation des matières et produits nécessaires à la production et en même temps, présente des facilités et des opportunités

d'exportation de leurs produits. Toutefois, son influence sur l'attractivité des IDE est une question ambiguë (Moujahid & Khariss, 2021).

Cependant, le degré d'ouverture du pays d'accueil entre dans l'enjeu de l'attractivité des IDE et constitue un déterminant clé dans la décision de la localisation. En fait, plusieurs investisseurs étrangers cherchent à s'implanter dans un pays caractérisé par son ouverture au commerce international. L'ouverture commerciale est considérée comme un déterminant clé de l'IDE et une grande partie de l'IDE est orientée vers l'exportation (Vijayakumar et al., 2010).

L'importance de la relation entre les échanges commerciaux et les flux d'IDE est le résultat des discussions des différents auteurs sur l'internalisation (Bevan et Estrin, 2004).

- **Le capital humain** :

Le capital humain est un facteur important pour l'attractivité des IDE n'importe quel pays d'accueil. D'ailleurs, son efficacité sur les flux d'IDE est déterminée selon le type d'IDE et la productivité de l'entreprise. Les firmes multinationales peuvent être intéressées non seulement par une main d'œuvre à faible coût, mais aussi par des professionnels et un capital humain de qualité dont le bas salaire peut refléter un manque de productivité (Wang et Swain, (1997) et Omanwa, (2013).

La disponibilité d'un capital humain qui intègre compétences, savoir-faire, technologies et créativité serait, en présence d'autres facteurs, un volet important non seulement pour renforcer l'attractivité des firmes étrangères mais aussi pour garantir la durabilité de l'attractivité du territoire aux IDE en particulier ceux à la recherche de l'efficacité. A cet égard, Dunning, (1988) soutient que le degré de qualification et d'instruction de la main d'œuvre locale peut influencer le volume des flux d'IDE et les activités des FMN dans le pays hôte. Lucas, (1993) suggère que l'absence d'un niveau élevé du capital humain domestique ne favorise pas l'entrée des IDE.

Par ailleurs, Blomstrom & Kokko, (2003) indiquent que le capital humain développé, outre sa participation à attirer les IDE intensifs en technologie, il est un facteur important qui facilite la réalisation des "spillovers" technologiques dans l'économie hôte qui à leur tour favorisent le développement des industries domestiques et la croissance économique dans son ensemble.

Les études de Noorbakhsh, et al., (2001), Nunnenkamp, (2002), Deichmann, et al., (2003) et Quazi, (2014) soulignent que le capital humain est un déterminant important pour attirer l'IDE. De même, Asiedu, (2006) a constaté que le capital humain, mesuré par le taux des adultes alphabétisés, a une corrélation positive avec les flux d'IDE dans l'ASS.

Par contre, (Theodore, Edward & Magnus, 2001) justifient qu'un capital humain peu qualifié ou mal formé peut entrainer une instabilité politique et sociale dans un pays, ce qui peut dissuader les investisseurs étrangers de s'implanter. En effet, les investisseurs étrangers sont souvent à la recherche de marché de travail bien qualifiés et compétitifs pour maximiser leur rentabilité ; c'est pourquoi un capital humain peut entrainer des difficultés pour les entreprises étrangères à trouver et retenir des employés qualifiés, ce qui peut affecter leur productivité et leur compétitivité sur le marché mondial (Karl, 2009). De plus, un faible niveau du capital humain peut également limiter la capacité d'un pays à innover et à adopter de nouvelles technologies, ce qui peut entraver sa croissance économique à long terme (Karim, 2015).

- **Développement des infrastructures** :

L'amélioration des infrastructures est devenue comme principale condition pour attirer les IDE. De ce fait, le pays d'accueil doit s'intéresser à améliorer son équipement en réseau routier, en communication, dans le but de réduire les coûts de transaction et les délais d'approvisionnement ou d'expédition, ce qui facilite la production et la distribution pour les firmes étrangères. L'infrastructure est un facteur de coût essentiel qui affecte les IDE (Kumar, 1994). Pour mesurer les infrastructures, nous utilisons le nombre d'abonnés des téléphones mobiles pour 100 personnes. La disponibilité et la qualité des infrastructures est un facteur important qui renforce la localisation d'IDE. Beaucoup d'études ont constaté qu'un niveau important des infrastructures est un facteur qui joue un rôle important dans l'attractivité des IDE (Cheng et Kwan, (2000), Morisset (2000), Kumar (2006), Asiedu (2005) et Hong, (2009)).

- La variable muette « **DUMMY** » : C'est une variable dichotomique qui peut prendre les valeurs 0 ou 1. Dans notre travail, cette variable représente les conflits sociopolitiques qui se manifestent au Burundi depuis les années 90. Dans ce cas, une valeur 1 représente la présence d'une instabilité politique au Burundi et 0 sinon. Cette variable est souvent considérée comme une approximation d'une variable qualitative.

I.3.1.2. Les facteurs institutionnels pouvant influencer l'investissement direct étranger

L'existence de bonnes institutions tend à augmenter la productivité ; ce qui fait attirer les investisseurs étrangers (Ali et al., 2010). Cependant, bien que les politiques d'attractivité aient de manière globales de succès et des échecs dans leurs objectifs de séduction des FMN (Xavelet, 2015), la faible qualité des institutions réduit la volatilité des entrées des IDE (Nkoa et Song, 2018). (Makossa et Akiana, 2023), montrent que le risque et l'instabilité politique restent des premiers déterminants de la faiblesse des IDE dans la région MENA.

Ainsi, Fafona, (2013) affirme que la nature et la qualité de l'environnement institutionnel exercent une influence sur la dynamique des IDE entrants dans un pays. En effet, selon lui, le renforcement de la réglementation joue un rôle important sur les IDE puisque l'investisseur perçoit cette mesure comme nuisible à la liberté des affaires et que dans un avenir proche cette liberté semble inexistante. C'est dans ce sens que la lutte contre la corruption peut constituer un frein aux flux d'IDE entrants dans une région (Ed-dib et Aichi, 2021).

Par conséquent, les pratiques illégales dont les firmes multinationales sont souvent accusées Alaoui et Mastour, (2023) poussent les Etats à adopter des mesures restrictives accompagnatrices de leurs politiques d'attractivité (Thiami & Biwole, 2023). La stabilité politique et sociale est l'un des déterminants le plus souvent visés par les investisseurs étranges. Ces derniers se lancent d'investir dans des environnements économiques stables et promoteur. Lucas (1990) pense que l'instabilité politique est une préoccupation majeure des investisseurs étrangers dans les pays en développement.

Quant aux déterminants d'ordres institutionnels, Kaufman et la Banque Mondiale ont mis en place depuis plusieurs années le programme « Governance matters » fixant ainsi six indicateurs institutionnels dans le domaine politique qui sont entre autres:

i) Expression et responsabilité démocratique, (Voice and Accountability, VA)

ii) La stabilité politique et la non-violence (Political Stability, PS)

iii) L'efficacité de la gouvernance publique (Government effectiveness)

iv) La qualité de la règlementation administrative (Quality of Regulation)

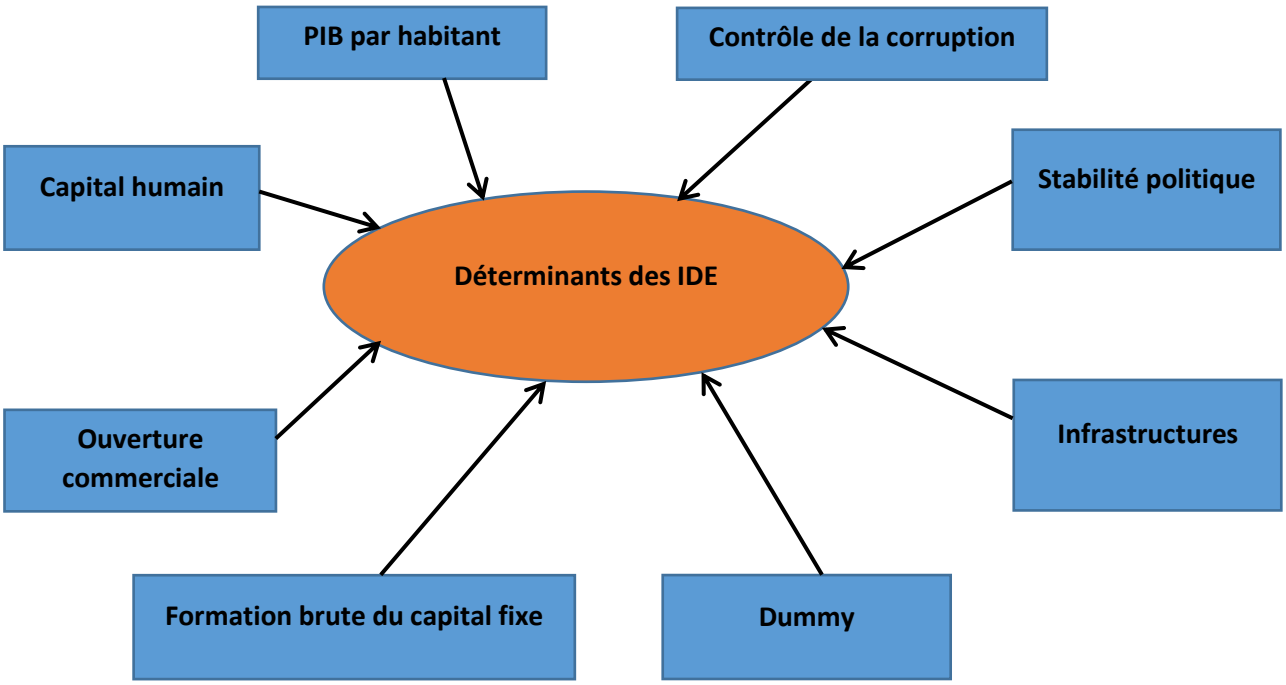
v) La qualité des procédures légales, Etat de droit (Rule of law,)

vi) Le contrôle de la corruption (Control of Corruption)

La bonne gouvernance se définit comme « l'ensemble des traditions et institutions par lesquelles l'autorité est exercée dans un pays pour le bien commun. Cela inclut le processus par lequel les gouvernements sont choisis, contrôlés et remplacés, la capacité du gouvernement à élaborer et mettre en place des politiques adaptées ainsi que le respect des citoyens et l'état des institutions gouvernant leurs interactions économiques et sociales » (Kaufmann et al., 1999).

Les mauvaises institutions entravent les IDE et peuvent agir comme une taxe, en augmentant le coût des IDE, (Buchanan et al., 2012). Les investisseurs ne sont pas disposés à investir dans les pays où les institutions encouragent la corruption omniprésente, le népotisme et la bureaucratie, car ces facteurs augmentent le coût des affaires (Mengistu et Adhikary, 2011).

Figure 1 : Les déterminants de l'attractivité des IDE



Source : Etablie par l'auteur

I.4. Revue de la littérature empirique sur les déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers

La littérature a mis en évidence une panoplie des différents déterminants qui expliquent les mouvements des flux des IDE, ce sont des facteurs décisifs sur lesquels les FMN se basent pour choisir de s'implanter dans un pays ou dans un autre. Cependant, plusieurs auteurs se sont consacrés et ont contribué à cette littérature pour mieux cerner les déterminants qui peuvent attirer l'entrée des IDE dans un pays. Parmi ceux-ci, on peut citer : (Morisset, (1999) ; Asiedu, (2002) ; Bouoiyour, (2003) ; Wang et Swain, (1995) ; Jenkins et Lynne, (2002) ; Menegaldo, (2000). Ces facteurs économiques et financiers généralement liés aux caractéristiques de l'offre et de la demande montrent la rentabilité de l'investissement dans un pays d'accueil.

Néanmoins, il existe d'autres facteurs qui semblent important dans le domaine de l'attractivité des investissements directs étrangers. Ceux-ci sont notamment les facteurs d'ordre institutionnels. (Hess, 2000) ; (Singh et Jun, 1995) et (Ngowi, 2001) ; (Bhattacharya A, et al., 1997) ;(Bénassy-Quéré A, Coupet M., et Mayer T., 2005) ; (Acemoglu et al., 2001, 2003) ont mis en évidence les facteurs de risques politiques comme (stabilité politique, conditions socioéconomiques, corruption, conflits internes et externes, etc.).

De ce fait, plusieurs études empiriques ont identifié de certains nombres de facteurs clés qui influencent la localisation des investissements directs étrangers. Parmi ces facteurs, on retrouve la taille du marché, le degré d'ouverture commerciale, le capital humain, la qualité des infrastructures, le coût de la main d'œuvre, le niveau d'investissements domestique et la qualité des institutions (Moujahid & Khariss, 2021). Dans ce travail, on va se contenter de présenter quelques travaux empiriques qui nous semblent utiles dans notre analyse empirique.

I.4.1. Facteurs économiques déterminant l'attractivité des IDE

Sumata et Zumbu, (2020), dans son analyse sur les déterminants de l'attractivité des IDE en RDC avec l'approche ARDL dans son mouvance de Pesaran et al. (2001), ils ont constaté que la performance économique, l'ouverture commerciale, l'investissement domestique et l'instabilité macroéconomique constituent les principaux déterminants de l'attractivité des IDE ; ce qui influence la performance économique de court terme dans ce pays. Ainsi, Morisset, (1999), dans son analyse sur les déterminants des IDE en Afrique conclut que la croissance économique et l'ouverture commerciale peuvent être des facteurs déterminants de

l'attractivité des IDE au moment où les facteurs institutionnels semblent dominant pour les facteurs attirants les IDE en Afrique.

Néanmoins, les études de Harms & Ursprung, (2002), Jensen, (2003), (Kandiero & Chitiga, (2006), Demirhan & Masca, (2008) et Liargovas & Skandalis, (2012) constatent que l'ouverture commerciale est positivement associée avec l'entrée des IDE. Il est également, constaté que l'ouverture favorise l'entrée des IDE dans les pays BRICS Jadhav, (2012) et dans les pays de la SAARC Srinivasan, (2011).

Dans le continent africain, les études de Onyeiwu & Shrestha, (2004), Hailu, (2010) et Anyanwu, (2012) montrent que l'ouverture au commerce exerce un effet positif sur l'attractivité des IDE. Ce résultat a été approuvé par les études de Cleeve, (2008) et (Cantah, et al., (2013) dans les pays de l'ASS et par Mhlanga, et al., (2010) dans le cas de la SADC.

De plus, Bouiyour, (2003), dans son étude sur les déterminants des IDE au Maroc durant la période (1960-2001) en utilisant comme variables, la taille du marché, le coût de la main d'œuvre, les investissements publics, les politiques réglementaires qui affectent l'entrée des IDE, le capital humain, l'inflation, l'ouverture du pays vers l'extérieur et le taux de change réel. Il a trouvé que la taille du marché, le coût de la main d'œuvre, le ratio de l'investissement public, le taux d'inflation, le capital humain et l'ouverture commerciale sont les principaux facteurs déterminants des IDE au Maroc.

Bouri et Benmassoud, (2014), posent la question des facteurs les plus déterminants des IDE dans la région MENA dans une période allant de 1980-2011 avec une analyse des données de panel, il a trouvé que la taille du marché, le degré d'ouverture commerciale et le niveau des infrastructures, influencent positivement et d'une manière significative les flux des IDE dans cette Zone ; le facteur du développement financier influence positivement mais non significatif. Cependant, l'analyse de Azeroual, (2015) qui porte sur les principaux déterminants des IDE au Maroc sur la période allant de 1980-2012, il a constaté qu'à Long terme, les variables capital humain, le taux de change réel, la FBCF, le coût de la main d'œuvre et les infrastructures sont les principaux déterminants de ces investissements au Maroc.

Sur la base d'une analyse en données de panel pour 40 PED durant la période (2000-2015), Tirhboula et al., (2017) ont trouvé que les variables capital humain, le degré d'ouverture de l'économie, la taille du marché, la croissance économique et les infrastructures constituent les facteurs les plus déterminants de l'attractivité des IDE.

Pour (Vo, (2018), il a essayé d'expliquer les déterminants des IDE au Vietnam en utilisant les données de panel sur la période allant de 2005-2014, il a trouvé que les flux d'IDE au Vietnam dépendent de la taille du marché, du risque inflationniste dans les pays d'origine de la FMN et du lien commercial entre les pays d'origine et les pays hôte de l'investissement et la volatilité du marché boursier et la distance géographique entre les deux pays.

De même Asiedu, (2002) tente d'expliquer les déterminants de l'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique et en particulier les pays d'Afrique Subsaharienne, il a conclu que les déterminants de localisation des IDE dans les pays développés diffèrent à ceux des PED. Pour cela, les infrastructures et le rendement du capital n'ont aucun effet sur l'attractivité des IDE dans les pays en développement et que l'ouverture commerciale est plus profitable dans les pays non subsahariens que dans les pays subsahariens ; par contre, ces derniers sont jugés moins attractifs à cause de sa situation géographique.

Obwona (1998) dans une étude allant de 1981-1995, montre également que le niveau et le taux de croissance du PIB ont des impacts positifs et significatifs sur les flux des IDE en Ouganda, tandis que le déficit de la balance commerciale a un effet négatif et significatif. De même lignée, (Kamaly, 2003) montre que les déterminants habituels comme le taux de croissance et l'ouverture commerciale, ont un moindre impact sur l'attractivité des pays que les taux d'intérêts. Cet auteur montre également que la variabilité du taux de change nominal influe négativement sur les IDE.

I.4.2. Facteurs institutionnels déterminant l'attractivité des IDE

Précisément, Morisset 1999), dans son analyse sur les déterminants des IDE en Afrique, il a constaté que certains pays d'Afrique (Mozambique, Sénégal, Namibie,..) qui ont réussi à améliorer leurs climats d'affaires, attirent plus d'IDE que dans les pays ayant une taille de marché très importante (Congo, Cameroun,..) et des ressources naturelles abondantes.

Mêmement, l'analyse de Sumata et Zumbu, (2020) a conclu que la qualité des institutions est l'un des principaux déterminants des IDE en RDC avec les autres facteurs économiques ci-haut cités.

De l'autre côté, Elhasbi et al., (2017) examinent le lien de causalité entre la variable endogène, l'attractivité territoriale et les facteurs PESTEL dans l'objectifs de savoir les facteurs d'attractivité territoriale qui motivent la localisation des entreprises manufacturières et logistiques de la ville de Tanger au Maroc, il a constaté que les facteurs socioculturels, économiques, technologiques et proximité ont une influence significative sur l'attractivité territoriale des activités manufacturières et logistiques de la ville de Tanger.

Une autre étude de Rodrik, (1997) indique que les indices de la qualité institutionnelle rendent très bien compte des écarts de croissance et d'IDE entre pays de l'Asie de l'Est et les pays africains. Chan et German, (2004) dans son analyse soulignent que la stabilité politique, la qualité des institutions, l'absence de conflits internes et externes, le faible niveau de corruption, l'absence de bureaucratie, l'ouverture commerciale et un environnement favorable aux affaires sont les facteurs déterminants les investissements directs étrangers.

L'analyse de Dunning, (2002) conclut que les IDE provenant des pays industrialisés, les facteurs comme les politiques gouvernementales, la bonne gouvernance et les infrastructures adaptées sont devenues plus importantes dans le choix des investisseurs.

Une amélioration de la qualité de gestion engendre une entrée massive des IDE dans les pays en développement ; ce qui permet un point de croissance dans ces pays BM, (1998). Cependant, l'analyse d'ASIEDU, (2003) portant sur 22 pays d'Afrique subsaharienne stipule que l'efficacité des institutions, la stabilité politique et économique et le faible degré de corruption influencent l'attractivité des capitaux privés.

De plus, les analyses empiriques réalisées par Rodrik et al., (2002) ; Alfaro et al., (2005) ; Asiedu, (2003) ; Acemoglu, (2003) ; Edison, (2003), Kaufmann et al., (2003) captent dans l'ensemble trois mesures des institutions : la qualité de la gestions des affaires publiques (corruption, droits politiques, efficience du secteur public et poids de la réglementation) ; l'existence de lois protégeant la propriété privée et application de ces lois et les limites imposées aux dirigeants politiques.

De même, Singh et Jun, (1995) prouvent que le risque politique est un déterminant important pour les pays qui ont attiré les plus grand montant de flux d'IDE. En ce qui concerne les pays qui ont attiré moins, l'instabilité socio politique a eu un impact négatif sur les investissements directs étrangers. Kamaly, (2003) trouve un impact positif de la démocratie sur les IDE ; ce qui prouve que les pays démocratiques ont un avantage effectif sur l'attractivité des IDE.

Cependant, Noukpo et Fotie, (2003), dans une analyse de la relation statistique entre risques politiques et entrées d'IDE, pour cinq des principales destinations africaines des IDE (Nigeria, Afrique du Sud, Botswana, Côte d'Ivoire et Swaziland) constatent qu'à l'exception de l'Afrique du Sud, les conditions politiques n'ont eu aucun impact sur les flux d'IDE. De plus, pour le Nigeria, sur la période (1977-1984), l'amélioration du risque politique s'est accompagnée d'une baisse des flux d'IDE.

Tableau 3 : Tableau récapitulatif des résultats empiriques de quelques auteurs

Auteurs	Pays	Méthodologie de la recherche	Résultats des déterminants des IDE
Sumata & Zumbu (2020)	RDC	Approche ARDL(Autoregressive Distributed Lag Model)	Qualité des institutions, Ouverture commerciale, FBCF (relative à investissement domestique) et instabilité macroéconomique
Lam'Hammdi & Makhtari (2018)	MAROC	Modèle ARDL	FBCF et Capital humain ont un effet significatif à LT ; tandis que Ouverture commerciale et infrastructures semblent non significatifs
Kouam & Nafé (2019)	Région CEMAC	Modèle de données de panel à effets fixes	Indice du développement financier, taux d'urbanisation, taux d'investissement public, ressources naturelles, taux d'endettement public, taux de croissance de la population, taux de croissance de l'économie et degré d'ouverture commerciale
Ziani Farida & Ziani Lila, (2022)	Algérie	ARDL	Degré d'ouverture commerciale, PIB/habitant, taux de scolarisation
Moujahid & Khariss (2021)	Maroc	Modèle VAR	Ouverture commerciale et infrastructures

Source : Conception de l'auteur à partir des résultats

Conclusion du premier chapitre

Ce premier chapitre a pour objectif de dégager une revue de la littérature tant théorique qu'empirique sur les déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers. Sur le plan théorique, nous avons d'abord s'intéresser de montrer la notion relative aux IDE ; ensuite il existe des théories qui justifient bien pourquoi les investisseurs décident de s'implanter à l'étranger ; puis, suite aux différentes approches relatives aux IDE, la littérature a bien montré les facteurs qui expliquent l'attractivité des IDE dans un pays. Parmi ceux-ci, on peut dire les facteurs d'ordres économiques comme le degré d'ouverture commerciale d'un pays, la taille du marché, le niveau de vie de la population, etc. Il existe aussi d'autres facteurs d'ordres institutionnels qui semblent plus pertinents pour les investisseurs étrangers dans le choix du territoire d'implantation dans un pays d'accueil (la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement, la corruption, etc.). Enfin, sur le plan empirique, plusieurs études empiriques ont identifié que la stabilité politique, la qualité des institutions, le niveau d'investissement domestique, la taille du marché, le développement des infrastructures, le degré d'ouverture commerciale, le faible niveau de corruption, etc. sont les principaux déterminants de l'attractivité des IDE.

Pour cela, le second chapitre concerne l'analyse descriptive des déterminants de l'attractivité des IDE au Burundi ; en utilisant les faits stylisés qui montrent l'état des lieux des différents déterminants permettant l'attractivité des IDE au Burundi.

CHAPITRE II : PRESENTATION DE QUELQUES FAITS STYLISES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AU BURUNDI ET SES DETERMINANTS POTENTIELS

Au Burundi, les investissements directs étrangers ont connu une courbe descendante depuis des années. Le climat des affaires est à l'origine de cette situation qui étouffe l'économie nationale. Le renforcement de la gouvernance est l'une des conditions nécessaires pour attirer l'entrée des IDE au Burundi (Habarugira, 2023).

C'est pourquoi le présent chapitre a pour objet d'analyser l'état des lieux des investissements directs étrangers entrants au Burundi. Cela est tout à fait important de savoir notamment les facteurs qui peuvent justifier l'entrée des IDE dans ce pays. Pour cela, la première section va présenter une analyse en profondeur de l'évolution des IDE au Burundi et ses facteurs potentiels ; ensuite, la deuxième section va présenter une analyse comparative des IDE et quelques facteurs dans la communauté de l'Afrique de l'Est (CAE ou EAC).

Section 1 : Analyse en profondeur de l'évolution des IDE au Burundi

Depuis la fin du conflit, le Burundi a initié plusieurs programmes pour soutenir la reconstruction, assurer la stabilité macroéconomique et engager des réformes structurelles. Traditionnellement marqué par la présence de l'Etat, le pays a adopté des mesures pour redresser l'économie et dynamiser le développement du secteur privé. Pour ce faire, le pays s'est récemment doté d'un cadre ouvert à l'investissement privé, tant local qu'étranger. Cependant, certaines lourdeurs réglementaires et administratives subsistent dans plusieurs domaines, incluant la fiscalité, les procédures douanières, le foncier et la politique de la concurrence, et affectent les entrées des IDE au Burundi. Le gouvernement a mis en place un programme de travail ambitieux pour résoudre ces problèmes mais la capacité à le réaliser est limitée et les priorités restent parfois à définir (CNUCED, 2009).

Pour cela, le gouvernement a mis un nouveau code des investissements depuis 2009 qui est à l'aboutissement d'une refonte du cadre réglementaire entreprise dès 2003, afin d'améliorer les textes qui régissent le droit des affaires en vue de promouvoir les investissements et le secteur privé. Ce code est applicable tant aux investisseurs étrangers que nationaux. Il offre de garanties aux investisseurs étrangers notamment en ce qui concerne des mesures d'expropriation, à la garantie de transfert des capitaux et à l'accès à l'arbitrage international (CNUCED, 2009).

II.1.1. Structure économique, impact et contraintes liés à l'attractivité des IDE au Burundi

II.1.1.1. Contexte économique des IDE au Burundi

Au cours des trois dernières décennies, le cadre politico-économique du Burundi s'est caractérisé par des guerres sociopolitiques et une guerre fratricide dans les années 1990, conduisant à des conséquences humaines et économiques dévastatrices. En effet, les Accords d'Arusha signés en Août 2000 ont permis le retour progressif de la paix et la stabilisation sur le plan politique, permis la mise en place des conditions minimales pour établir les institutions démocratiquement élues. Cependant, le Burundi est parmi les pays les plus pauvres du monde et fait face à des défis majeurs au développement. L'économie du pays connaît des fortes contraintes structurelles, telles que son enclavement, la petite taille de son marché, une pauvreté élevée, un faible développement du capital humain, sa dépendance aux cours internationaux des matières première et celle de l'aide internationale, etc.

Néanmoins, les guerres qu'a connues le Burundi ont eu des conséquences remarquables sur le secteur privé, en raison des pertes des ressources humaines, la baisse du volume d'activité industrielle et la désorganisation des circuits de commerce. Le gouvernement a entamé le processus de réformes à partir de 1986 en vue d'améliorer l'environnement des affaires en ce qui concerne le cadre macroéconomique, institutionnel, législatif et réglementaire, et a été interrompu par l'éclatement du conflit en 1993 (CNUCED, 2009). La dégradation de la conjoncture et les incertitudes économiques ont conduit à un désinvestissement dans le secteur privé passant de 15% au début des années 1990 à 6% entre 1998 et 2000. Le secteur privé est donc très peu développé. La question générale peut se poser : pourquoi moins d'attractivité des IDE au Burundi ?

II.1.1.2. Les contraintes liées à l'investissement direct étranger

Le désintéressement des investisseurs étrangers au Burundi dépend de plusieurs facteurs, mais le plus connu est le climat d'affaires défavorable et l'instabilité politique que traverse le Burundi.

De façon générale, le secteur privé est très faiblement développé au Burundi. Depuis l'arrêt de l'aide internationale et l'embargo économique des années 1990, l'Etat s'est engagé dans la majorité des secteurs économiques.

Par conséquent, une dynamique de décapitalisation et de désinvestissement privé a eu lieu alors que le taux d'investissement annuel moyen est passé de 15% du PIB au début des années 1990 à 6% entre 1998 et 2000 (FMI, 2007). Bien que le processus de privatisation et de libéralisation ait débuté, l'Etat reste encore le principal opérateur de la plupart des activités économiques formelles. Parallèlement aux secteurs publics et parapublics, le secteur privé est marginal et sa production est quasiment exclusivement destinée au marché local (CNUCED, 2010).

De plus, la crise socio-politique de 2015 aggrave la situation, les investissements directs étrangers tarissent, passant de 47millions USD en 2014 à 7millions USD en 2015, soit une chute de (-3.9%) de la croissance économique. Ceci décourage les investisseurs étrangers qui ont peur d'investir dans une économie fragile qui ne résiste pas aux chocs économiques qu'ils soient internes ou externes (Kuriyo, 2020).

Ensuite, l'environnement des affaires est particulièrement défavorable au Burundi, comme le témoigne son classement à l'indice de la Banque mondiale « Doing Business 2010 », le Burundi se retrouve au 176ème rang sur 183 pays. Les composantes les plus critiques relevées par l'indice sont les facilitées limitées de la fermeture d'entreprise, l'octroi des permis de construire, de commerce transfrontalier et l'exécution des contrats. Ainsi, avec le système fiscal, un taux d'imposition particulièrement plus élevé est très défavorable aux entreprises privées et contribue à faire des obstacles aux IDE (CNUCED, 2010). De plus, les déficiences dans l'approvisionnement en électricité et en eau restent également un défi majeur auquel le pays doit faire face pour attirer les IDE. En 2005, les entreprises manufacturières du pays signalent qu'environ 11 coupures d'électricité par mois d'une durée moyenne de 10.9heures se manifestent, lesquelles ont provoqué une perte moyenne de production d'environ 11.5% des chiffres d'affaires (EEC, 2008).

Puis, l'insuffisance des infrastructures de base dans le domaine de l'énergie, des transports, le faible accès aux ressources financières constituent une entrave au développement du pays. Selon la (CNUCED, 2010), le faible niveau de développement des infrastructures constitue aussi une contrainte majeure aux investissements. Au Burundi, le réseau routier est très défectueux et les infrastructures ferroviaires semblent inexistantes, le pays dispose d'un petit aéroport international à Bujumbura et le transport aérien est aussi handicapé par des équipements anciens et le manque d'entrepôts dans la capitale.

Le Burundi étant un petit pays enclavé, les infrastructures de transport sont particulièrement importantes pour l'acheminement des marchandises ou des moyens de productions. Or, la faiblesse de liaisons internationales implique un coût de transport très élevé pour les investisseurs étrangers. Le Burundi n'a pas d'accès direct à l'Océan, les marchandises et les matières premières transitent principalement par le port de Dar-Es-Salam ; de là, les cargaisons sont acheminés par voie routière jusqu'à Bujumbura sur une distance d'environ 1500km ; ce qui augmente les coûts de production pour les entreprises.

Une autre contrainte qui réduit la confiance des investisseurs étrangers est la dépréciation du FBu par rapport aux devises. « Il est difficile d'investir dans une monnaie instable » déplore les membres de la commission économique de la CEA. Une spirale inflationniste se retrouve dans le pays où le taux d'inflation a augmenté de 11 points passant de -2.4% à 9.2% entre Mai 2019 et Mai 2020 ; la dépréciation continue du Fbu induit une inflation.

En outre, un autre obstacle à l'attrait des IDE au Burundi est le faible développement du capital humain. Le taux d'alphabétisation des personnes capables à lire et à écrire est passé de 37.7% en 2007 à 69.4% en 2022. Des capacités humaines limitées, un matériel défaillant et le manque d'infrastructures scolaires freinent considérablement le secteur de l'éducation. D'autres facteurs structurels de l'économie burundaise qui constituent des contraintes supplémentaires à l'investissement étranger est l'insuffisance des ressources naturelles ainsi qu'une taille de marché limitée et peu diversifiée, dont les exportations reposent essentiellement sur les cultures de café et de thé.

II.1.1.3. Répartition sectorielle des activités principales bénéficiaires des IDE au Burundi

Tableau 3 : Distribution par branches d'activités des entreprises d'investissements directs

Branches d'activités	Montant en milliards de Fbu	%
Transport et communication	104.4	52.2
Banque et assurance	68.2	34.1
Commerce et réparation	17.4	8.7
Autres services marchands	7.2	3.6
Industries manufacturières	2.2	1.1
Construction	0.3	0.2
Industries agroalimentaires	0.3	0.2
Total	**200.1**	**100.0**

Source : EIDEB, édition 2013

Ce tableau par branche d'activité met en évidence l'importance de la part des IDE entrants au Burundi détenus par branche. La première branche est celle de « Transport et communication » avec (52.2%). Son stock est évalué à 104.4 milliards BIF en 2012 ; soit 72 millions USD. La seconde branche est « Banque et assurance » avec (34.1%); la troisième est « Commerce et réparation » avec (9.7%); la quatrième est « Autres services marchands » qui représente (4.1%). En dernier lieu se présente la branche des industries agroalimentaires avec (0.2%.).

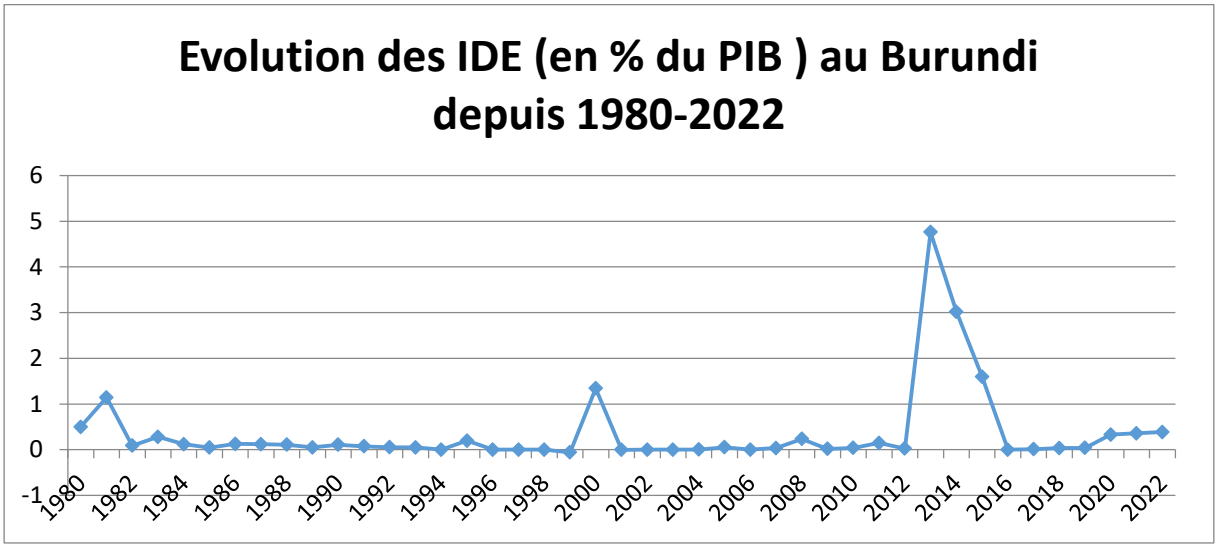
II.1.1.4. Impact des IDE

L'impact des IDE au Burundi est extrêmement limité et difficile à mesurer en raison de leur très faible niveau. Cependant, en 2000, la part des investissements est remarquée dans le secteur des télécommunications où la formation intérieure brute de capital fixe était de 21.8% pour redescendre à une moyenne de 0.1% pour la période 2001-2008, suite à son enclavement et la faiblesse des infrastructures du pays. Le pays n'a pas été en mesure d'attirer les IDE orientés vers la production des biens et services destinés à l'exportation ; c'est pourquoi la majorité des investisseurs étrangers a comme objectif principal d'approvisionner le marché local.

La BRARUDI est aujourd'hui un des investisseurs étrangers le plus importants dans le pays et constitue le gros contributeur d'impôts. En 2004, les ventes de l'entreprise s'élevaient à 63millions de dollars avec 650 employés au sein de cette entreprise. Elle dessert en priorité le marché local, ses exportations vers les pays limitrophes restent marginales (moins de 2% de ventes). Ainsi, en 2008, dans le même secteur, une autre société belge UTEMA, chargée de matériaux de construction fait croître les activités de production avec 65 personnes employées.

Cependant, la téléphonie mobile est le secteur où l'impact des IDE est le plus souvent visible vu que l'attribution de nouvelles licences en 2000 a amené un développement dans ce service. Ainsi, une hausse de la qualité, une plus grande diversité des services et une baisse des prix, grâce à une concurrence accrue, les rendent compétitifs sur le marché sous régional. Il s'agit d'un secteur en expansion rapide, avec un taux de pénétration de 5.75% en 2008 à 64.98% en 2022. Il en va de même dans le secteur de l'internet où le taux de pénétration est passé de 1.5% en 2003 (sur 1000habitants) à 5% en 2008 pour atteindre 22.6% en 2022.

Graphique 1 : Flux des IDE au Burundi depuis 1980-2022



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, (2022)

Les flux des IDE au Burundi depuis les années 1980 étaient très bas et même quasi nuls sauf en 1981 (soit 1.14%) et 2000 (soit 1.34%) où les IDE atteignaient un pic en peu visible. Parmi les principales raisons du niveau très faible du flux des IDE au Burundi, la guerre civile dans laquelle le pays a été plongé à partir de 1993 et l'embargo commercial qui a suivi qui prennent une place prépondérante.

Beaucoup des IDE se sont implantées avant la crise surtout ceux de secteurs financiers alors que les seuls investissements majeurs qui ont débuté après la crise sont connus surtout dans le secteur de Télécommunications en 2000, d'une valeur de 11.7millions de dollars. Ce pic s'explique par la libéralisation du marché de la téléphonie mobile que le Gouvernement a décidé d'opérer cette année-là.

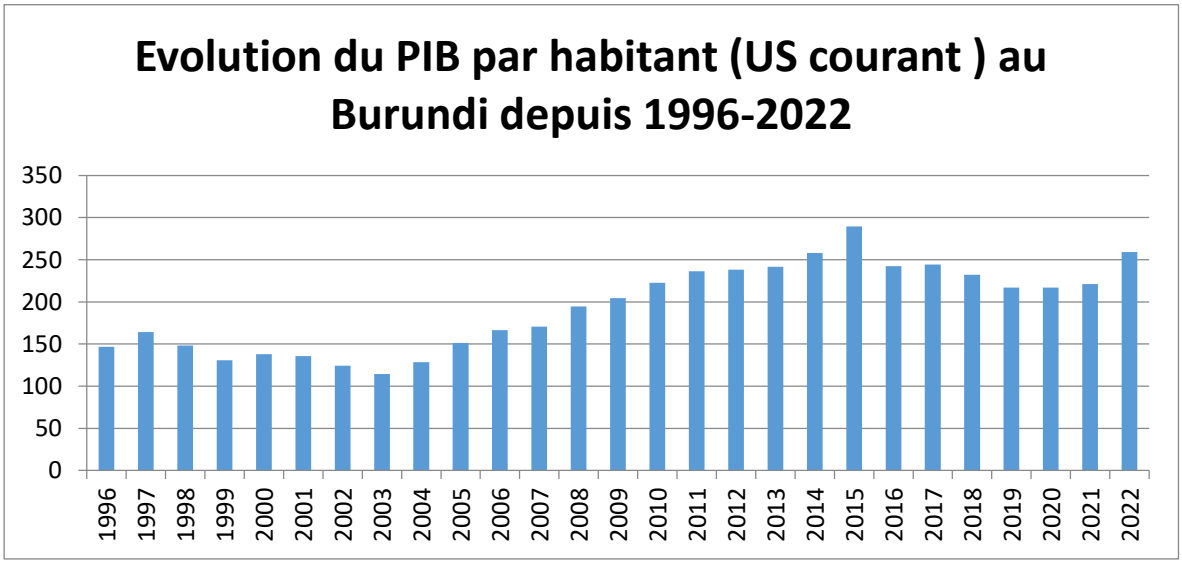
Par après, ils étaient au sommet pour l'année 2013-2014 suite à un contrat signé entre le gouvernement burundais et les sociétés d'extraction minières. Ces dernières amènent pour les travaux des engins technologiques et des employés qui boostent le chiffre avec les transferts en termes de technologies et de capital humain qu'avec les investissements en termes d'argent injecté dans l'économie burundaise. Mais, par conséquent, les IDE rechutent de 47 millions USD en 2014 à 7millions USD en 2015 à cause de la crise socio-politique qu'a connue le Burundi en 2015. Cela a conduit à la disparition des investisseurs étrangers à cause de guerres répétitives depuis 1993-2006, de l'embargo internationale de 1996-1999, de la crise politique de 2015-2019, d'une instabilité politique instantané, etc.

Le graphique montre que l'investissement direct étranger commence à augmenter peu à peu de 32% en 2020 jusqu'à 38% en 2022 suite aux réformes structurelles de l'économie du Burundi et à maintenir la stabilité du pays.

II.1.2. Etat des lieux des facteurs potentiels

II.1.2.1. Evolution du PIB par habitant au Burundi

Graphique 2 : Evolution du PIB par habitant (U$ courant) depuis 1996-2022



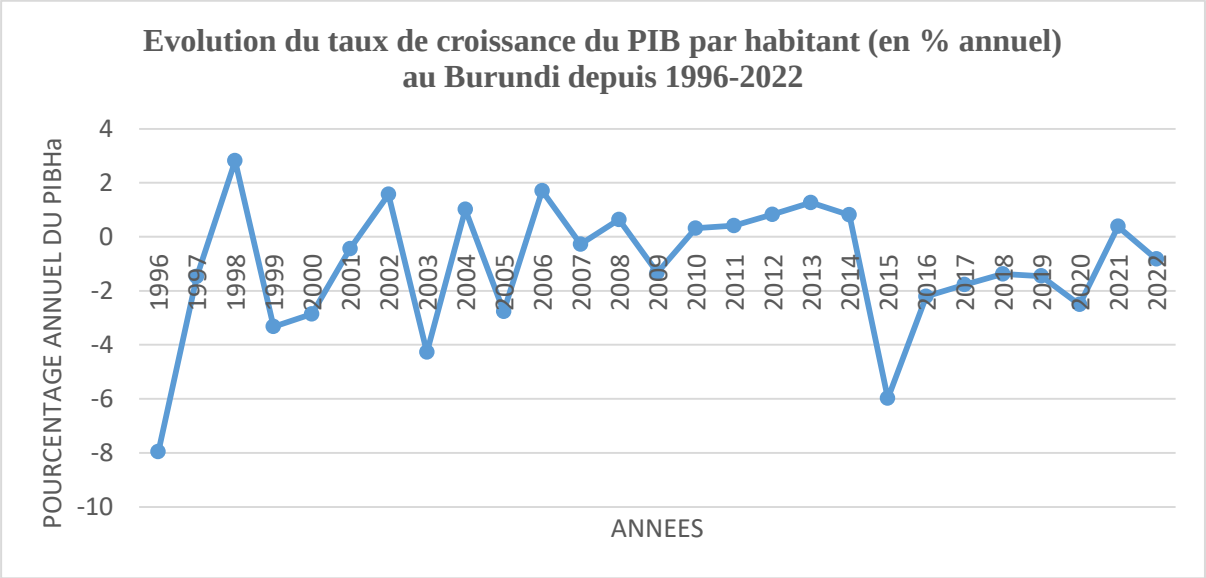
Source: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, WDI (2022)

Le Burundi est une économie à faible revenu concentrée sur le secteur agricole. Entre 2005 et 2014, le Burundi a enregistré un taux de croissance du PIB de 4% en moyenne, bien que supérieur à la moyenne des économies des pays d'Afrique (BAD, 2018). En dollar courant de 2022, la croissance stable du PIB par habitant se manifeste depuis les années 2003 où le PIB par habitant s'élève de 114 USD à 289 USD en 2015 (BM, 2022). Par contre, une phase de ralentissement depuis 2015, déclenchée par des troubles politiques et civils, provoque une détérioration des donateurs internationaux, le retrait d'aide budgétaire et la suspension de l'aide aux projets dans le pays ; ce qui diminue le PIB par habitant allant de 289 USD en 2015 contre 242 USD en 2016.

La croissance du PIB par habitant du Burundi s'est établie à -3.2% en moyenne entre 2015 et 2019, ce qui est nettement inférieur à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne (-0.5%).

Pourtant, le PIB par habitant du pays est passé de 138 USD en 2000 à 289 USD en 2015. Cela est abouti grâce au signature de l'Accord d'Arusha en Aout 2000 qui a permis une amélioration de la sécurité et une lente reprise de la croissance car les bailleurs de fonds ont repris leur assistance, et le point de décision au titre de l'initiative PPTE renforcée a été atteint (FMI, 2006). Par contre, depuis 2015, les bailleurs de fond s ont suspendu leur appui au développement, obligeant le gouvernement à réduire les investissements domestiques, et la dette publique intérieure augmente pour financer les dépenses sociales. Ainsi, cette situation a été exacerbée par la survenue de la pandémie du COVID-19, le marasme économique, la non actualisation du salaire minimum et la faible couverture sociale qui ont enclavé la pauvreté au Burundi. C'est pourquoi le Burundi est parmi les pays les plus pauvres du monde.

Graphique 3: Evolution du taux de croissance du PIB par habitant (en % annuel) au Burundi



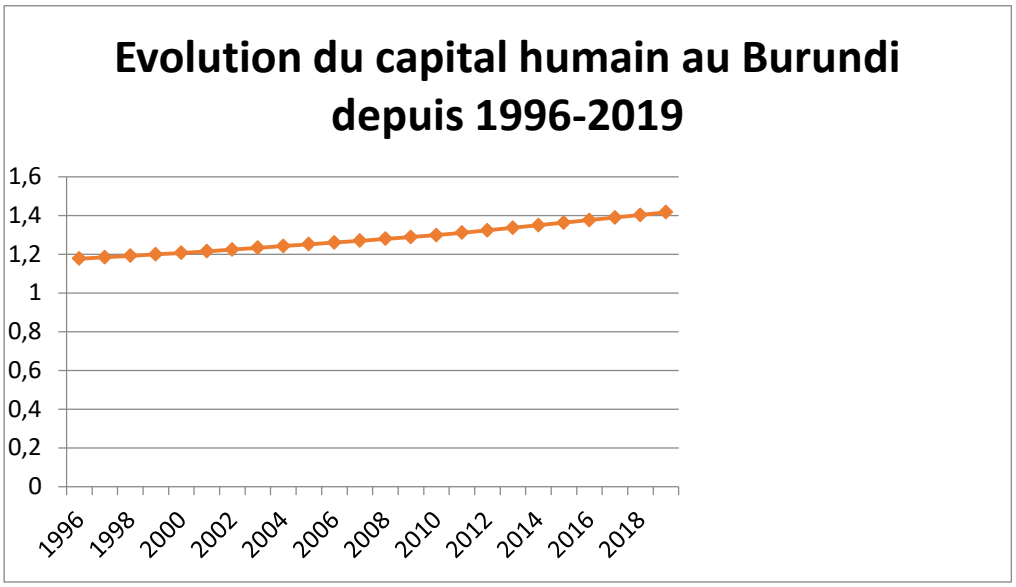
Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, (2022)

Au regard de ce graphique, l'évolution du PIB par habitant connait des fluctuations durant toute la période d'étude. Cependant, en 1996, le PIB par habitant au Burundi est gravement diminué avec un taux de -7.96% pour augmenter en 1998 de 2.81% suite à la politique d'ajustement structurel (PAS). Cette baisse est due notamment d'une instabilité politique que controverse le Burundi depuis une décennie de 1990. Néanmoins, le Burundi se retrouve dans un état défavorable suite d'une guerre civile qui provoque la communauté internationale à appliquer un embargo commercial pour forcer le nouveau régime à négocier une paix avec l'ensemble des parties concernées. Ainsi, les principaux donateurs suspendent leurs assistances pour le développement au Burundi et leurs aides. Ce qui fait diminuer la production et affecte le PIB par habitant.

En effet, une autre chute remarquable est de 2015 où encore le Burundi rencontre d'une crise socio politique qui a dégradé les activités économiques avec un taux négatif de -5.98% en 2015 et en 2020 le PIB par habitant diminue de -2.5% à cause d'une arrivée de la Pandémie du COVID-19 pour augmenter en 2021 de 0.38%.

II.1.2.2. Evolution du capital humain au Burundi

Graphique 4 : Evolution du Capital humain au Burundi depuis 1996-2019



Source : Auteur à partir des données de Barro et Lee, (2019)

Le graphique ci-dessus montre qu'il y a une évolution lente du capital humain au Burundi depuis les années 1996 où le niveau du capital humain se retrouve de 1.17 % alors que jusqu'en 2019, le niveau du capital humain s'élève de 1.41 %, soit une augmentation de 0.24%.

Cependant, la formation du capital humain au Burundi reste handicapée par l'insuffisance des infrastructures, des équipements, des supports pédagogiques et du personnel enseignant. Par ailleurs, le système scolaire burundais reste marqué par la faiblesse de l'enseignement privé qui ne représente que 2.4% et 8.6% des effectifs du primaire et secondaire.

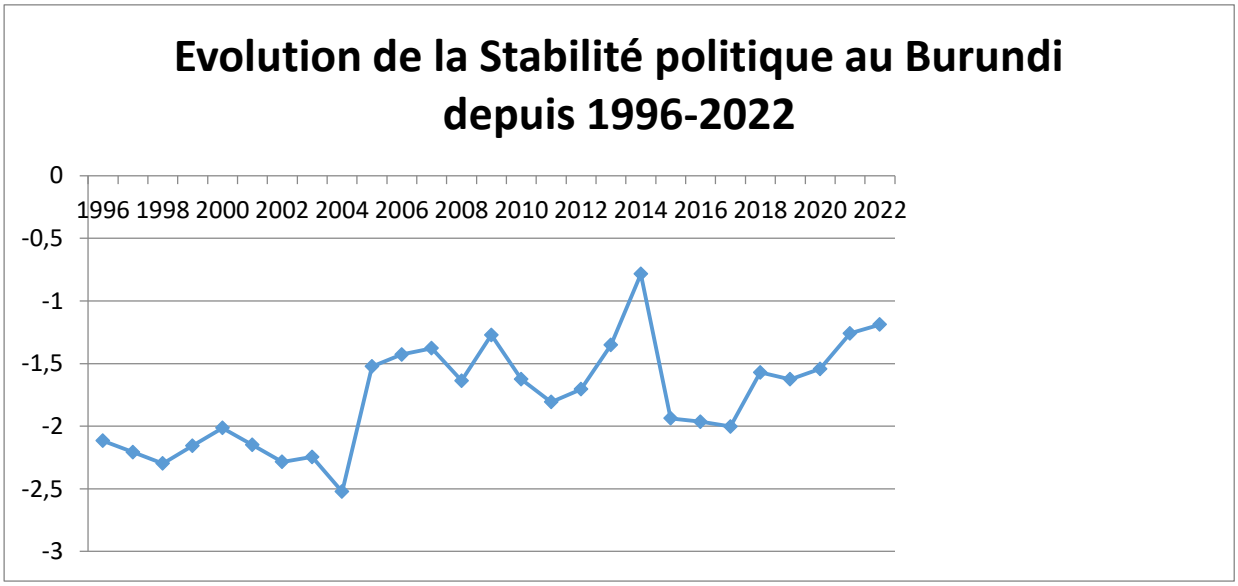
Pourtant, l'enseignement secondaire se caractérise par une forte marginalisation de l'enseignement technique au profit de l'enseignement générale, raison pour laquelle le pays est essentiellement penché dans l'agriculture et le développement doit passer nécessairement par la modernisation, la promotion des secteurs artisanal et industriel.

En 2017, le Burundi s'est classé de 138è sur 157 pays pour l'indice du capital humain (soit 0.38%), légèrement en dessous de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (0.4%), (BM, 2018).

Pourtant, un pays qui dispose une main d'œuvre peu qualifiée ne peut pas attirer les investisseurs étrangers car le capital humain est un volet important, non seulement pour l'attractivité des investissements directs étrangers, mais aussi pour garantir la durabilité du territoire aux IDE en intégrant le savoir-faire, les compétences, le développement technologique ainsi que la créativité des richesses (Dunning, 1988).

II.1.2.3. Evolution de la Stabilité politique au Burundi

Graphique 5 : Evolution de la Stabilité politique au Burundi depuis 1996-2022



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, (2022)

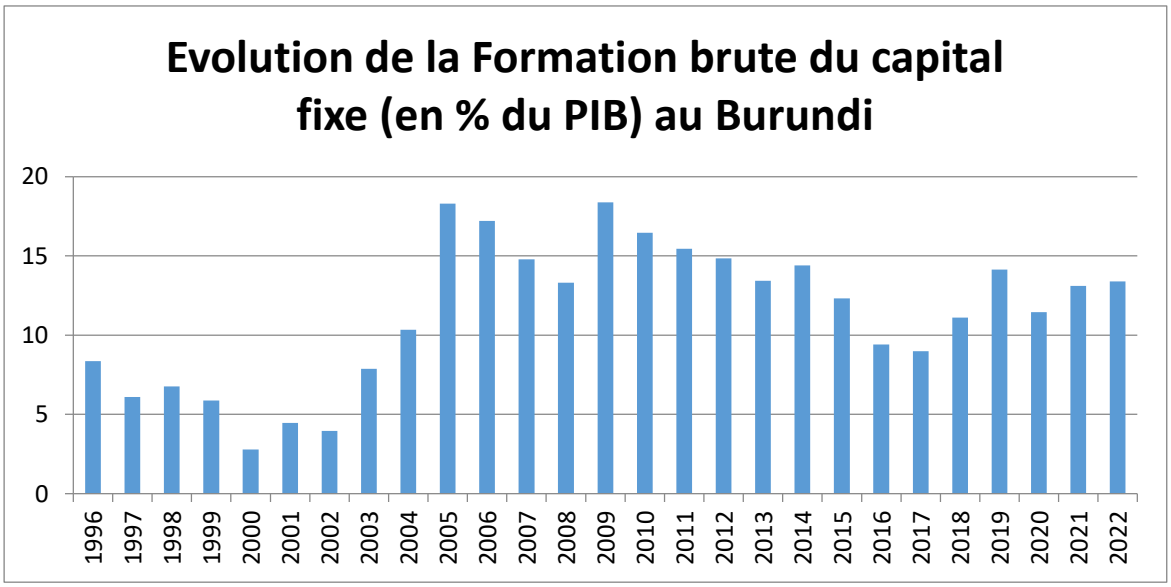
Le constant pour ce graphique est que le Burundi est marqué d'une forte instabilité politique depuis 1996 jusqu'en 2022, le Burundi affiche de scores négatifs. Cela est dû à des fortes violences basées sur les crises répétitives que le Burundi a traversées depuis une décennie de 1990 qui a prolongé jusqu'à ce que le Burundi accepte de signer l'accord de paix d'Arusha en 2000 ; ce qui réduit l'instabilité politique de -2.52% en 2004 à -1.42% en 2006.

Le graphique nous montre que la stabilité politique et les investissements directs étrangers évoluent dans le même sens. Pourtant, là où les investissements directs étrangers s'élèvent à 4.76% en 2013, la stabilité politique s'élève aussi à -1.35% en 2013, la situation s'aggrave jusqu'en 2014% où la stabilité politique était de - 0.78% en 2014 pour diminuer en 2015 jusqu'à -1.93% à cause d'une crise socio politique de 2015 causée par les élections du troisième mandat du président au pouvoir.

La faiblesse des institutions et la mauvaise gouvernance décourage les investisseurs et affecte la croissance du secteur privé. Le Burundi se classe en dessous de la moyenne régionale de tous les indicateurs mondiaux de la gouvernance, surtout l'état de droit et les indicateurs de contrôle de la corruption, où ils se situent sous le cinquième percentile de tous les pays en 2019 (WGI, 2020). Cependant, les principales faiblesses de la gouvernance qui freinent les investisseurs étrangers de s'implanter au Burundi sont la corruption, l'application discrétionnaire des lois et règlements, la prestation de service public insuffisantes, le manque de transparence et d'indépendance judiciaire découragent des nouveaux investisseurs d'y entrer et encouragent la fuite des capitaux vers l'étranger (BM, 2020).

II.1.2.4. Evolution de la formation brute du capital fixe (mesure l'investissement domestique) au Burundi depuis (1996-2022)

Graphique 6 : Evolution de la formation brute du capital fixe (en % du PIB) au Burundi

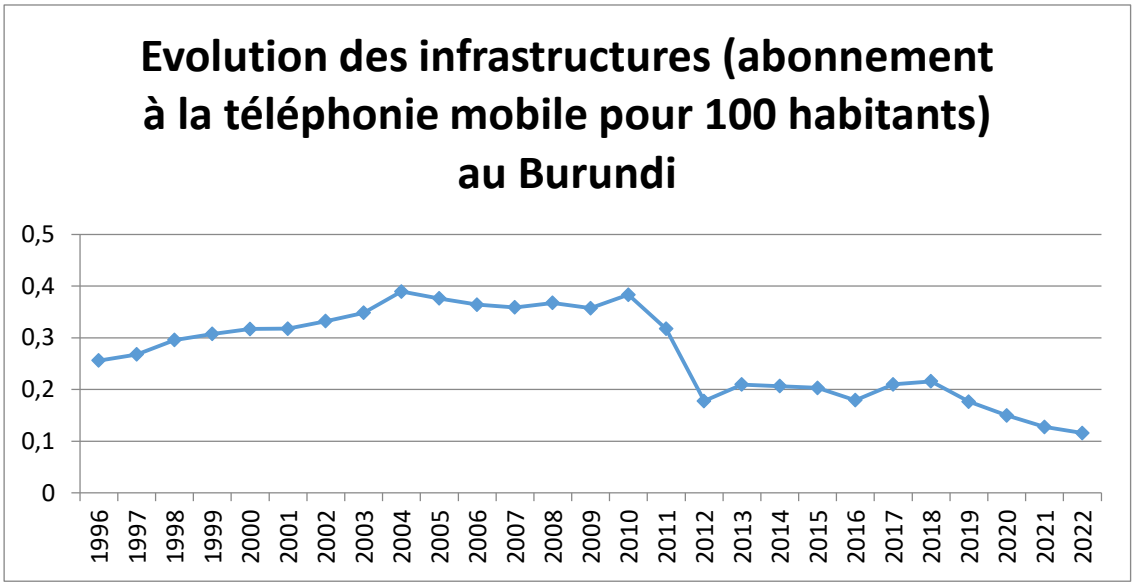


Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, (2022)

L'investissement domestique au Burundi connait des oscillations de temps en temps. Partant de ce graphique, une évolution remarquable commence en 2005 et en 2009 où l'investissement domestique s'élève de 18.3%.

II.1.2.4. Evolution des infrastructures au Burundi

Graphique 7 : Evolution des infrastructures (mesurée par l'abonnement de la téléphonie mobile (pour 100 habitants) au Burundi



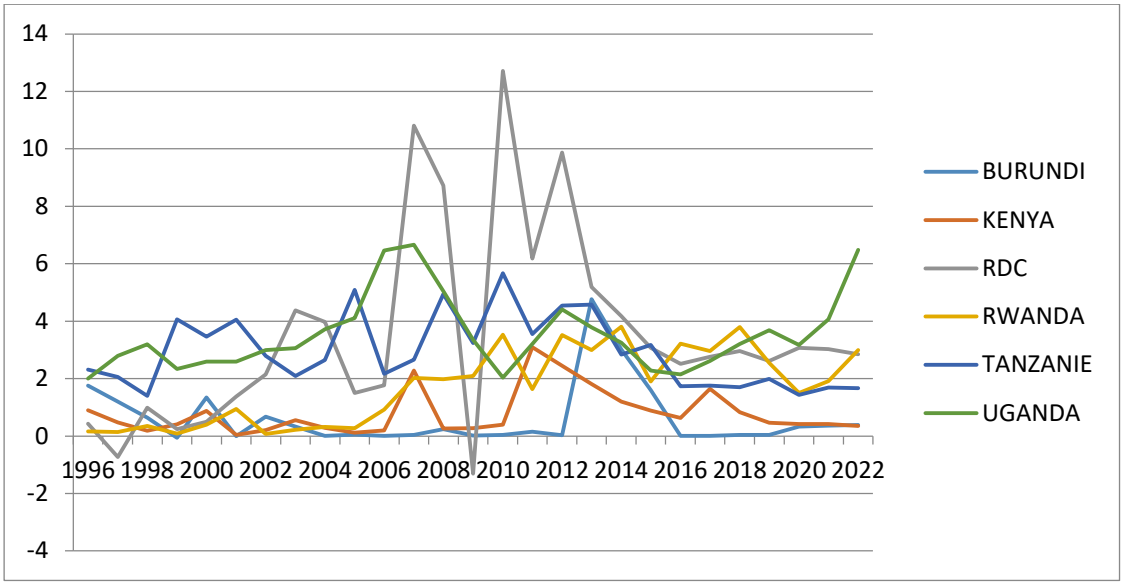
Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022.

Le constant pour ce graphique est que les infrastructures captées par l'abonnement à la téléphonie mobile pour 100habitants enregistrent une nette évolution depuis 1996 jusqu'à 2010 pour diminuer depuis 2011. Le seul facteur qui justifie cette augmentation est qu'après la crise, les seuls investissements majeurs qui s'orientent au Burundi s'adressent dans le secteur de télécommunications suite à une politique de libéralisation de la téléphonie mobile que le gouvernement a décidé d'opérer depuis l'année 2000. Ceci encourage les investisseurs étrangers car auparavant, le pays dispose des quatre lignes de téléphone fixe pour 1000 habitants (U-Com anciennement Télécel, ONATEL, Africell, Econet) et concernant les fournisseurs d'internet, il y a CBNET, USAN Burundi, ONATEL et U-Com ; auquel s'ajoute LUMITEL le plus couramment utilisé aujourd'hui.

Section 2. Analyse comparative de l'évolution des investissements directs étrangers et ses déterminants dans les pays de l'EAC

II.2.1. Flux des IDE (en % du PIB) des pays de l'EAC

Graphique 8: Evolution des IDE (en % du PIB) par pays de l'EAC depuis 1996-2022

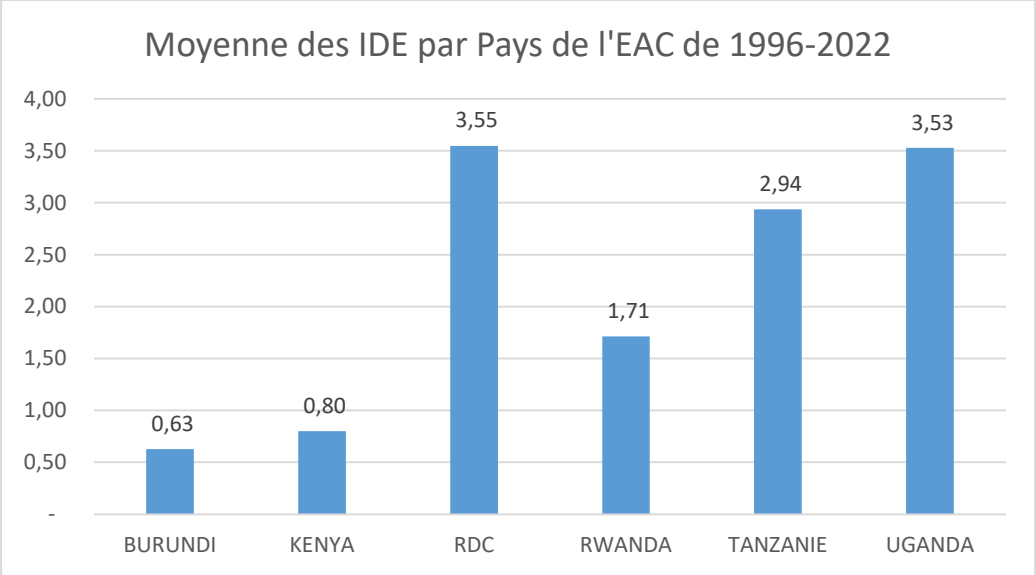


Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, (2022)

Au regard des graphiques ci-dessus, le constant est que tous les pays de l'EAC enregistrent une évolution irrégulière concernant l'entrée des IDE dans la région depuis les deux dernières décennies. Notamment, la RDC enregistre des scores plus élevés que les autres, soutenus par les champs pétroliers et l'exploitation des gisements miniers que contient le pays ; ensuite, l'Ouganda vient en 2è lieu grâce à des investissements dans les industries extractives qui permettent d'attirer davantage les investisseurs. Pourtant, le Burundi se classe en dernier lieu ; à part des crises répétitives que traverse le Burundi, il existe d'autres facteurs qui freinent l'entrée des IDE au Burundi, notamment, les politiques commerciales ambiguës, les mauvaises infrastructures, la corruption, la main-d'œuvre peu qualifiée, le programme de privatisation limité ; tous ceux-là sont des facteurs qui limitent l'afflux des IDE dans le pays.

II.2.1. Analyse comparée de l'évolution des investissements directs étrangers en moyenne dans les pays de l'EAC

Graphique 9 : Comparaison des IDE en moyenne dans les pays de l'EAC

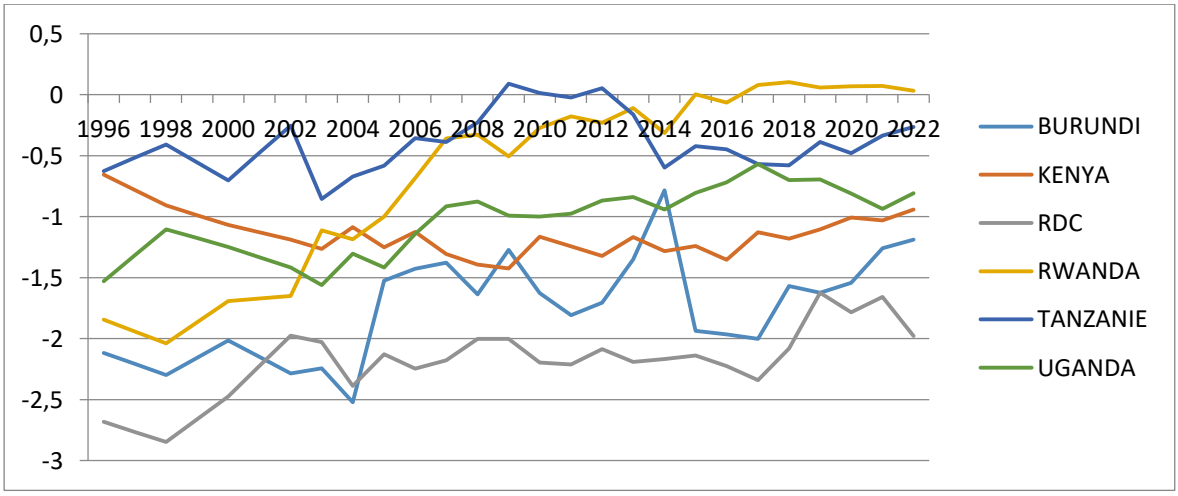


Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, (2022)

Comme on a déjà parlé ci-haut, la RDC vient au sommet avec un taux moyen de 3.55%, suivi par l'Ouganda avec un taux moyen de 3.53%, puis la Tanzanie en 3ème lieu avec un taux moyen de 2.94% ; le Rwanda en 4ème lieu avec un taux moyen de 1.71% ; le Kenya en 5ème lieu avec un taux moyen de 0.80% et enfin le Burundi avec un taux moyen de 0.63%.

II.2.2. Analyse comparative de la stabilité politique dans les pays de l'EAC

Graphique 10 : Evolution de la stabilité politique par pays dans l'EAC

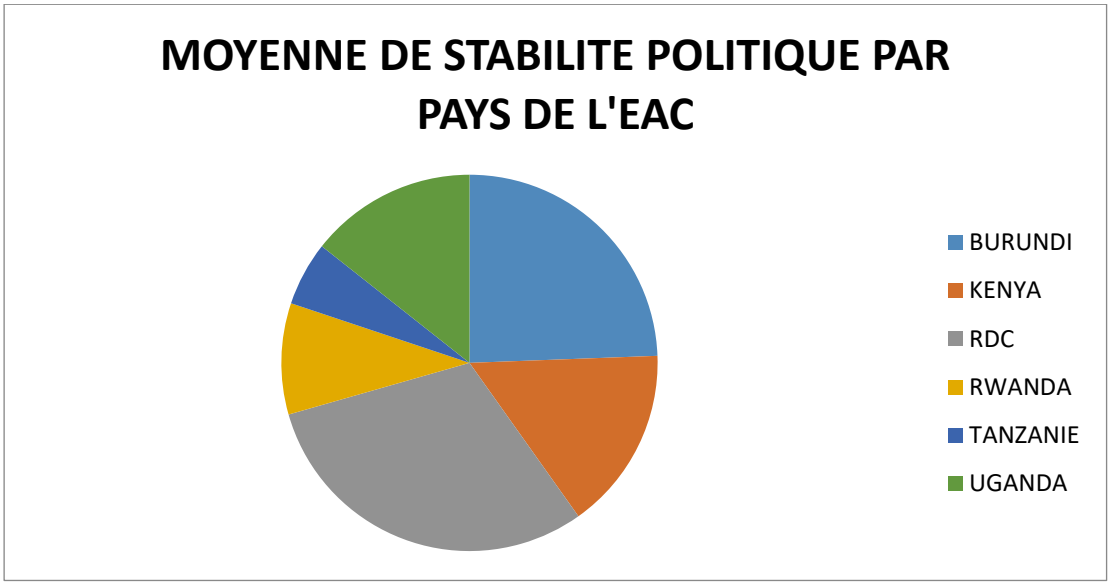


Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, WGI (2022)

A la lumière de ce graphique, le constant général est que tous les pays de la communauté de l'Est sont caractérisés par l'instabilité politique durant la période d'étude. En effet, depuis 1996 à 2008, la stabilité politique est presque nulle dans tous les pays et surtout que ces pays affichent des scores inférieurs à -1. En premier lieu, il y a la RDC qui est hautement instable par rapport aux autres avec des scores inférieurs à -2 ; suit par le Burundi qui est aussi marqué d'une instabilité politique durant la période d'étude suite des crises répétitives que controverse le Burundi depuis les années 1990 jusqu'à ce qu'en 2015 la crise s'aggrave alors qu'en 2014, l'instabilité politique est réduite de façon remarquable parce qu'elle s'élève de -1.71 en 2012 à -0.74% en 2014 pour redresser de -1.93% en 2015 suite à une crise socio politique de cette année.

Cependant, un pays qui est entrain de maitriser sa stabilité est le Rwanda qui a enregistré une amélioration très reconnaissante par rapport aux autres pays suite à une bonne passation des élections. Depuis 2004, une évolution s'est remarquée partant de -1.11% en 2004 pour atteindre 0.03% en 2022, c'est les pays de l'EAC qui affiche des scores positifs de la stabilité politique même si c'est encore peu. Un autre pays qui semble peu stable, c'est la Tanzanie avec des scores positifs en 2009 jusqu'en 2012 ; cette hausse est due à la crédibilité des institutions politiques. Ce qui influence les investisseurs étrangers d'y entrer.

Graphique 11 : Moyenne de la stabilité politique par pays de l'EAC

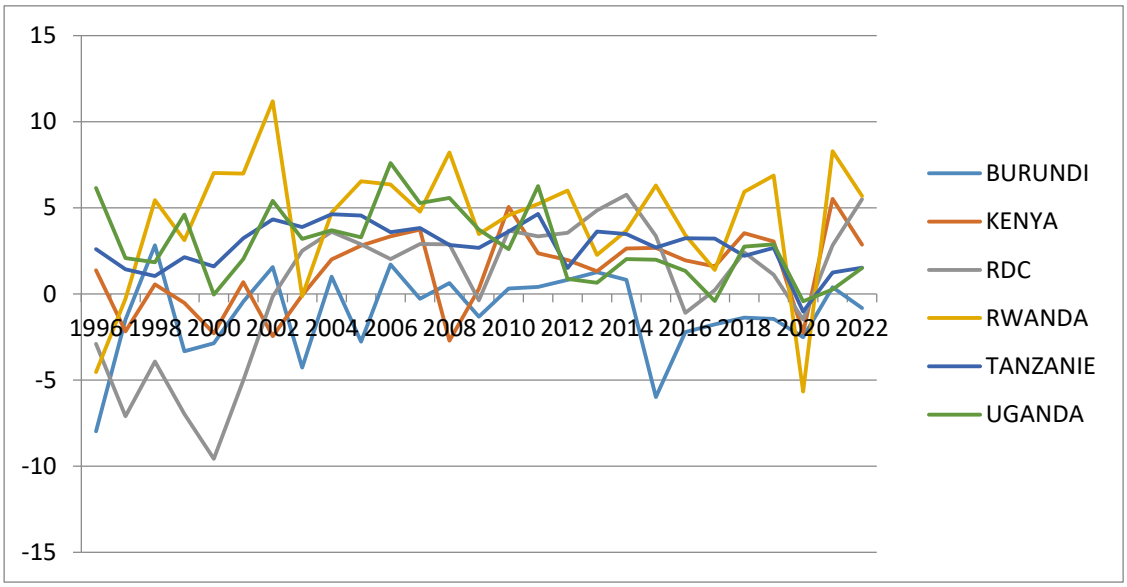


Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, (2022)

En moyenne, la Tanzanie vient en premier lieu avec un taux moyen de -0.40 (-6%), en 2ème lieu se place le Rwanda avec un taux moyen de -0.69 (-10%), en 3ème lieu il y a l'Ouganda avec taux moyen de -1.04 (-14%), en 4ème lieu, il y a le Kenya avec un taux moyen de -1.14 (-16%), en 5ème lieu se place le Burundi avec un taux moyen de -1.76 (-24%) et enfin la RDC avec un taux moyen de -2.20 (-30%).

II.2.3. Analyse comparative du PIB par habitant (en % annuel) dans les pays de l'EAC

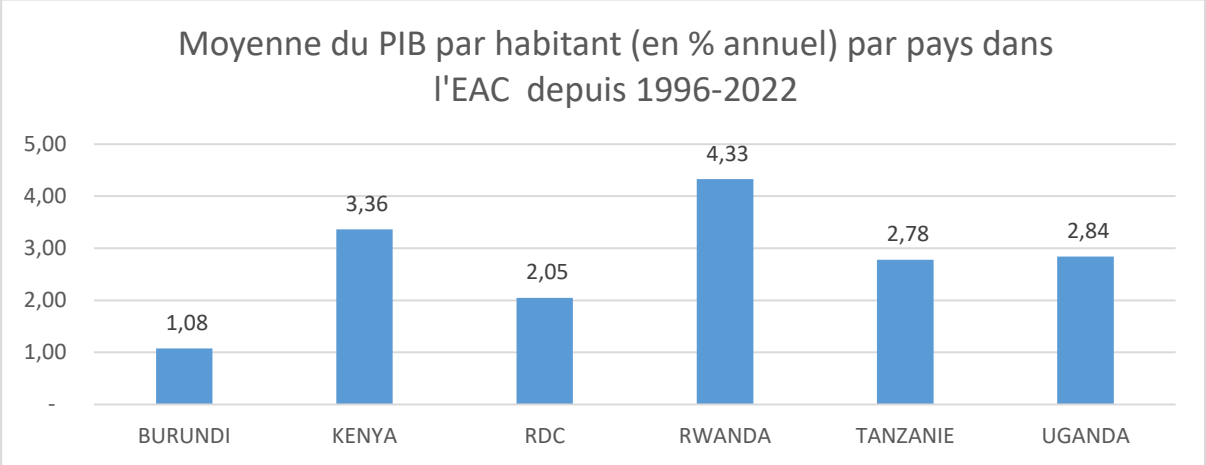
Graphique 12 : Evolution du PIB par habitant (en % annuel) des pays de l'EAC



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, (2022)

Le graphique ci-dessus montre que la majorité des pays de la communauté de l'Afrique de l'Est ont enregistré une évolution fluctuante durant toute période d'étude. En effet, une évolution croissante du taux du PIB par habitant se manifeste dans les années 1998, 2002, 2006, 2011, 2019 et 2021. Néanmoins, une période de récession se retrouve dans les années 2000 presque dans tous les pays de la communauté, mais surtout plus remarquables en RDC et au Burundi où ces pays enregistrent des scores négatifs, puis en 2008 où partout dans le monde, toutes les économies sont affectées par une crise financière qui provoque une récession remarquable. En outre, un autre constant majeur se voit en 2020 où tous les pays de la communauté enregistrent des scores négatifs, soit une chute remarquable suite d'une pandémie du COVID-19 qui a secoué le monde en général et la CAE en particulière.

Graphique 13 : Evolution en moyenne du PIB par habitant des pays de l'EAC



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, (2022)

A la lumière de ce graphique, le Burundi occupe toujours une dernière place avec un taux moyen de 1.08%, cela est provoqué surtout par des crises de deux dernières décennies depuis les années 1990 et la pandémie du COVID-19 qui rendent le pays moins compétitifs suite d'une faiblesse de productivité économique dégradée tandis que le pays voisin comme le Rwanda enregistre des scores plus élevé (soit 4.33%) que les autres pays de la région. Cette croissance est due notamment à des investissements publics massifs qui rendent l'économie rwandaise plus croissante. Cependant, le Rwanda a enregistré une forte reprise économique en 2021 une ère post-covid 19 où le PIB a augmenté de 11.1% après une récession de 2020. Ainsi, un autre pays qui enregistre des scores moyens élevé est le Kenya avec un taux moyen de 3.36% qui est le 2ème à l'EAC. Cela est dû notamment à une forte reprise de l'agriculture qui a boosté l'économie Kenyane ainsi qu'une forte reprise et résilience soutenues du secteur des services.

Conclusion du second chapitre

Le deuxième chapitre a pour objectif principal de démontrer l'état des lieux des investissements directs étrangers et ses déterminants afin d'indiquer graphiquement l'évolution de ses facteurs. Pourtant, ce chapitre est réparti en deux sections principales. La première section concerne l'état des lieux des IDE et ses déterminants au Burundi où nous avons présenté graphiquement l'évolution des différentes variables ; puis, une analyse comparative entre les IDE et ses déterminants pour montrer l'interaction entre la variable dépendante et les variables indépendantes. Ensuite, la deuxième section présente une analyse comparative des IDE et ses déterminants dans les pays de l'EAC pour montrer bien la position du Burundi au niveau régional.

Le constant est que presque dans les comparaisons que nous avons faites, le Burundi occupe une dernière position à cause d'un climat d'affaire défavorable lié aux guerres répétitives durant les deux dernières décennies qui ont provoqué des mesures différentes qui empêchent le développement économique du pays notamment l'embargo commercial en 1996 mené par la communauté internationale, la suspension d'assistance et l'aide pour le développement du Burundi par les principaux donateurs, l'enclavement du pays, etc. Tout cela rend le pays moins compétitifs et décourage les investisseurs étrangers.

C'est pourquoi nous allons procéder avec le troisième chapitre qui nous amène à analyser empiriquement les déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers au Burundi pour une période allant de 1996-2022.

CHAPITRE III : ANALYSE EMPIRIQUE SUR LES DETERMINANTS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AU BURUNDI POUR LA PERIODE DE 1996-2022

Après avoir trouvé les différents facteurs qui peuvent stimuler l'entrée des IDE dans un pays, nous avons pris l'initiative de montrer d'une part la méthodologie de la recherche qu'on utilise pour bien cibler les déterminants qui peuvent stimuler l'attractivité des IDE au Burundi, durant la période allant de 1996 à 2022 ; et d'autre part, on va présenter, interpréter et discuter les résultats économétriques portant sur les déterminants des IDE au Burundi.

Section 1. Méthodologie de la recherche

Pour mieux cerner les principaux déterminants qui peuvent attirer les IDE au Burundi, nous allons d'abord procéder à la description des variables de cette étude et le modèle y relatif avec les caractéristiques des données ; ensuite nous allons effectuer les estimations nécessaires pour le modèle, et enfin, on va présenter les résultats de l'étude.

III.1.1. Description des variables de l'étude

L'ensemble des séries chronologiques de ce travail sont des données annuelles pour la période allant de 1996-2022. Afin de garantir une certaine fiabilité et une homogénéité entre les variables, la plupart des données statistiques qu'on peut dénommer facteurs économiques sont tirées de la base des données « ***World Development Indicators, (WDI)*** » et les autres facteurs surtout institutionnels sont tirées de la base des données appelée « ***Worldwide Governance Indicators, (WGI) »***.

En effet, le choix des variables déterminant l'attractivité des IDE est fait sur base de la revue de la littérature, en se référant principalement aux études empiriques qui traitent la question des déterminants des Investissements Directs Etrangers dans un pays. Cependant, les variables choisies sont présentées comme suit :

- **IDE** : Représente la variable dépendante (endogène ou expliquée) du modèle ; c'est l'Investissement Direct Etranger entrant au Burundi mesuré en % du PIB annuel.
- **PIBHAB** : Représente le taux de croissance du produit intérieur brut par habitant en % annuel
- **LFBCF** : Représente l'investissement domestique dans le pays, elle est mesurée par la formation brute du capital fixe (en % du PIB ; transformé en logarithme)

- **STAPO** : Représente la stabilité politique du pays, captée par la stabilité politique et absence de violence /terrorisme (varie entre -2.5% à 2.5%)
- **CAPH** : Représente le Capital humain ; il est capté par l'indice du capital humain (Barro et Lee, 2014)
- **OUVCO** : Marque le degré d'ouverture commerciale au Burundi ; elle est captée par le rapport de l'ensemble des importations et des exportations, et le PIB
- **INFRA :** Représente les infrastructures dans le pays ; elles sont approximées par le nombre d'abonnés à la ligne téléphonique fixe sur 100 personnes
- **CC :** Représente le contrôle de la corruption au Burundi ; elle est captée par le contrôle de la corruption (varie entre -2.5% à 2.5%)
- **DUMMY :** Représente l'effet des conflits sociopolitiques au Burundi où **1** représente les années qui disposent d'une instabilité politique au Burundi et **0** sinon.

L'introduction du logarithme dans certaines variables retenues, comme le cas dans plusieurs études économétriques, a pour objectif de stabiliser les variables c'est-à-dire supprimer les valeurs exponentielles ; il permet ainsi de rapprocher des valeurs extrêmes afin d'obtenir une distribution des variables moins étendues.

III.1.2. Présentation des données

Comme on a déjà signalé plus haut, les données utilisées dans ce travail proviennent des bases des données de la Banque Mondiale (WDI, WGI,). Elles ont une dimension annuelle et couvrent une période allant de 1996-2022 au Burundi. Le tableau suivant montre des signes attendus pour chaque variable.

Tableau 3 : Présentation des variables explicatives, signes attendus et leurs sources

Les variables ci-dessous sont considérées comme des variables explicatives qui peuvent expliquer la variable dépendante. Ainsi, ces variables proviennent dans des sources différentes et enregistrent des signes attendus différents selon la littérature. Pourtant, la variable PIB par habitant mesure la taille de marché dans le pays, la formation brute du capital fixe montre le niveau d'investissement domestique et la stabilité politique mesure la qualité des institutions au Burundi.

Variable endogène : IDE Signes attendus

Variables exogènes	Notations	Signes	Sources	Références
Taille du marché (mesurée par le PIB par habitant)	PIBHAB	+	WDI	Asiedu (2005), Farida et Lila, (2022)
Capital humain	CAPH	+	Barro et Lee	Quazi (2014) ;Lam'Hammdi (2022)
Stabilité politique	STAPO	+	WGI	Asiedu (2002) ; Jun et Singh (1996)
Formation brute du capital fixe	FBCF	+	WDI	Zumbu et Sumata (2020) ; Bouioyour (2003)
Ouverture commerciale	OUVCO	+	WDI	Kouam et Nafé (2019) ; Moujahid et Khariss (2022)
Infrastructures	INFRA	+	WDI	Asiedu (2005), Hong (2009)
Contrôle de la corruption	CC	+	WGI	Mengistu et Adhikary (2011)

Source : Auteur à partir de la littérature

III.1.3. Présentation du Modèle ARDL

Plusieurs modèles économétriques ont été proposés pour étudier la relation de cointégration à long terme dans le cadre des séries chronologiques, entre autre, nous citons Engle et Granger (1987), Phillips and Hansen (1990), Johansen (1988)…Dans notre cas, nous choisissons le modèle **ARDL (***Autoregressive Distributed Lag Model)* ou (*Modèle Autorégressif à Retard échelonnés*). C'est un modèle développé par Pesaran (1997), Pesaran et Smith (1998), Pesaran et al. (2001).

Notre choix de ce modèle se justifie par les avantages qu'il représente par rapport aux autres modèles ; d'abord, il nous donne la possibilité d'estimer simultanément les paramètres à court terme et à long terme des variables testées; de plus, et à l'opposé des autres modèles, l'approche ARDL n'exige pas que les séries soient intégrées dans le même ordre, c'est-à-dire que cet approche permet d'estimer des variables avec un niveau d'intégration différents soit

I (0) & I (1). En outre, dans le cas de petits échantillons, cette approche est plus efficace et donne des résultats plus significatifs pour déterminer la relation de cointégration (Hamuda, 2013).

Cependant, les Modèles Autorégressifs à Retards échelonnés ou distribués et/ou AutoRegressive Distributed Lag Model, sont des modèles dynamiques. Ils ont la particularité de prendre en compte la dynamique temporelle dans l'explication d'une variable, améliorant ainsi les prévisions et l'efficacité des politiques. Les Modèles autorégressifs à retard échelonnés (ARDL) combinent les caractéristiques de deux modèles (Autorégressifs, AR) et (Retards échelonnés ou Distributed Lag, DL). On trouve, parmi les variables explicatives (X_t), la variable dépendante décalée (Y_{t-p}) et les valeurs passées de la variable indépendante (X_{t-q}). Ils ont la forme générale suivante :

$$Y_t = \alpha + \beta_1 Y_{t-1} + \cdots + \beta_p Y_{t-p} + \gamma_0 X_t + \cdots + \gamma_q X_{t-q} + \mu_t \qquad (1)$$

$$Y_t = \alpha + \sum_{i=1}^{p} \beta_i Y_{t-i} + \sum_{j=0}^{q} \gamma_i X_{t-j} + \mu_t \qquad (2)$$

Avec $\mu_t \sim iid(0, \delta)$, terme d'erreur, « γ_0 » traduit l'effet à court terme de X_t surY_t. Si l'on considère la relation de long terme d'équilibre suivant « $Y_t = K + \theta X_t + \mu_t$ », l'on peut calculer l'effet à long terme de X_t sur Y_t (soit « θ ») avec la régression du modèle ARDL (1,1) comme suit :

$$Y_t = \emptyset Y_{t-1} + \theta_0 X_t + \theta_1 X_{t-1} + \mu_t \qquad (3)$$

Avec $|\emptyset|<1$ pour que le modèle soit dynamiquement stable.

Après la transformation, le modèle ARDL peut se reparamétriser dans le modèle à correction d'erreur comme suit :

$$Y_t = Y_{t-1} - Y_{t-1} + \emptyset Y_{t-1} + \theta_0 X_t + \theta_1 X_{t-1} + \theta_0 X_{t-1} - \theta_0 X_{t-1} + \mu_t \qquad (4)$$

$$Y_t - Y_{t-1} = -Y_{t-1} + \emptyset Y_{t-1} + \theta_0 X_t - \theta_0 X_{t-1} + \theta_1 X_{t-1} + \theta_0 X_{t-1} + \mu_t \qquad (5)$$

$$\Delta Y_t = -(1-\emptyset) Y_{t-1} + (\theta_0 + \theta_1) X_{t-1} + \theta_0 \Delta X_t + \mu_t \qquad (6)$$

$$\Delta Y_t = \alpha Y_{t-1} + \theta X_{t-1} + \varphi \Delta X_t + \mu_t \qquad (7)$$

Où $\alpha = -(1-\emptyset), \theta = (\theta_0 + \theta_1), \varphi = \theta_0$

Notons que le modèle est dynamiquement stable sous l'hypothèse $\alpha < 0$

$$\theta = {\sum b_j}\Big/{1 - \sum a_j} \quad (8)$$

Comme pour tout modèle dynamique, l'on se servira du critère d'information (AIC, SIC et HQ) pour déterminer le décalage optimal (p* ou q*), un décalage optimal est celui dont le modèle estimé offre la valeur minimale d'un des critères énoncés. Ces critères sont celui d'Akaike (AIC), celui de Schwarz (SIC) et celui de Hannan et Quinn (HQ). Leurs valeurs sont calculées comme suit :

$$\text{AIC}(p) = \log\left|\sum\right| + \frac{2}{T}n^2p \quad (9)$$

$$\text{SIC}(p) = \log\left|\sum\right| + \frac{\log T}{T}n^2p \quad (10)$$

$$\text{HQ}(p) = \log\left|\sum\right| + \frac{2\log T}{T}n^2p \quad (11)$$

Avec $\sum$, matrice de variances-covariances des résidus estimés ; T, nombre d'observations; p, décalage ou lag du modèle estimé; et n, nombre des répresseurs.

L'on retiendra d'un modèle ARDL que, faisant de la famille des modèles dynamique, il permet d'estimer les dynamiques de court terme et les effets de long terme pour des séries cointégrées à des ordres différents comme on le verra avec approches de test aux bornes de Pesaran et al. (1996), Pesaran et Shin (1999), Pesaran et al. (2001).

III.1.4. L'approche du test aux bornes ou test de cointégration de Pesaran et al. (2001)

La cointégration entre les séries suppose l'existence d'une ou plusieurs relations d'équilibre à long terme entre elles, lesquelles relations pouvant être combinées avec les dynamiques de CT de ces séries dans un modèle à correction d'erreur qui prend la forme suivante :

$$\Delta Y_t = -(1-\emptyset)\left(Y_{t-1} - \frac{(\theta_0+\theta_1)}{(1-\emptyset)}X_{t-1}\right) + \theta_0\Delta X_t + \mu_t \quad (12)$$

$$\Delta Y_t = \alpha(Y_{t-1} - \beta X_{t-1}) + \theta_0\Delta X_t + \mu_t \quad (13)$$

Où $\beta = \frac{(\theta_{0+}\theta_1)}{(1-\emptyset)}$

Ainsi, avec ARDL (p, q), la restriction du modèle à correction d'erreur peut s'écrire comme suit :

$$\Delta Y_t = \alpha Y_{t-1} + \theta X_{t-1} + \sum_{j=1}^{p-1}\gamma_j\Delta Y_{t-j} + \sum_{j=0}^{q-1}\varphi_j\Delta X_{t-j} + \mu_t \quad (14)$$

Le test de cointégration de Pesaran et al. (2001) suggèrent le test de Fisher avec l'hypothèse nulle de non cointégration suivante :

$$H0 = \alpha = \theta = 0$$

Pour cela, lorsqu'on dispose de plusieurs variables intégrées d'ordre différents {I(0), I(1)}, l'on peut recourir au test de cointégration de Pesaran et al.(2001) appelé « test de cointégration aux bornes » ou « Bounds test to cointegration »développé au départ par Pesaran et Shin (1999), si l'on recourt au test de cointégration de Pesaran pour vérifier l'existence d'une ou plusieurs relations de cointégration entre les variables dans un modèle ARDL, l'on dira que l'on recourt à l'approche « ARDL approach to cointegrating » ou que l'on applique le test de cointégration par les retards échelonnés. Lorsqu'on considère une régression de plusieurs variables, les résultats libres du modèle à correction d'erreur avec ARDL (p, q, r, s, t) peuvent s'écrire d'une manière suivante :

$$\Delta Y_t = \alpha Y_{t-1} + \delta_1 X_{1_{t-1}} + \delta_2 X_{2_{t-1}} + \delta_3 X_{3_{t-1}} + \delta_4 X_{4_{t-1}} + \sum_{j=1}^{p-1} \gamma_j \Delta Y_{t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \varphi_{1_j} \Delta X_{1_{t-j}} + \sum_{j=0}^{r-1} \varphi_2 \Delta X_{2_{t-j}} + \sum_{j=0}^{s-1} \varphi_3 \Delta X_{3_{t-j}} + \sum_{j=0}^{t-1} \varphi_4 \Delta X_{4_{t-j}} + \mu_t \quad (1\ 5)$$

L'hypothèse nulle pour la non cointégration s'écrit comme suit :

$$H0: \alpha = \delta_1 = \delta_2 = \delta_3 = \delta_4 = 0$$

Il y a deux étapes à suivre pour appliquer le test de cointégration de Pesaran, à savoir :

(i) La détermination du décalage optimal avant tout (AIC, SIC) et

(ii) Le retour au test de Fisher pour vérifier les hypothèses pour le cas

$H_0: \varphi_1 = \varphi_2 = \varphi_3 = \varphi_4 = 0$: Absence d'une relation de cointégration

$H_1: \varphi_1 \neq \varphi_2 \neq \varphi_3 \neq \varphi_4 \neq 0$: Existence d'une relation de cointégration

La procédure du test est telle que l'on devra comparer les valeurs de Fisher obtenues aux valeurs critiques (bornes) simulées pour plusieurs cas et différent seuil par Pesaran et al. L'on notera des valeurs critiques que la borne supérieure ($2^{ème}$ ensemble) reprend les valeurs pour lesquelles les variables sont intégrées d'ordre 1 soit I(1) et la borne inférieure (1^{er}ensemble) concernent les variables intégrées à niveau soit I(0). Ainsi,

(i) Si Fisher calculé > borne supérieure : On rejette l'H0, il y a la cointégration

(ii) Si Fisher calculé < borne inférieure : On accepte l'H0, il n'y a pas de cointégration

(iii) Si borne inférieure <Fisher calculé < borne supérieure : pas de réponse

III.1.5. Spécification du modèle

Pour mettre en évidence les différents déterminants qui facilitent l'attractivité des IDE dans un pays, nous nous appuyons sur les spécifications proposées par Saskia (1998) et Okada (2013). Celles-ci consistent à estimer le système d'équation synthétisé de la manière suivante :

$$IDE = f(PIBHAB, CAPH, CC, STAPO, LFBCF, OUVCO, INFRA, DUMMY) \qquad (16)$$

L'écriture de cette équation selon le modèle ARDL est sous la forme suivante :

$$\Delta IDE_t = c + \alpha_1 IDE_{t-1} + \alpha_2 PIBHAB_{t-1} + \alpha_3 CAPH_{t-1} + \alpha_4 CC_{t-1} + \alpha_5 STAPO_{t-1} + \alpha_6 LFBCF_{t-1} + \alpha_7 OUVCO_{t-1} + \alpha_8 INFRA_{t-1} + \alpha_9 DUMMY_{t-1} + \sum_{i=1}^{p} \beta_{1i}\, \Delta IDE_{t-1} + \sum_{i=0}^{q^1} \beta_{2i} \Delta\, PIBHAB_{t-1} + \sum_{i=0}^{q^2} \beta_{3i} \Delta\, CAPH_{t-1} + \sum_{i=0}^{q^3} \beta_{4i} \Delta\, CC_{t-1} + \sum_{i=0}^{q^4} \beta_{5i} \Delta\, STAPO_{t-1} + \sum_{i=0}^{q^5} \beta_{6i} \Delta\, LFBCF_{t-1} + \sum_{i=0}^{q^6} \beta_{7i} \Delta\, OUVCO_{t-1} \sum_{i=0}^{q^7} \beta_{8i} \Delta\, INFRA_{t-1} + \sum_{i=0}^{q^8} \beta_{9i} \Delta\, DUMMY_{t-1} + \mu_t \qquad (17)$$

Avec : c = la constante Δ= la première différence μ_t= le terme d'erreur

$p, q^1, q^2, q^3, q^4, q^5, q^6 =$ Nombre de retard maximal pour chaque variable de l'étude

$\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4, \alpha_5, \alpha_6, \alpha_7$ sont des transformations qui nous donne la relation de long terme

$\beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5, \beta_6, \beta_7$ Sont des paramètres de relation de court terme (à correction d'erreur).

Section 2. Présentation des résultats économétriques

Avant d'estimer le modèle en utilisant l'approche ARDL, il est nécessaire d'effectuer le test de racine unitaire afin d'étudier la stationnarité des variables et leurs degrés d'intégration.

III.2.1. Test de racine Unitaire (Stationnarité des variables) :

Pour tester la stationnarité d'une série chronologique, il existe plusieurs tests de racine unitaire (DF, ADF, PP, KPSS, …) parmi ces tests, on adopte celui d'ADF (Augmented Dickey and Fuller, 1979), de PP (Phillips & Perron, 1988) qui sont les plus utilisés dans la littérature et celui de Zivot_Andrews (1992) pour tester les ruptures de structures des différentes variables.

Tableau 4 : Résultats du test de stationnarité des variables en niveau au seuil de 5%

	ADF			PP			ZA		
Variables	Stat τ*	VC à 5%	Station naire	Stat τ*	VC à 5%	Station naire	Stat τ*	VC à 5%	Station naire
IDE C&T	-3.179	-3.595	NON	-3.179	-3.595	NON	-4.147	-4.200	OUI
PIBHA C&T	-6.295	-3.595	OUI	-6.295	-3.595	OUI	-7.803	-4.122	OUI
CAPH C	-1.061	-3.595	NON	-1.061	-3.595	NON	-1.558	-3.471	NON
LFBCF C&T	-2.227	-3.612	NON	-2.055	-3,595	NON	-1.944	-3.760	NON
INFRA C&T	-1.965	-3.595	NON	-1.900	-3.590	NON	-5.347	-4.240	OUI
STAPO C	-2.340	-2.981	NON	-2.319	-2.981	NON	-3.475	-3.731	NON
CC C&T	-1.379	-3.632	NON	-2.964	-3.595	NON	-2.329	-3.685	NON

Source : Auteur à partir du logiciel Eviews 12 et Eviews 9

Stat τ*= valeur calculée

VC = valeur critique

Les résultats que nous venons de trouver montrent que seule la variable PIBHAB est stationnaire en niveau au seuil de 5% car sa valeur calculée est inférieure à la valeur critique ; ce qui nous amène d'accepter l'hypothèse nulle ; donc, il y a l'absence de racine unitaire. Par contre, les autres variables ne sont pas stationnaires en niveau parce que la valeur calculée est supérieure à la valeur critique, ce qui veut dire qu'il y a la présence de racine unitaire. Cela nous conduit d'entamer la différentiation de ces variables pour qu'elles deviennent stationnaires.

Tableau 5 : Résultats du test de stationnarité en première différence au seuil de 5%

	ADF			PP			ZA		
Variables	Stat τ*	VC (5%)	Station-naire	Stat τ*	VC (5%)	Statio nnaire	Stat τ*	VC (5%)	Station-naire
IDE C&T	-5.813	-3,603	OUI	-6.098	-3,603	OUI	-13.296	-3.625	OUI
CAPH C	-4.471	-3.622	OUI	-16.411	-3.603	OUI	-5.594	-3.475	OUI
LFBCF C&T	-2.599	-3.622	OUI	-4.728	-3,644	OUI	-5.017	-4.240	OUI
INFRA C&T	-4.550	-3.603	OUI	-4.568	-3.603	OUI	-5.542	-4.240	OUI
STAPO C	-6.017	-2.986	OUI	-7.181	-2.986	OUI	-6.154	-3.741	OUI
CC C&T	-5.173	-3.632	OUI	-7.099	-3.603	OUI	-4.833	-3.721	OUI

Source : Auteur à partir du test de stationnarité avec le logiciel Eviews 12 et Eviews 9

A partir des résultats du tableau 5, le test de stationnarité de Dickey- Fuller Augmenté, de Phillips et Perron et de Zivot et Andrews (1992) montrent que toutes les variables présentent des valeurs calculées inférieures aux valeurs critiques ; ce qui prouve qu'il faut accepter l'hypothèse de stationnarité en première différence.

III.2.2. Estimation et validation statistique du modèle ARDL

L'objectif de ce test est de voir en premier le degré de validation du modèle ARDL à travers le coefficient de détermination. Ainsi, après avoir fait cette validation, nous procédons à l'estimation du modèle ARDL avec le modèle parcimonieux en vue de voir les effets de ce modèle. Les résultats de l'estimation sont résumés dans les tableaux suivants :

Tableau 6 : Résultats de l'estimation du modèle ARDL (1,0,0,0,0,0,0,1,0)

Variable endogène: IDE

Variables exogènes	Coefficient	Std.Error	t-Statistic	Prob
IDE(-1)	0.085	0.237	0.358	0.724
PIBHAB	0.038*	0.114	0.335	0.074
CAPH	1.643**	0.696	2.357	0.032
CC	1.766	2.033	0.868	0.398
STAPO	0.420*	0.839	0.501	0.062
LFBCF	0.448	0.735	-0.610	0.550
OUVCO	0.002	0.009	0.243	0.810
INFRA	5.209	6.759	0.770	0.452
INFRA(-1)	-16.805**	6.435	-2.611	0.019
DUMMY	-1.653*	0.830	-1.990	0.065
C	6.560*	3.481	1.884	0.079

$(R^2 = 0.83);\ R^2 ajusté = 0.66; F - Statistic = 6.74; Prob = 0.001; DW = 3.534$

Source: Auteur à partir des résultats de régression avec le logiciel Eviews 9

Au niveau de la significativité globale du modèle, le coefficient de détermination R^2 montre qu'il y a la bonne qualité d'ajustement linéaire. Pour cela, les déterminants de l'attractivité des IDE au Burundi utilisés dans le modèle expliquent à 89% l'entrée des IDE au Burundi.

De même, le coefficient de détermination ajusté $R^2\ ajusté$ de 66% de la variance des IDE demeure expliqué par les variables explicatives. On conclut que les niveaux élevés de R^2 et de $R^2 ajusté$ montrent que le modèle est statistiquement significatif et qu'il est bien ajusté aux données des investissements directs étrangers.

III.2.3. Test de relation de cointégration entre les variables (Bound Test)

Dans le souci d'analyser la relation de long terme et les interactions dynamiques de court terme des variables d'intérêt que sont les investissements directs étrangers, le produit intérieur brut par habitant, le capital humain, le contrôle de la corruption, la stabilité politique, les infrastructures, l'ouverture commerciale et la formation brute du capital fixe ; nous appliquons le modèle ARDL tel que présenté par Pesaran et al (2001) en effectuant le Bound Test.

Tableau 7 : Résultats du Bound Test

	Signif.	***I (0)***	***I (1)***
	10%	1.85	2.85
F-Statistic: 10.19	5%	2.11	3.15
	2.5%	2.33	3.42
	1%	2.62	3.77

Source: Auteur à partir du logiciel Eviews 9

Il ressort de ce tableau que la valeur calculée de Fisher (**F=10.19)** dépasse les bornes supérieures **I (1)** des valeurs critiques (au seuil de 5%) et par conséquent, on rejette l'hypothèse nulle **(H0)** et on accepte hypothèse alternative **(H1),** cela veut dire qu'il y a une relation de long terme entre les variables.

III.2.4. Estimation de relation de long terme

Le tableau ci-dessous va présenter les estimations de relation des variables à long terme.

Tableau 8 : Les coefficients de long terme

Variable dépendante : IDE

Modèle : ARDL (1,1,1,1,1,1,1,1,1)

Long Run Coefficients

Variables	Coefficient	t-Statistic	Prob.
PIBHAB	0.041**	0.340	0.032
CAPH	1.796**	2.468	0.026
CC	1.931***	0.982	0.001
STAPO	0.460	0.511	0.616
LFBCF	0.490***	0.573	0.004
OUVCO	0.002	0.241	0.812
INFRA	-12.677**	-2.427	0.028
DUMMY	-1.808*	-1.902	0.076
C	7.172**	2.337	0.033

Source : Etablie par l'auteur à partir du logiciel Eviews 9

* : significativité au seuil de 10%

** : significativité au seuil de 5%

*** : significative au seuil de 1%

Selon les résultats de l'estimation de long terme, les investissements directs étrangers sont affectés positivement par presque toutes les variables sauf la variable muette et les infrastructures influencent négativement les IDE entrants au Burundi.

En effet, une influence positive du taux de croissance du PIB par habitant à long terme montre qu'une augmentation de 1% du taux de croissance du PIBHAB entraînera une augmentation de 0.041 point de % des IDE entrants au Burundi, ceteris paribus. Ainsi, le capital humain a une influence positive et significative au seuil de 5%. Cela indique que si l'indice du capital humain au Burundi augmente d'une unité, les investissements directs étrangers augmenteront de 1.796%, ceteris paribus. Mêmement, le contrôle de la corruption présente une influence positive et significative à long terme. Cela nous amène à conclure que lorsque le gouvernement maîtrise le contrôle de la corruption au Burundi, une augmentation d'un indice du contrôle de la corruption entraînera une hausse de 1.931% des IDE entrants au Burundi, ceteris paribus.

De plus, lorsque la formation brute du capital fixe (soit l'investissement domestique) augmente de 1%, l'attractivité des IDE au Burundi augmentera de 0.490%, ceterris paribus.

Par contre, une influence négative et significative de la variable dummy stipule que lorsque les conflits sociopolitiques au Burundi augmentent d'une unité, les investissements directs étrangers diminueront de 1.808 %, ceteris paribus.

III.2.5. Estimation du modèle à correction d'erreur et dynamique de court terme

Tableau 9 : Modèle de court terme à correction d'erreur

Variable dépendante : IDE

Modèle : ARDL (1,1,1,1,1,1,1,1,1)

ECM Regression

Variables	Coefficient	t-Statistic	Prob.
Δ(PIBHAB)	0.019***	0.326	0.001
Δ(CAPH)	0.744**	0.841	0.013
Δ(CC)	1.831	0.845	0.411
Δ(STAPO)	1.043**	1.956	0.046
Δ(LFBCF)	0.376 ***	0.601	0.006
Δ(OUVCO)	-0.046	-0.079	0.937
Δ(INFRA)	6.688***	1.218	0.002
Δ(DUMMY)	-0.688 ***	-0.854	0.006
CointEq(-1)*	-0.977***	-5.221	0.000

CointEq=IDE-(0.041*PIBHAB+1.179*CAPH+1.931*CC+0.460*STAPO+0.490*LFBCF +0.002*OUVCO -12.677*INFRA-1.808*DUMMY+7.172)

Source : Etablie par l'auteur à partir du logiciel Eviews 9

*** : significative au seuil de 1%

** : significative au seuil de 5%

* : significative au seuil de 10%

D'après les résultats du tableau (8), nous constatons que le coefficient d'ajustement ou bien de correction d'erreur **(CointEq(-1))** est statistiquement significatif avec une probabilité (**Prob=0.000**) et un signe négatif, soit **(-0.97)** et compris entre zéro et une valeur absolue **(0.97),** ce qui confirme l'existence d'une relation de cointégration de long terme entre les variables. La valeur du coefficient **(-0.97**) illustre la vitesse du retour à l'équilibre c'est-à-dire à la relation de long terme après une déviation à court terme, ainsi, on peut dire que lorsque l'IDE à court terme s'éloigne de sa valeur d'équilibre de long terme dans la période **(t-1), 97%** de ce déséquilibre est corrigé dans la période **(t)** jusqu'à ce qu'il atteigne l'équilibre de long terme.

Les résultats du tableau 8 montrent que le taux de croissance du PIB par habitant influence positivement l'attractivité des IDE au Burundi à court terme. Cela démontre que si le taux de croissance du PIB par habitant augmente d'un point de pourcentage, les investissements directs étrangers augmentent de 0.001 point de pourcentage, ceteris paribus. Concernant la variable du capital humain, une influence positive du capital humain stipule qu'une augmentation d'une unité d'indice du capital humain au Burundi engendre une hausse attractivité des investissements directs étrangers de 0.744 %, ceteris paribus.

Ainsi, la stabilité politique au Burundi montre une influence positive et significative à court terme. Cela stipule que lorsque le pays augmente d'une unité d'indice de stabilité politique, les investissements directs étrangers au Burundi augmentent de 1.043 %, ceteris paribus. De plus, la formation brute du capital fixe influence positivement les investissements directs étrangers entrants au Burundi. Cela explique qu'un accroissement de 1% de la formation brute du capital fixe entraine une augmentation de 0.376% des investissements directs étrangers à court terme. Et, le développement des infrastructures au Burundi dégage une influence positive et significative à court terme. Cela implique qu'une augmentation d'une personne abonnée à la téléphonie mobile engendre une augmentation de 6.688 % des IDE entrants au Burundi à court terme, toutes choses restant égales par ailleurs.

En revanche, la variable dummy a une influence négative et significative à court terme. Cela implique que si les conflits sociaux politiques augmentent d'un point, les investissements directs étrangers diminuent de 0.688 %, ceteris paribus.

Section 3. Diagnostic du modèle

Afin de vérifier la validité du modèle, il est nécessaire d'effectuer un certain nombre de tests.

III.3.1. Test d'autocorrélation de LYJUNG-BOX

Tableau 10 : Corrélogramme des résidus

Date: 08/28/24 Time: 18:09
Sample: 1996 2022
Included observations: 26

Autocorrelation	Partial Correlation		AC	PAC	Q-Stat	Prob*
		1	-0.127	-0.127	0.4710	0.493
		2	-0.097	-0.115	0.7539	0.686
		3	-0.029	-0.059	0.7806	0.854
		4	0.198	0.181	2.0824	0.721
		5	-0.071	-0.029	2.2592	0.812
		6	-0.118	-0.101	2.7650	0.838
		7	-0.155	-0.196	3.6841	0.815
		8	0.081	-0.028	3.9476	0.862
		9	-0.038	-0.050	4.0095	0.911
		10	-0.033	-0.008	4.0589	0.945
		11	-0.054	-0.022	4.2002	0.964
		12	0.009	-0.060	4.2042	0.979

Source : Etablie par l'auteur à partir du logiciel Eviews 9

D'après les résultats du tableau 11 qui présente les résultats d'autocorrélation et d'autocorrélation partielles des résidus jusqu'au 12 retards (nombres de retard par défaut), nous constatons qu'il y a l'absence d'autocorrélation des résidus car la probabilité de la **Q-Stat** est fortement supérieure au seuil de 5% et par conséquent, on accepte l'hypothèse nulle.

III.3.2. Tests de diagnostic des résidus

Afin d'évaluer les résultats du modèle ARDL, les tests sur les résidus s'effectuent. Le test de normalité des résidus se fait pour juger que si les résidus suivent une loi normale. De même, le test d'hétéroscédaticité est important pour s'assurer si les résidus constituent un bruit blanc. Ainsi, nous utilisons le test de multiplicateur de Lagrange (LM) pour tester l'autocorrélation des résidus. Les résultats de ces tests sont les suivants :

Tableau 11 : Résultats des tests de diagnostic des résidus

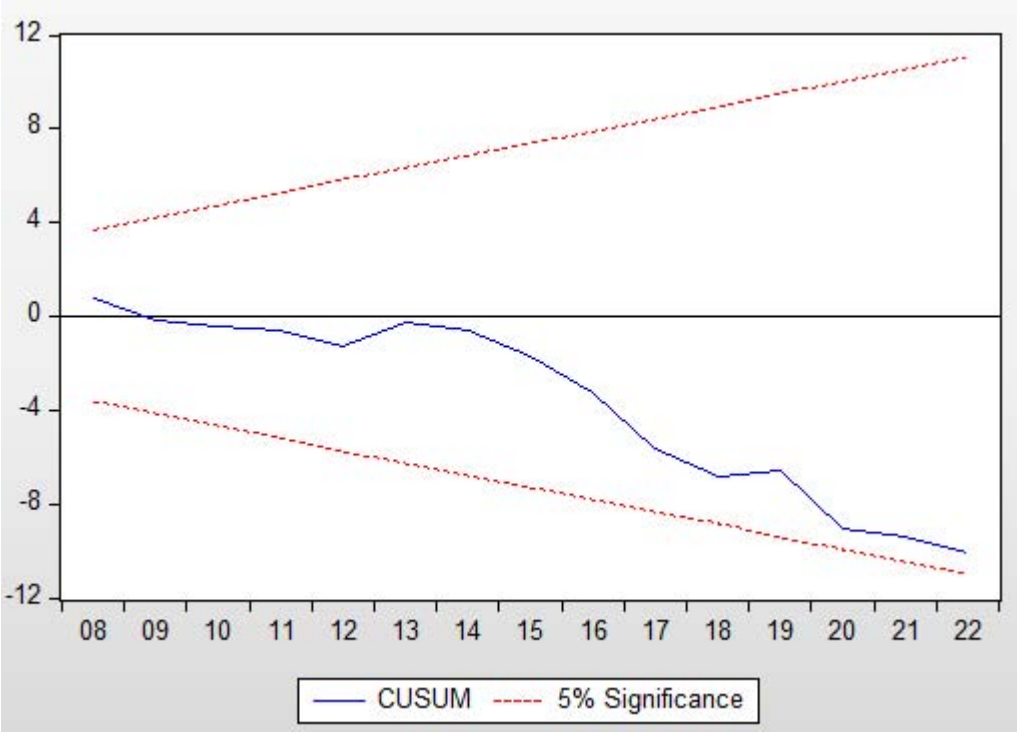
Statistique du test	P-Value
Test d'hétéroscédasticité	
1.784	**0.150**
Test de Normalité	
0.832	**0.353**
Test d'autocorrélation des erreurs	
2.621	**0.366**

Source: Etablie par l'auteur à partir du logiciel Eviews 9

Les résultats du test permettent de conclure que les erreurs sont homoscédastiques et normalement distribuées car leurs probabilités sont supérieures à 5%. De même, il y a l'absence d'autocorrélation et rejet de l'hypothèse d'omission des variables.

III.3.3. Test de stabilité du coefficient du modèle

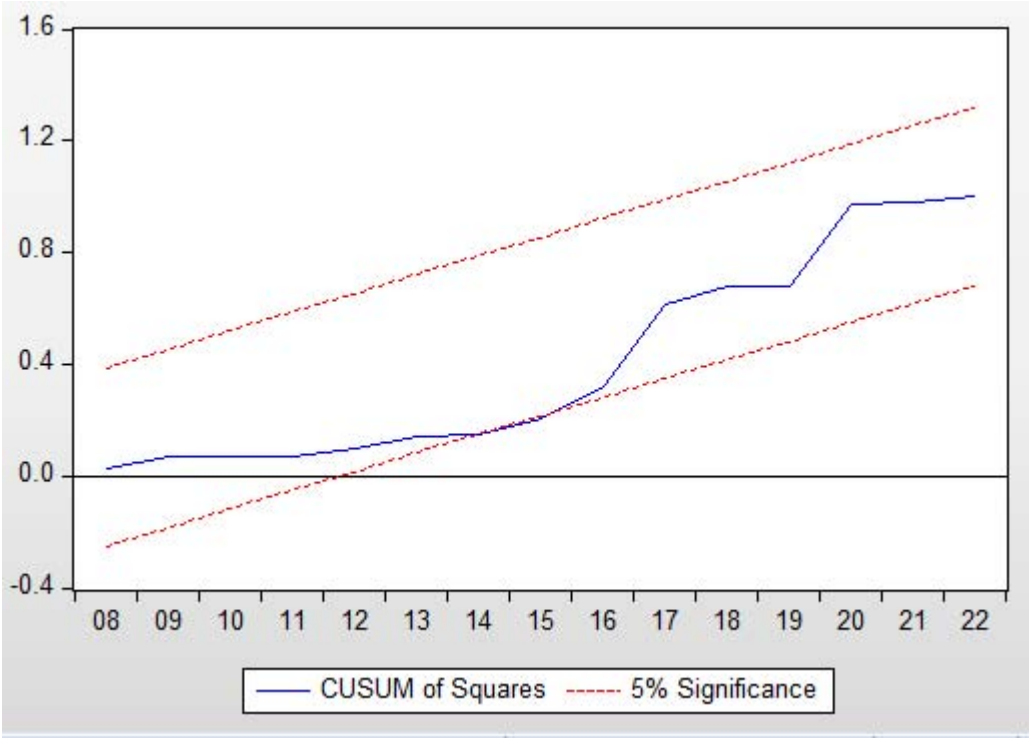
Tableau 12 : CUSUM TEST



Source : Etablie par l'auteur à partir des résultats du logiciel Eviews 12

Nous constatons que la courbe de CUSUM test se situe dans la zone critique entre les deux droites représentant les bornes de l'intervalle de confiance ; c'est pourquoi on accepte l'hypothèse de stabilité du modèle.

Tableau 13 : CUSUM OF SQUARES



Source : Auteur à partir des résultats du logiciel Eviews 9

Le constant est que la courbe de CUSUM of Squares se situe à l'intérieur de l'intervalle de confiance ; dans ce cas, il est bel et bien de confirmer l'hypothèse de stabilité du modèle.

Section 4. Discussions et interprétations des résultats

Après avoir dégagé les résultats de l'estimation de court et de long terme, il est donc utile de mettre une discussion de ces résultats avec ceux des autres chercheurs pour se rassurer que nos résultats deviennent valables. En effet, en premier lieu, la discussion se concentre sur les résultats de court terme avec des explications pour le cas de notre pays le Burundi et en second lieu, la discussion se focalise sur les résultats de long terme pour analyser les déterminants qui peuvent influencer les IDE entrants au Burundi à long terme.

III.4.1. Discussion des résultats de court terme

Les résultats de court terme confirment que le modèle à correction d'erreur est valide avec une force de rappel négative (-0.977) associée à une probabilité inférieure à 5%.

Cela indique que le déséquilibre de court terme sera compensé à 97.7% à long terme. Ce qui conduit à confirmer que la relation de long terme est stable. Ce résultat répond correctement aux attentes à priori ; ce qui corrobore avec les résultats trouvés par les autres chercheurs tels que (Zumbu & Sumata, 2020) ; (Lam'Hammdi & Makhtari, 2018) ; (Kouam et Nafé, 2019); (Moujahid & Khariss, 2021), etc.

Partant d'une analyse individuelle des résultats trouvés, nous constatons ce qui suit :

Les facteurs économiques tels que le PIB par habitant, le capital humain, la formation brute du capital fixe et les infrastructures influencent positivement l'attractivité des IDE au Burundi ; tandis que pour les facteurs institutionnels, seule la stabilité politique est significative à court terme.

En effet, la taille du marché mesurée par le PIB par habitant, exerce un effet positif et significatif sur les investissements directs entrants au Burundi à court terme. Cela veut dire que cette variable encourage l'entrée des IDE au Burundi. Ce résultat est compatible avec une large part de la littérature théorique et empirique qui soutient que la taille du marché est un déterminant important de l'attractivité des IDE (Chakrabarti, (2001), Asiedu (2005), Bouoiyour (2007), Quant à la variable concernant l'investissement domestique (mesurée par la formation brute du capital fixe), les résultats montrent que cette variable a une influence positive et significative à court terme. Ce qui nous amène à confirmer que la formation brute du capital fixe est parmi les déterminants qui attirent les investisseurs étrangers au Burundi car les investisseurs étrangers privilégient les pays dans lesquels l'investissement domestique est élevé. La réussite des investisseurs locaux explique ceux des étrangers. Cela est conforme à nos attentes et aux résultats de différents auteurs (Moujhahid et Khariss, 2021) ; (Zumbu et Sumata, 2020) ; (Bouioyour, 2003).

Ainsi, la variable du capital humain présente une influence positive et significative à court terme. Ce qui signifie qu'il est un facteur important qui favorise l'entrée des IDE au Burundi. Ce résultat répond aux attentes et conforme avec beaucoup de travaux empiriques qui stipulent que le capital humain est un déterminant clé pour l'attractivité des IDE (Moujahid et Al., 2021) ; (Nunnenkamp, 2002) ; (Blomstrom, & Kokko, 2003); (Asiedu, 2005 & 2006) ; (Cleeve, 2008) ; (Bouoiyour, 2007); (Lam'hammdi & Makhtari, 2018).

Concernant les facteurs institutionnels qui mesurent la qualité des institutions au Burundi, seule la stabilité politique influence positivement et significativement l'attractivité des IDE à court terme au Burundi.

Cela nous amène à conclure que la stabilité politique est compte tenue des déterminants des IDE au Burundi à court terme. Cela corrobore aux résultats de plusieurs auteurs tels que (Farouk, 2016), (Zumbu et Sumata, 2020), (Moujahid & Khariss, 2021) qui soulignent que pour évaluer la rentabilité des projets d'investissements privés dans un pays d'accueil, les investisseurs se préoccupent essentiellement de la stabilité politique.

Par contre, la variable dummy qui montre l'impact de la guerre sur l'attractivité des IDE au Burundi, les résultats montrent que cette variable présente des effets négatifs à court terme. Ce résultat est conforme aux attentes parce que le Burundi connait des guerres répétitives et des tensions politiques récurrentes depuis les années 90, ce qui rend l'avenir du climat des affaires favorables incertain et présente des risques importants. Face à ces incertitudes et turbulences, les investisseurs étrangers deviennent de plus en plus réticents à placer leurs capitaux dans le circuit économique d'un pays instable. Ce qui rejoint les résultats de Jun et Singh, (1996), Asiedu, (2002) et (Miami, Mumbere, Kasereke, & Kambare, 2024).

Concernant la variable infrastructure, le résultat s'avère paradoxale ; il est positif et significatif à court terme, mais présente des résultats négatifs et significatifs à long terme pour l'attractivité des IDE au Burundi. Cette variable semble plus pertinente pour l'attractivité des IDE partout dans le monde puisque plusieurs auteurs ont constaté qu'un niveau important des infrastructures est un facteur qui joue en faveur d'attractivité des IDE (Cheng et Kwan, (2000), Morisset (2000), Kumar, (2006) ; Asiedu, (2005) et Hong, (2009)). Par conséquent, les résultats que nous venons de trouver semblent étonnants au Burundi.

L'influence positive et significative à court terme des infrastructures sur l'attractivité des IDE au Burundi montre que l'abonnement à la téléphonie mobile joue un rôle crucial. A court terme, un taux élevé d'abonnement à la téléphonie mobile peut être perçu positivement par les investisseurs étrangers, cela indique qu'il y a un certain niveau de connectivité et d'infrastructures technologiques plus avancés dans le pays, facilitant ainsi la communication et opérations commerciales que ce soient nationales ou internationales. Ce qui nous amène à conclure qu'une augmentation d'une unité dans le développement des infrastructures engendre une augmentation de 6.688% des investissements directs étrangers entrants au Burundi, ceteris paribus.

Pourtant, à long terme, les infrastructures influencent négativement et significativement l'attractivité des investissements directs étrangers. Ce résultat s'affronte à celui trouvé par (Ed-dib et Aichi, 2021) qui ont trouvé qu'il existe une corrélation négative entre la ligne téléphonique et les entrées d'IDE dans les pays africains.

III.4.2. Discussion des résultats de l'estimation de long terme

Les résultats de long terme montrent que parmi les facteurs économiques et institutionnels, il y a ceux qui déterminent l'attraction des investissements directs étrangers au Burundi. Parmi les facteurs économiques, les variables telles que le taux de croissance du PIB par habitant, le capital humain, l'investissement domestique mesuré par la formation brute du capital fixe sont statistiquement significatives à long terme. Et, compte tenu des facteurs institutionnels, le contrôle de la corruption exerce une influence positive et significative. Concernant la variable dummy, il montre toujours un effet négatif et significatif à long terme. Ce qui répond à nos attentes.

Partant d'une analyse individuelle, la taille de marché mesurée par le taux de croissance du PIB par habitant exerce un effet positif et significatif à long terme au seuil de 1%. Ce résultat accompagne à nos attentes. Il corrobore aux résultats trouvés par (Tirhboula et al., 2017) ; (Vo, 2018) et (Bouioyour, 2003). En effet, le capital humain présente une influence positive et significative au seuil de 5%. Ce résultat est conforme aux attentes et corrobore aux travaux de (Root et Ahmed, 1979) ; (Noorbaksh et al., 2001) ; (Asiedu, 2002) ; (Quazi, 2014) ; (Azeroual et Cherkaoui, 2015) ; (Tirhboula et al.2017) qui considèrent que le capital humain est un puissant déterminant pour l'attraction des IDE dans les pays en développement ; ainsi, force de constater que depuis ces dernières années, la (CNUCED, 2021) dans son rapport sur la technologie et l'innovation enregistre le Burundi avec des meilleures scores dans les TIC, les compétences et la finance. Ceci montre que la performance du Burundi en matière de capital humain et recherche est meilleure et reflète les réformes du gouvernement dans le secteur de l'éducation, ce qui pourrait améliorer l'attraction des IDE au Burundi à long terme.

Ainsi, concernant la formation brute du capital fixe, cette variable est statistiquement significative à long terme. Cela confirme que l'investissement domestique est un facteur déterminant de l'attraction des IDE au Burundi à long terme. Cette significativité est due au processus de privatisation et de libéralisation de certaines entreprises depuis les années afin d'attirer les investisseurs étrangers au Burundi.

Cette politique rassure les investisseurs étrangers car ceux-ci sont susceptibles d'investir dans le pays où l'investissement intérieur est élevé (Lautier et Moreau, 2010) ; (Ndikumana et Verick, 2008).

Pour la variable du contrôle de la corruption, on le considère comme une autre variable qui mesure la qualité des institutions. Celle-ci exerce une influence positive et significative à long terme au Burundi. Le résultat obtenu pour cette variable est attendu et la littérature stipule que le pays où la corruption est très élevée chasse les IDE, les mauvaises institutions entravent les IDE et peuvent agir comme une taxe, en augmentant le coût des IDE (Buchanan et al., 2012). Les investisseurs ne sont pas disposés à investir dans le pays où les institutions encouragent la corruption car ce facteur augmente le coût des affaires (Mengistu et Adhikary, 2011). Pour cela, dans un pays où il y a le contrôle de la corruption, les IDE entrants sont garantis. Contrairement à la variable dummy, elle exerce un effet négatif même à long terme, ce qui est conforme aux attentes car les investisseurs étrangers ne sont pas intéressés d'investir dans un pays instable.

Conclusion du troisième chapitre

Ce chapitre est focalisé notamment sur la méthodologie d'une analyse des résultats avec des tests nécessaires pour atteindre les résultats fiables ; ainsi, nous avons mené une analyse empirique portant sur les déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers au Burundi. Les résultats montrent que la majorité des variables utilisées ont une influence positive et significative que ce soit à court terme et à long terme. Cependant, les estimations du modèle ont été faites à l'aide du modèle ARDL de Pesaran et al. (2001). Les résultats trouvés présentent une stabilité du modèle avec une absence d'autocorrélation des résidus. Pourtant, les résultats montrent qu'à court terme, les variables telles que taux de croissance du PIB par habitant, FBCF, capital humain, stabilité politique et infrastructures ont une influence positive sur l'attractivité des IDE au Burundi. Néanmoins, la variable dummy influence négativement l'attractivité des IDE au Burundi à court terme.

A long terme, les variables comme taux de croissance du PIB par habitant, capital humain, contrôle de la corruption, FBCF sont statistiquement significatives, et, la stabilité politique et l'ouverture commerciale influencent positivement l'entrée des IDE au Burundi mais pas significative. Néanmoins, la variable dummy influence négativement et significativement l'attractivité des IDE au Burundi.

CONCLUSION GENERALE, RECOMMANDATIONS ET LIMITES DE LA RECHERCHE

Conclusion générale

A partir du début de ce travail, l'objectif général était d'analyser les déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers au Burundi. A cet égard, nous avons gardé une cohérence entre les résultats théoriques et empiriques, l'analyse des déterminants des IDE au Burundi a été faite.

Nonobstant, ce travail est articulé en trois chapitres. Le premier chapitre montre une nuance relative entre la revue de la littérature théorique et empirique des différents auteurs ainsi que leurs travaux de recherche. En effet, de nombreux travaux soulignent qu'il existe une relation significative entre les investissements directs étrangers et ses déterminants.

Le deuxième chapitre est concentré sur la présentation de quelques faits stylisés d'investissements directs étrangers et ses déterminants potentiels au Burundi. Le constant est que l'évolution remarquable des IDE au Burundi se manifeste en 2013 où le gouvernement burundais a pris une initiative de signer un contrat avec les sociétés d'extraction minière sis à Musongati. Pourtant, à cause des guerres répétitives qui se manifestent depuis les deux dernières décennies, les IDE connaissent une chute terrible en 2015 suite d'une crise socio-politique qui marque le Burundi. Ainsi, durant la période d'étude, nous avons constaté que le mauvais climat d'affaires basé sur les infrastructures de base freine l'entrée des investissements directs étrangers au Burundi. De plus, après avoir fait une analyse comparative en moyenne des IDE dans la communauté de l'Afrique de l'Est, le constant est que le Burundi occupe une dernière position à cause d'une faible résistance aux chocs économiques et aux guerres répétitives qui frappent le pays.

Enfin, le troisième chapitre concerne l'analyse empirique des déterminants de l'attractivité des IDE au Burundi. Pour cela, l'analyse est faite à l'aide du modèle ARDL. Avant d'entamer les estimations du modèle, nous avons d'abord testé la stationnarité des variables avec le test de stationnarité d'Augmented Dickey Fuller, de Phillips Perron et celui de Zivot et Andrews (1992) pour voir si les variables sont intégrées de même ordre ou d'ordre différent. Le constant est que, les variables sont intégrées d'ordre différent.

Les unes sont stationnaires en niveau et les autres sont intégrées en première différence. Pour cela, les estimations de ce modèle nous amènent à faire les estimations de court terme (MCE) et de long terme (MCO) afin de voir l'impact des variables explicatives sur la variable expliquée pour bien déterminer les variables attractives des IDE entrants au Burundi. Cependant, les variables déterminant l'attractivité des IDE au Burundi à court terme sont le taux de croissance du PIB par habitant, la formation brute du capital fixe, le capital humain, la stabilité politique et les infrastructures. Celles-ci présentent une influence positive et significative à CT. A long terme, les mêmes variables présentent des effets positifs et significatifs sauf la stabilité politique, mais aussi s'y ajoute la variable du contrôle de la corruption qui est aussi un facteur déterminant les IDE au Burundi à long terme. Ainsi, la variable dummy qui montre les effets des conflits sociopolitiques sur les investissements directs étrangers entrants au Burundi a un effet négatif et significatif à court terme et à long terme.

Partant de ces résultats, il nous permet de conclure la première hypothèse qui stipule que « la taille du marché a une influence positive sur l'attractivité des investissements directs étrangers au Burundi ». Cette hypothèse est confirmée. En second lieu, la deuxième hypothèse est confirmée selon laquelle « le capital humain exerce un effet positif sur les investissements directs étrangers entrants au Burundi ». Ainsi, la troisième hypothèse est vérifiée selon laquelle « la stabilité politique influence positivement l'entrée des investissements directs étrangers au Burundi ». Cette hypothèse est confirmée à court terme et infirmée à long terme selon les résultats. Enfin, la quatrième hypothèse est vérifiée selon laquelle « le contrôle de la corruption a une influence positive sur les investissements directs étrangers entrants au Burundi ». Cette hypothèse est infirmée à court terme et confirmée à long terme.

Recommandations

En se basant sur des résultats obtenus, il est donc utile de faire des recommandations pour garder l'optique que le Burundi soit un pays attractif envers les investissements directs étrangers. Cependant, pour qu'un pays soit attractif pour les IDE, il est essentiel de mettre en place d'un environnement propice aux affaires qui encourage les investisseurs étrangers à placer leur capital dans le pays. Ainsi, nous recommandons ce qui suit :

i) Assurer la stabilité politique durable et renforcer la sécurité dans le pays pour attirer les investisseurs au Burundi ;
ii) Réduire la bureaucratie excessive, simplifier les procédures administratives, en maintenant un environnement réglementaire plus transparent et favorable aux affaires pour encourager les investisseurs de s'implanter au Burundi ;
iii) Développer les infrastructures de qualité telles que des routes, des ports, des réseaux électriques et de télécommunications fiables afin de réduire les coûts de transactions des entreprises et faciliter la connectivité avec les filiales étrangères ;
iv) Investir dans l'éducation et la formation professionnelle pour développer une main-d'œuvre qualifiée et adaptée aux besoins du marché ;
v) Améliorer la transparence, la lutte contre la corruption et la protection des droits de propriété intellectuelle ;
vi) Faciliter l'accès au financement pour les investisseurs locaux et étrangers.

Limites

Notre travail se réalise en toute plénitude mais les limites dans l'accomplissement de ce travail qui pourraient constitué des pièges pour les recherches suivantes dans l'approfondissement de cette étude ne peuvent pas manquer. Notamment, on peut citer :

i) N'avoir pas utilisé les variables qu'on a préférées dans la littérature suite à l'indisponibilité des données ;
ii) N'avoir pas pris en compte de la distinction des pays anglophones et pays francophones lors de la recherche des théories expliquant l'attractivité des IDE
iii) Manque de théories fiables décrivant la situation d'état des lieux des IDE et ses déterminants au Burundi suite à l'indisponibilité des données.

De toutes ces limites évoquées, nous attendons innocemment toutes les remarques pour l'importance et l'enrichissement de notre travail pour les études ultérieures.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Africa's Pulse. (2014). An analysis of issues shaping Africa's economic future. (e. ligne, Éd.) *10*, 20.

Alexandre, M., & Nguyen, H.-T. T. (2012). Les déterminants des Investissements Directs etrangers d'esxportation-plateforme. *Revue économique, 63*(1).

Andrew , M. (2015). *Rapport de la commission économique des Nations Unies de l'Afrique de l'Est(CAE).*

Dunning, J. (1977). *Trade, Location of Economic Activity and the MNE : A Search for an Eclectic Approach* .

Either, & Markusen. (1996). Cycle de vie produit: étapes et stratégies.

Fontagné, L., & Farid , T. (1999). Foreign Direct invetissments and Internatiol Trade: Compliments or substitutes? *OECD Science, Technology and Industry*, 25-41.

Francoise , D. (2004). La délocalisation des entreprises et ses effets sur l'emploi. *Bulletin de la Banque de France*(13).

Gavelle. (2020). Les politiques publiques face aux investissements directs étrangers en Afrique: étude comparée de la Namibie et la RDC. *Thèse et mémoire*. Département des programmes interdisciplinaires: Faculté des Arts et sciences.

Globerman, S., & Shapiro, D. (1999). The impact of Government Policies on Foreign Direct Investment: The canadian experience. *Journal of International Business Studies, 30*(3).

Habarugira, B. (2023). Burundi: les investissements directs étrangers en chute libre. *YAGA*.

Habarugira, B. (2023). Le journal sur les investissements directs étrangers au Burundi.

Hamimida, M. (2017, Mars). Intégration régionale et Investissements Directs Etrangers en Afrique. *Revue Interventions économiques*.

Hatem. (2004). Investissement international et politique d'attractivité. *Economica*.

Hirsch, A., & Vernon, R. (1966,). Théorie du cycle de produits.

Ismail , C., & Abdellatif, N. (2022). "Attractivité des investissements directs étrangers et croissance économique: cas du Maroc". *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics , 3*(2).

Jasmin , E. (2003). Nouvelle économie et firmes multinationales. Les enjeux théorique et analytiques: le paradigme éclectique.

Karray, Z., & Toumie, S. (2007). Investissements Directs Etrangers et Attractivité: Appréciation et enjeux pour la Tunisie. *Revue Economique Régionale et Urbaine*, 479-501.

Kojima, K. (1978). *Direct Foreign Investment : A J apanese Model of Multinational.*

Koukpo. (2005). "Analyse des déterminants des investissements directs étrangers dans les pays de l'UEMOA".

Kuriyo, B. (2021). Que faire pour améliorer le climat d'affaire? *Burundi ECO*.

Magali, C. (2014). *Chapitre 2: La théorie des couts de transaction.*

Makosso , B., & Mfere , A. (2023, 2 23). "Determinants of Foreign Direct Investments in the CEMAC Zone: Theoretical Approaches and Empirical Verification". *4*(4), 150-173.

Melissa, S. B. (2016, Mai). Impact des investissements directs étrangers et de l'ouverture commerciale sur la croissance économique.

Miamo, W. C., Mumbere, S. A., Kasereke, K. N., & Kambale, K. D.-m. (2024). *Effet de la qualité des institutions sur l'attractivité des investissements directs étrangers en RDC* (Vol. 5). International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics.

Michalet. (2004). Des firmes multinationales à la mondialisation.

Michalet, C. A. (1999). Des firmes multinationales à la mondialisation.

Mireille, R. (1996). "Les déterminants des investissements directs étrangers au Madagascar". *Economie de Madagascar*.

Moujahid , M., & Khariss, M. (2021). Principaux déterminants des investissements directs étrangers au Maroc : étude économétrique par le modèle VAR. *Revue francaise d'Economie et de Gestion*, *2*(4), 155-177.

Moujahid et Al. (2021). *Impact du capital humain sur l'investissement direct étranger au Maroc: Analyse économétrique par le modèle VECM* (Vol. 3). Revue Alternative et Economique.

Mucchielli, J., Buckley , & Cordell. (1998). Investissemenets Directs étrangers entrants et développement.

Mucchielli, L. (1998). Multinationales et mondialisation.

Muchielli, J. L. (1999). La localisation à l'étranger des entreprises multinationales. *Economie et Statistique*.

Muchielli, J. L. (2005). *Les investissements Directs étrangers entrants et développement.* Revue économique.

Mundell, R. (1957). *International Trade and Factor Mobility.*

Mustapha, M. (2012). Les déterminants des investissements extérieurs au Maroc: Approche analytique et empirique sur le secteur industriel. *Economie et Finance*.

OCDE. (2002). *"L'investissement direct étranger au service du developpement: Optimiser les avantages, minimiser les couts"*. Paris, France.

OCDE. (2002). *L'investissement direct étranger au service du développement.* Service de publication de l'OCDE, Paris.

Oman, C. (2000). Perspectives de l'investissement international.

Sara, G., & Debbarh, M. A. (2020). Les déterminants des Investissements directs étrangers : une revue de la littérature. *Revue Internationale des Sciences de Gestion, 3*, 464-474.

Smith, A. (1723-1790). Recherches sur la nature et les causes de la richesses des Nations.

Solow, R. (1956). A contribution of the Theory of Economics Growth. *The Quarterly Journal of Economic, 70*(1), 60-94.

Sumata, C., & Zumbu, D. (2020). Les Déterminants des Investisements Directs Etrangers et leur impact sur la performance économique en RDC. *Revue Congolaise de Théologie Protestante*.

Thiami, I., & Biwole, V. O. (2023). Plotiques d'attractivité et investissements directs étrangers dans l'UEMOA. (Doctorant, & Mastérant, Éds.) *Revue internationale du chercheur, 4*(2), 512-533.

Tidjane, N., & Lounis, A. (2019). The Impact Of Tax Incentives on The Revival Of Foreign Investment.

Veganzones, A. M., & Ferraud, C. (2000). Infrastructures, investissements et croissance: un bilan de dix années de recherche.

Vernon, R. (1966). International investment and international trade in the Product Cycle. *Quarterly Journal of Economics, 80*(2), 190-207.

Zalle, O. (2011). Les Investissements Directs Etrangers dans l'espace UEMOA: déterminants et analyse d'impacts. *Economie et Finance.*

Zouirchi, H., & Ouia, A. (2024). L'impact de volatilité du taux dechange sur les investissements directs étrangers au Maroc : Etude empirique. *Revue Française d'Economie et de Gestion, 5*(2), 352-379.

Zumbu, D., & Sumata, C. (2020). les Déterminants des Investissements Directs Étrangers et leur impact sur la performance économique en RDC.

Rapport

CNUCED. (1998). *World Investment Report.* Génève.

CNUCED. (2010). La politique d'investissement au Burundi.

CNUCED. (2015). Rapport de l'Investissement dans le monde.

CNUCED. (2020). *Rapport sur l'investissement dans le monde.*

CNUCED. (2022). *Rapport sur l'investissement dans le monde* .

CNUCED. (2023). *Rapport sur l'investissement dans le monde.*

ANNEXES

Annexe 1 : ESTIMATION DU MODELE ARDL

Dependent Variable: IDE
Method: ARDL
Date: 09/12/24 Time: 16:54
Sample (adjusted): 1997 2022
Included observations: 26 after adjustments
Maximum dependent lags: 1 (Automatic selection)
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
Dynamic regressors (1 lag, automatic): PIB_HAB CAPH CORR STAPO LOGFBCF OUVCO INFRA DUMMY
Fixed regressors: C
Number of models evalulated: 256
Selected Model: ARDL(1, 0, 0, 0, 0, 0, 0, 1, 0)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
IDE(-1)	0.085332	0.237989	0.358553	0.7249
PIB_HAB	0.038308	0.114201	0.335447	0.0741
CAPH	1.643234	0.696946	2.357763	0.0324
CORR	1.766526	2.033007	0.868923	0.3986
STAPO	0.420873	0.839551	0.501307	0.0624
LOGFBCF	0.448892	0.735479	0.610339	0.5508
OUVCO	0.002408	0.009880	0.243761	0.8107
INFRA	5.209937	6.759740	0.770730	0.4528
INFRA(-1)	-16.80525	6.435790	-2.611218	0.0197
DUMMY	-1.653931	0.830991	-1.990311	0.0651
C	6.560795	3.481790	1.884317	0.0791

R-squared	0.83884	Mean dependent var	0.586112
Adjusted R-squared	0.666469	S.D. dependent var	1.097367
S.E. of regression	0.913871	Akaike info criterion	2.953853
Sum squared resid	12.52740	Schwarz criterion	3.486124
Log likelihood	-27.40008	Hannan-Quinn criter.	3.107128
F-statistic	6.744742	Durbin-Watson stat	3.534119
Prob(F-statistic)	0.001354		

ESTIMATION DE MODELE A LONG TERME

Long Run Coefficients

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB_HAB	0.041882	0.122845	0.340934	0.0379
CAPH	1.796535	0.727717	2.468726	0.0261
CORR	1.931329	1.965905	0.982412	0.0015
STAPO	0.460137	0.900300	0.511093	0.6167
LOGFBCF	0.490770	0.855196	0.573869	0.0046
OUVCO	0.002633	0.010881	0.241991	0.8121
INFRA	-12.677066	5.221283	-2.427960	0.0282
DUMMY	-1.808230	0.950280	-1.902840	0.0764
C	7.172867	3.069087	2.337133	0.0337

ESTIMATION DU MODELE A COURT TERME

ARDL Cointegrating And Long Run Form
Dependent Variable: IDE
Selected Model: ARDL(1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1)
Date: 09/12/24 Time: 17:08
Sample: 1996 2022
Included observations: 26

Cointegrating Form

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB_HAB)	0.019022	0.058172	0.326987	0.0012
D(CAPH)	0.744131	0.884461	0.841339	0.0134
D(CORR)	1.831724	2.166775	0.845369	0.4112
D(STAPO)	1.043427	0.533381	1.956252	0.0463
D(LOGFBCF)	0.376912	0.626893	0.601238	0.0067
D(OUVCO)	-0.000467	0.005878	-0.079452	0.9377
D(INFRA)	6.023861	4.944082	1.218398	0.0029
D(DUMMY)	-0.688873	0.806221	-0.854447	0.0063
CointEq(-1)	-0.977375	0.187169	-5.221898	0.0001

Cointeq = IDE - (0.0419*PIB_HAB + 1.7965*CAPH + 1.9313*CORR
0.4601*STAPO +0.4908*LOGFBCF + 0.0026*OUVCO -12.6771
*INFRA -1.8082*DUMMY + 7.1729)

Annexe 2 : Les données utilisées pour la régression

Temps	IDE	PIBHAB	CAPH	CORR	STAPO	INFRA	OUVCO	FBCF	DUMMY
1996	1,75161419	-7,96469239	1,17702866	-0,68063486	-2,11674881	0,25598149	-2,69671528	8,36518434	1
1997	1,1966438	-1,47961011	1,18430209	-0,68119231	-2,20714056	0,26784891	-15,2675341	6,09684947	1
1998	0,6416734	2,81517603	1,19162035	-0,68174976	-2,29753232	0,29574142	5,77684842	6,77161419	1
1999	-0,05880518	-3,32995048	1,19898391	-0,753227	-2,15580153	0,30732115	-23,3066786	5,88493632	1
2000	1,34215199	-2,86056588	1,20639288	-0,82470423	-2,01407075	0,3170748	-26,32124	2,78113771	1
2001	-0,00130486	-0,43918788	1,21525037	-0,79230058	-2,14942157	0,31772133	10,197477	4,46825856	1
2002	0,67042357	1,56853463	1,22417295	-0,75989693	-2,2847724	0,33214327	4,87433595	3,9486602	1
2003	0,33455936	-4,2745882	1,23316109	-0,87415302	-2,24483132	0,34828066	-22,3712402	7,86879004	1
2004	0,00488286	1,01088205	1,24221516	-0,97840488	-2,52275968	0,38963578	6,53255147	10,3470971	1
2005	0,05234042	-2,76488049	1,25133562	-0,95718044	-1,52337801	0,37624136	38,9999987	18,3	1
2006	0,00248111	1,70671384	1,26052308	-1,10150361	-1,42777348	0,36413304	7,83182682	17,2129857	0
2007	0,03688581	-0,27770052	1,26977801	-1,16698492	-1,37792516	0,35873383	11,2400281	14,7864583	0
2008	0,2378163	0,63715465	1,27910101	-1,0882324	-1,63649833	0,36736651	9,7085054	13,3089587	0
2009	0,0195573	-1,32769461	1,28849232	-1,13256121	-1,27144265	0,35732796	9,38956057	18,3748732	0
2010	0,03841191	0,31822182	1,29795265	-1,16890013	-1,6259594	0,38318735	7,70858159	16,4603824	0
2011	0,15005671	0,41151196	1,31062138	-1,2083711	-1,8072004	0,3173736	10,6630965	15,4457474	0
2012	0,02592504	0,82408097	1,32341385	-1,46860635	-1,70473814	0,17757171	9,8287069	14,8381661	0
2013	4,76125064	1,26359933	1,33633113	-1,42611384	-1,35027754	0,20939787	9,46431394	13,4326294	0
2014	3,02120263	0,8106028	1,34937453	-1,26783466	-0,78440714	0,20647148	10,1387815	14,4030572	0
2015	1,59867297	-5,98049561	1,36254513	-1,28679204	-1,93744612	0,20298033	-5,85596999	12,3260824	1
2016	0,00209569	-2,20613383	1,37584448	-1,27832186	-1,96437514	0,17921134	-38,4061506	9,40365126	1
2017	0,01161973	-1,77264649	1,38927341	-1,31923759	-2,00257397	0,20984093	44,4804739	8,98405453	1
2018	0,03688339	-1,37713962	1,40283358	-1,47806668	-1,57021856	0,21586167	16,522217	11,1034401	1
2019	0,04055695	-1,45719303	1,41652608	-1,49680662	-1,62499344	0,17630556	16,0138835	14,12871	1
2020	0,32917629	-2,50846117	0	-1,56294918	-1,54231477	0,14975173	81,8363627	11,44597	0
2021	0,3578624	0,38116664	0	-1,59939134	-1,25835752	0,1272865	9,29634194	13,11261	0
2022	0,38588672	-0,82462869	0	-1,51814175	-1,18886948	0,11573693	15,313861	13,3868708	0

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale